

Diss. Dijon
1902



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41548210_0090

UNIVERSITÉ DE DIJON. — FACULTÉ DE DROIT

ÉTUDE
SUR
FRANÇOIS HOTMAN

LA FRANCO-GALLIA

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

Soutenue devant la Faculté de Droit de l'Université de Dijon
Le Mercredi 30 avril 1902, à une heure et demie

PAR
Étienne BLOCAILLE
AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. ROUX, professeur.
Suffragants : { M. DESLANDRES, professeur.
 { M. CHAMPEAUX, agrégé.

DIJON
IMPRIMERIE JOBARD
9, Place Darcy, 9

Diss. Dijon
1902

UNIVERSITÉ DE DIJON. — FACULTÉ DE DROIT

ÉTUDE
SUR
FRANÇOIS HOTMAN

LA FRANCO-GALLIA

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

Soutenue devant la Faculté de Droit de l'Université de Dijon

Le Mercredi 30 avril 1902, à une heure et demie

PAR

Étienne BLOCAILLE

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. ROUX, professeur.

*Suffragants : { M. DESLANDRES, professeur.
 { M. CHAMPEAUX, agrégé.*



DIJON

IMPRIMERIE JOBARD

9, Place Darcy, 9

INTRODUCTION

Si on jette un coup d'œil général sur le seizième siècle, ce qui frappe tout d'abord, c'est l'exubérance de vie qui déborde de toutes parts, c'est l'activité, en quelque sorte désordonnée, qui cherche à s'employer et pousse de tous les côtés des pointes aventureuses. Mais quant à découvrir dans cette activité un courant précis, cela est bien difficile : les forces se dépensent sans compter, avec une prodigalité folle et sans direction ; aussi tout se heurte ; les opinions les plus opposées se coudoient ; les idées les plus avancées sont soutenues et attaquées tour à tour.

Gargantua paraît presque en même temps que l'*Institution chrétienne* de Calvin ; l'absolutisme intégral se rencontre à côté de la démocratie pure ; la science et l'alchimie marchent à côté l'une de l'autre ; les arts et les lettres enfin brillent d'un vif éclat, et

tout cela pendant une des périodes les plus troublées et les plus malheureuses de notre histoire.

Le seizième siècle bénéficie du travail intime et des découvertes des siècles passés et leur doit, en partie, le merveilleux essor dans toutes les connaissances humaines que l'on y admire ; les siècles suivants, à leur tour, lui devront tous quelque chose.

C'est dans les sciences politiques que son influence est le plus marquée et qu'elle sera le plus persistante.

En effet, en cette matière, on dirait volontiers qu'il a dépassé en hardiesse les idées modernes ; la question du meilleur gouvernement est discutée sous toutes ses formes, et les solutions varient suivant l'intérêt des partis.

Toutes les questions qui, plus tard, seront reprises avec plus d'ampleur et de maturité, sont déjà agitées avec une violence qui se ressent de la rudesse et de l'âpreté des hommes et des choses : prédominance du pouvoir civil sur le pouvoir religieux, souveraineté du peuple, socialisme et communisme, etc., etc.

Parmi tous les auteurs qui surgirent au seizième siècle, enfantés par la Réforme ou par la Ligue, l'un des plus originaux est certainement François Hotman dont le livre, la *Franco-Gallia*, expression, à la fois savante et théorique, des idées politiques des protestants, pour employer les expressions de M. Baudrillart, est le point de départ d'une foule de publications analogues, la mine où tour à tour adversaires et partisans du pouvoir royal iront puiser des arguments et des armes.

Cet ouvrage, aux allures modernes, étranger, dans

la forme tout au moins, à toute influence religieuse, méritait d'attirer notre attention par la nouveauté de sa méthode, et d'être remis dans une lumière qui lui a manqué de notre temps.

Si d'ailleurs Hotman est, comme le siècle où il vécut, une résultante, puisqu'il est en quelque sorte la synthèse des idées généralement admises de son temps, alors flottantes et non condensées, il est aussi un précurseur, parce qu'il a ouvert une voie nouvelle dans laquelle l'ont suivi une foule d'auteurs plus ou moins originaux, et qu'au pamphlet politique, œuvre éphémère, il a substitué le livre historique, et remplacé les déclamations par des raisonnements s'appuyant sur des faits.

Lorsque ce livre de la *Franco-Gallia* parut à Genève, en 1573, après la Saint-Barthélemy, il eut un succès prodigieux et se répandit immédiatement en France et dans toutes les parties de l'Europe. L'auteur fut exalté par les uns et couvert d'injures par les autres, et, suivant que l'on était catholique ou protestant, son œuvre fut déclarée exécration ou reçue avec enthousiasme. Cette lutte étrange se continua pendant les siècles suivants, et nous pourrions en suivre les traces dans les citations que nous allons faire.

Le compilateur des *Mémoires de l'état de la France sous Charles IX* (1) s'exprime ainsi : « Ce livre réveilla merveilleusement les Français, et de divers endroits le docteur Hotman fut remercié du livre qu'il avait

(1) Simon Goulart, théologien et littérateur français, né à Senlis en 1543, mort à Genève en 1628.

fait, ayant éclairci, par bons et suffisants témoignages, ce qui était demeuré comme enseveli par la malice de certains garnements, abusant de la facilité des rois et se servant de leur autorité pour asservir les Français d'une façon misérable. Aussi les flatteurs courtisans et ceux qui, depuis quelques années, brouillent l'Etat, comme on le voit, se sentant piqués jusqu'au cœur en ce discours, et ne pouvant supporter une libre et sainte vérité, frémissaient et cherchaient tous les moyens d'y pourvoir.

» Dès l'an 1573, ce livre fut mis en lumière par Holman et tout incontinent courut partout. Or, combien qu'il eût recueilli à cause de cela les haines de tous ceux qui n'aiment le bien et le repos de la France, et que les suppôts du Conseil secret sentissent bien que c'était la plus grosse et rude pierre que l'on eût jetée dans leur jardin, néanmoins son livre vola et fut bien lu. »

Louis d'Orléans, dans son *Avertissement des catholiques anglais aux français*, dit ce qui suit : « Ils ne peuvent se plaindre qu'on les mesure à l'aune où ils mesurent autrui. Suivez leurs conseils, conformez-vous au chemin qu'ils tiennent pour s'établir, vous établirez vous-mêmes et les envelopperez de honte et de confusion. En leur *Française-Gaule*, qui est un des plus détestables livres qui aient vu le jour, et que l'on a composé pour mettre toute la France en combustion, ils chantent qu'il est loisible de choisir un roi à son appetit. Dites donc aux hérétiques que le roi de Navarre n'est à votre appetit, et partant qu'il se tienne en son Béarn jusqu'à ce que le goût vous en soit revenu.

prouver que le royaume de France n'est pas héréditaire, comme un bien de patrimoine, mais électif par les suffrages de la noblesse et du peuple; et, surtout, il presse fort pour montrer que les femmes y ont été, de tout temps, exclues du gouvernement (1). »

Pierre Cayet, dans l'avant-propos de sa *Chronologie novennaire*, en parle en ces termes : « Hotman, jurisconsulte, dans sa *Gaule française*, entreprit d'écrire que le peuple français avait eu une souveraine autorité, non seulement à élire leurs rois, mais aussi à répudier les fils des rois et élire des étrangers; il dit sur ce point plusieurs choses, louant les peuples qui brident la licence de leurs rois et les mènent à la raison. Il se jette après dans plusieurs discours contre la régence des reines, même des rois; ce qu'il faisait à cause que la reine-mère avait été déclarée régente en attendant le retour du roi de Pologne, son fils (2). Bref, il s'escrime des histoires anciennes à droit et à revers selon sa passion. Ce livre fut agréable à quelques réformés et à quelques catholiques unis, lesquels n'aspiraient qu'à la nouveauté, et non pas à tous. »

Dans une lettre de Jacques Bongars à de Thou, on lit ce qui suit : « Je vous confesserai librement de

(1) Mézeray. *Histoire de France*, t. II, p. 1151, édition de 1646-1651.

(2) Il y a là une erreur de Cayet. La *Franco-Gallia* parut en 1573 et, Charles IX étant mort en 1574, Catherine de Médicis n'avait pu être régente qu'en cette même année 1574, en attendant le retour du duc d'Anjou, élu roi de Pologne en 1573, l'année même de la publication de la *Franco-Gallia*.

la *Franco-Gallia* que la douleur donnait quelque couverture à cet ouvrage lorsqu'il fut imprimé pour la première fois, et nous laissons échapper beaucoup de parties, en une fâcherie extrême, auxquelles nous rougirions si elles nous étaient représentées après le cours de la passion. » (Lettres de Bongars, édition de La Haye, 1695.)

En reproduisant ces lignes de Bongars, Bayle les fait suivre des réflexions suivantes : « Bongars a mis le doigt sur la plaie, Hotman était en colère contre sa patrie quand il composa ce livre, et, non content de se venger de ceux qui régnaient alors, il tâcha de décharger son ressentiment sur la monarchie même et sur tout le corps de la nation, et cela avec si peu de jugement, qu'il fournissait de très fortes armes à la ligue pour l'exclusion d'Henri IV ; car, selon ses principes, les catholiques de France étaient en plein droit d'élire pour roi le duc de Guise, au préjudice des princes du sang. »

Après avoir formulé ce jugement, Bayle, un peu plus loin, s'exprime pourtant ainsi sur la *Franco-Gallia* : « Ce livre d'Hotman est au fond un bel ouvrage, bien écrit et bien rempli d'érudition, et d'autant plus incommode au parti contraire que l'auteur se contente de citer des faits, comme il le représente lui-même à ses censeurs (1). »

Scioppius (Gaspard Schopp), érudit allemand, dit de son côté, que « Hotman était aussi excellent critique que grand jurisconsulte et que son beau style fait voir combien il était exercé dans les bons

(1) Bayle. *Dictionnaire historique et critique*, article Hotman.

auteurs latins. » Et il ajoute (il touche, d'ailleurs, ici à l'hyperbole) « qu'il n'y avait pas de plus docte, ni de meilleur homme que lui sous le ciel ».

On lit ce qui suit dans l'*Addition aux éloges de de Thou*, tome II, d'Antoine Teissier, érudit français, protestant d'origine : « Ce livre de la *Franco-Gallia* lui attira avec raison le blâme des bons Français, car dans cet ouvrage il tâche de prouver que ce royaume, le plus florissant de la chrétienté, n'est point successif, comme tous les héritages des particuliers, et qu'autrefois on ne venait à la couronne que par les suffrages de la noblesse et du peuple ; si bien que, comme anciennement le pouvoir et l'autorité d'élire les rois appartenaient aux Etats généraux et à toute la nation assemblée en corps, aussi étaient-ce les Etats qui les déposaient du gouvernement. Et là-dessus il apporte les exemples de Philippe de Valois, de Jean, de Charles V, de Charles VI et de Louis XI. Mais sur quoi il insiste principalement, c'est de montrer que, comme de tout temps on a jugé que les femmes étaient incapables de la royauté, on doit aussi les exclure de toute charge et administration publique. »

Au dix-huitième siècle on lisait encore, sans doute, la *Franco-Gallia*, mais les controverses qu'elle avait suscitées s'étaient bien apaisées. Montesquieu, l'abbé Dubost, Mably, le comte de Boulainvilliers n'en parlaient pas. Ce sont les dictionnaires historiques et de littérature qui s'en occupent ; le grand dictionnaire de Moreri (édition de 1759) porte le jugement suivant sur la *Franco-Gallia* : « Ouvrage indigne d'un jurisconsulte français où Hotman prétendait prouver,

contre les lois et l'usage, que notre monarchie était élective et non héréditaire. »

Baillet (1), de son côté, s'exprime ainsi : « On donne le nom d'*Antifranco-Gallia* aux ouvrages qui sont de l'espèce de l'*Antifranco-Gallia* de Matharel, avocat au grand Conseil et au Parlement de Paris.

» On sait ce que c'est que le livre de François Hotman que l'on fit courir par la France et le long du Rhin, sous le titre de *Franco-Gallia*, durant les troubles du royaume, excités sous les derniers rois de la branche des Valois.

» Le livre était contre les lois du royaume, désapprouvé des bons Français et propre à faire passer son auteur pour séditieux, en ce qu'il osait avancer que la couronne devait se donner à l'élection. »

M^{lle} de Lézardièrre ne prononce pas le nom d'Hotman, mais elle connaissait certainement son livre, et c'est à lui qu'elle fait allusion lorsqu'elle dit ce qui suit : « Sont donc dans l'erreur les auteurs qui ont supposé que la règle de l'hérédité linéale et les conditions des apanages s'établirent par l'effet d'un traité particulier fait entre les princes, où les cadets consentirent à renoncer au partage du royaume moyennant un certain apanage qui leur fut assuré et dont il voulurent bien se contenter ; l'ignorance de la constitution française a pu seule enfanter cette erreur (2). »

(1) Baillet. *Jugement des savants sur les principaux ouvrages des auteurs*, t. VII, édition de 1722.

(2) M^{lle} de Lézardièrre. *Théorie des lois politiques de la monarchie française*, 4 volumes, Paris, 1844.

Mais le silence se fait de plus en plus profond, et il faut arriver à Augustin Thierry (1) pour voir le nom d'Hotman et son œuvre remis en lumière.

Après en avoir fait une rapide analyse, il porte sur la *Franco-Gallia* et sur son auteur le jugement suivant :

« Quelque éloigné que soit de la vérité historique le système du jurisconsulte protestant, on doit lui reconnaître le mérite de n'avoir pas eu de modèle et d'avoir été construit tout entier sur des textes originaux, sans le secours d'aucun ouvrage de seconde main; en 1574 il n'en existait pas encore de ce genre (2). Ainsi Hotman ne dut rien qu'à lui-même, et la témérité de ses conjectures, ses illusions, ses méprises lui appartiennent en propre, aussi bien que la hardiesse de ses sentiments républicains. Du reste son érudition était saine en grande partie, et la plus forte qu'il fut possible d'avoir alors sur le fonds de l'histoire de France.

» Dans cet opuscule, tout rempli de citations textuelles et formé de lambeaux disparates des historiens latins et des chroniqueurs du moyen âge, il y a, chose singulière, un air de vie et un mouvement d'inspiration; l'amour enthousiaste du gouvernement par les assemblées, espèce de révélation d'un temps à venir, s'y montre à toutes les pages.

» Le livre d'Hotman eut un immense succès et son action fut grande sur les hommes de son siècle ;

(1) Augustin Thierry. *Considérations sur l'histoire de France*, 1840.

(2) La *Franco-Gallia* est de 1573 et non de 1574.

elle survécut à la génération contemporaine des guerres civiles et se prolongea même durant le règne de Louis XIV.

» Ce bizarre et fabuleux exposé de l'ancien droit public devint alors la pâture secrète des libres-penseurs, des consciences délicates et des imaginations chagrines, plus frappées, dans le présent, du mal que du bien. »

Henri Martin (1) s'exprime, à son tour, ainsi : « Un des livres que produisit ce grand mouvement des esprits est resté justement célèbre : c'est la *Franco-Gallia* ou *Gaule française* de François Hotman, savant jurisconsulte protestant qui, sauvé par ses écoliers des massacres de Bourges, s'était retiré à Genève. Cet ouvrage écrit avec un talent supérieur et une érudition historique mal digérée, mais fort étendue pour l'époque, manifeste une réaction éclatante contre le vieil esprit légiste qui puisait, dans le droit impérial romain, l'idéal de l'égalité civile sans liberté politique, de l'égalité sous un maître.

» Hotman se trompe souvent dans les faits en transportant son idéal dans le passé, mais on sent un souffle puissant d'avenir dans cet appel enthousiaste à la sacrosainte autorité de l'assemblée nationale que ne sauraient remplacer ni le conseil privé du roi, ni une assemblée de gens de justice. L'imprescriptible souveraineté des nations sur elles-mêmes n'avait point encore été prêchée parmi nous avec tant de vigueur et d'autorité. »

(1) Henri Martin. *Histoire de France*, édition de 1884.

Donnant ensuite l'appréciation d'Augustin Thierry sur le livre d'Hotman, Henri Martin ajoute en note : « Ce qui est surtout fabuleux, ce sont les vues d'Hotman sur les rapports respectifs des Gaulois, des Romains et des Francs. Il n'est pas fabuleux en soutenant que le despotisme, le pouvoir absolu d'un seul est moderne dans la Gaule et la France, si l'on excepte la phase impériale romaine. »

Pour Michelet (1) la *Franco-Gallia* est un livre de génie.

« Mais à côté du fait, dit-il, il faut la théorie, l'idée ; c'est par leur action mutuelle que se fait la force, il y faut l'âme et le corps.

» Cette âme éclate en 1573 par un livre de génie. Petit livre à l'érudition immense, improvisé cependant le lendemain du massacre (la St-Barthélemy), échappé d'un cœur ému et grandi sous les poignards, qui, dans son danger personnel, a reçu la lumière de Dieu.

» Gaule et France, *Franco-Gallia*, c'est le titre de ce livre qui, de Genève, envahit toute l'Europe, est traduit en toutes langues. Nul succès n'a été aussi grand jusqu'au *Contrat social*.

» Hotman arrivant tard et le dernier des grands hommes de son siècle, vint merveilleusement préparé.

» Pour lui, l'illustre Cujas illuminant le droit romain, avait fait sentir qu'il fut le droit de tel âge, de telles mœurs et non le droit du genre humain.

(1) Michelet. *La Ligue*, édition Chamerot, Paris, 1856.

» Pour Hotman, le grand Dumoulin a revendiqué l'immortelle légitimité de la propriété libre contre l'usurpation du fief.

» Hotman déclare dans son livre que le droit appartient à la majorité des citoyens. Il sent la France gauloise, germaine, carlovingienne, capétienne, et montre qu'à toute époque elle a eu, plus ou moins, mais enfin a toujours eu un gouvernement collectif.

» Qu'il se trompe sur quelques détails, comme le dit M. Thierry, qu'il exagère la part de l'élection, de la délibération publique dans ces époques obscures, il n'en a pas moins raison au total : les chefs gaulois, mérovingiens, ont consulté leurs guerriers; les empereurs carlovingiens ont consulté leurs grands et spécialement leurs évêques; les capétiens, leurs pairs.

» Livre profond, vrai, lumineux qui donna l'identité de la liberté barbare avec la liberté moderne, relia les races et les temps, restitua l'unité et l'âme, la conscience historique de la France. »

Dans l'essai qu'il a consacré à Hotman, en 1850, M. Dareste n'est pas aussi enthousiaste, il apprécie de la façon suivante la *Franco-Gallia* : « La Gaule franque est donc l'utopie du passé, c'est à ce titre qu'elle mérite d'être étudiée. On a montré (1) à quelles erreurs, à quelles confusions, inadmissibles aujourd'hui, l'esprit de système et les arrière-pensées politiques avaient entraîné Hotman, et cepen-

(1) Cela a été affirmé, mais jamais démontré.

dant, avec toutes ses erreurs, ce livre est encore remarquable par la netteté de l'érudition et la justesse de quelques aperçus. Nous ne l'examinerons donc point comme un livre d'histoire, mais nous le prendrons pour ce qu'il est, c'est-à-dire pour un écrit politique, et un des meilleurs que le seizième siècle ait produits. »

Pour M. Henry Lureau (1), au contraire, la *Franco-Gallia* est une thèse d'histoire dont Hotman se servira pour combattre les institutions politiques de son pays et pour faire triompher l'idée démocratique qui est dans l'esprit de tous les protestants de cette époque. Il ne faut pas chercher dans cette thèse l'impartialité de l'historien qui se borne à relater les événements tels qu'ils se sont produits, et à décrire les institutions telles qu'elles ont fonctionné. La Gaule franque est l'utopie du passé; c'est l'histoire de la France non pas telle qu'elle a été, mais telle qu'Hotman l'eût désirée.

Les erreurs de cet ouvrage sont considérables, ajoute M. Lureau; pourtant il veut bien condescendre à reconnaître qu'à côté de ces erreurs il y a quelques aperçus très justes, de la netteté, des recherches, de l'érudition.

Tout le monde connaît donc Hotman, semble-t-il; tout le monde en parle (nous avons omis bien des noms parmi ceux qui ont eu la prétention de le juger, depuis Charles Nodier jusqu'à M. Lavissee en

(1) Henry Lureau. *Les doctrines démocratiques chez les écrivains protestants français de la seconde moitié du seizième siècle*, Bordeaux, 1900.

passant par M. Cougny ; mais nous ne pouvions pas tous les citer).

Tout le monde sait le nom de sa *Franco-Gallia*, mais beaucoup de ceux qui en parlent ne font que se copier les uns les autres, et l'on serait presque tenté de se demander s'ils l'ont réellement lue.

Ce que nous voudrions faire dans la faible mesure de nos forces, c'est essayer de mieux faire connaître, non pas d'homme, qui l'est suffisamment depuis les travaux que M. Dareste lui a consacrés, non pas son œuvre immense, mais simplement sa *Franco-Gallia*. Nous donnerons donc de cette œuvre une analyse plus complète que celle présentée par Augustin Thierry, dans ses *Considérations sur l'histoire de France*, et par M. Dareste lui-même, puis nous extrairons la partie de droit public qui se trouve contenue dans l'ouvrage, sans nous occuper de l'usage que les différents partis ont alternativement fait des théories et des arguments qu'il renferme, en les mettant au service de leurs passions politiques (1). Enfin nous rechercherons si les idées émises par Hotman, sur l'élection des rois et sur les pouvoirs des grandes assemblées, bases de son système politique, sont justes et si elles ont été admises par la science historique actuelle.

Notre travail comprendra donc les quatre subdivisions suivantes :

1° La vie et les œuvres de François Hotman ;

(1) Ce point de vue a été suffisamment mis en lumière dans nombre d'ouvrages.

2° Analyse de la *Franco-Gallia*, suivie du droit de succession au trône et de la querelle de l'oncle et du neveu ;

3° Exposé du système politique de la *Franco-Gallia* ;

4° Etude critique de l'élection des rois et du pouvoir des grandes assemblées.

Conclusion.

PREMIÈRE PARTIE

VIE D'HOTMAN

La famille d'Hotman est originaire de Silésie; elle quitta Breslau à une époque indéterminée et vint s'établir dans le pays de Clèves.

Un des descendants de cette famille, François (ou Henri) Hotman, né à Emmerich, alla en France et porta les armes au service de Louis XI; il se maria avantageusement à Paris. Jean Hotman, son fils, fut très riche, et Nevelet rapporte, dans sa vie de François Hotman, qu'il fournit de grosses sommes pour la rançon de François I^{er} fait prisonnier à Pavie (1525).

Ce Jean Hotman eut dix-huit enfants dont le dernier, Pierre, maître des eaux et forêts, et plus tard conseiller au Parlement de Paris, fut le père de François Hotman, le jurisconsulte.

L'auteur de la *Franco-Gallia* naquit donc à Paris,

le 23 août 1524 ; François I^{er} régnait alors sur la France.

Luther, âgé de quarante et un ans, avait, dès l'année 1517, répandu en Allemagne ses idées de réforme ; Lefebvre d'Etaples avait fait paraître son commentaire latin sur les Epîtres de saint Paul (1512) et son nouveau Testament français (1523) ; Calvin, né en 1509, n'avait alors que quinze ans, mais, dès 1535, à l'âge de vingt-cinq ans, il publiait sa célèbre épître dédicatoire à François I^{er}, faite pour son *Institution chrétienne*.

Tout était donc agité, tout était renouvelé autour d'Hotman qui, avec son intelligence exceptionnelle, ne resta certainement pas en dehors de ce mouvement dans les idées.

Dès 1538, à peine âgé de quatorze ans, nous le trouvons à l'université d'Orléans, où il était allé pour y étudier le droit. Calvin, qui y avait étudié également sous la direction d'Alciat, y avait laissé un vivant souvenir ; d'un autre côté, les étudiants allemands qui fréquentaient alors cette université d'Orléans, y entretenaient les idées luthériennes que Melchior Wolmar y avait apportées. Toutes ces causes expliquent, sans aller chercher plus loin, le changement que, à un moment donné, nous constaterons dans les opinions religieuses d'Hotman, et qui influera sur toute son existence.

De retour à Paris, avec le titre de licencié, Hotman entra d'abord au barreau et travailla, dit-on, quelque temps auprès du grand jurisconsulte Dumoulin, où il se serait lié avec Baudouin (Balduinus), qu'il retrouvera plus tard à Strasbourg. Mais attiré par la

science pure, il abandonna le palais et, en 1546, à peine âgé de vingt-deux ans, nous le voyons faire un cours libre de droit romain à l'université de Paris. Un de ses auditeurs fut Etienne Pasquier. On a souvent cité le passage suivant d'une lettre que celui-ci écrivit à Loysel : « Je puis vous dire que l'un des plus grands heurs que je pense avoir recueillis en ma jeunesse, fut qu'au lendemain de l'Assomption de Notre-Dame, en l'an 1546, Hotman et Balduin (Baudouin) commencèrent leurs premières lectures de droit aux écoles du Décret, en cette ville de Paris. Celui-là à sept heures du matin, lisant le titre *de Novationibus*, celui-ci à deux heures de relevé, lisant le titre *de Publicis judiciis*, en un grand théâtre d'auditeurs. Et ce jour même, sous ces doctes personnages, je commençai à étudier le droit. »

Ici se place l'événement qui changea toute la vie d'Hotman. On a prétendu que la vue de la constance des protestants au milieu des supplices avait déterminé sa conversion ; on a voulu, sans doute, ici, faire une application du *sanguis martyrum, semen christianorum* ; nous ne voulons pas prétendre que l'héroïsme des martyrs protestants n'ait pas influé dans une certaine mesure sur la détermination d'Hotman, mais, comme nous l'avons déjà dit, les idées qu'il avait rapportées d'Orléans, les ouvrages de Lefebvre d'Etaples, ceux de Luther et de Calvin, qu'avec son ardeur pour l'étude et son esprit ouvert à toutes les nouveautés, il avait connus et étudiés, ont eu certainement une bien plus grande influence sur sa manière d'entendre la religion.

Quoi qu'il en soit, devenu protestant, il s'enfuit de

la maison paternelle et, en 1547 et en 1548, on le trouve à Lyon où pour vivre; il fait paraître une traduction française de l'*Apologie de Socrate*. Il n'avait donc pas attendu, pour faire adhésion à la réforme, comme le prétend Michelet, d'avoir vu la mort d'Anne Dubourg, pendu en place de Grève et brûlé le 20 décembre 1559.

Le premier ouvrage publié par Hotman avait été un petit livre intitulé *de Gradibus cognationis et affinitatis*, 1547; il avait publié ensuite un commentaire *ad Titulum institutionum de transactionibus*, dans lequel il montrait déjà une grande connaissance de l'antiquité.

Pierre Hotman, le père, zélé catholique, n'avait pas été sans faire de nombreuses démarches pour retrouver son fils et le décider à revenir auprès de lui, mais inutilement. François, caché à Lyon, était resté introuvable, mais craignant toujours d'être découvert, et dans une misère profonde, il écrivit alors à Calvin, pour lui demander un asile et des conseils : « Depuis le jour où j'ai été instruit dans la vraie religion, lui dit-il, je n'ai aimé et chéri personne plus que vous, pas même mon père; rien ne pourrait m'arriver de plus important et de plus heureux en cette vie, que si l'on me procurait le moyen de vivre auprès de vous, et, si vous me le permettez, j'irais bien volontiers passer l'hiver auprès de vous. »

Il put réaliser son désir et, ayant quitté Lyon, il arrivait à Genève le 24 octobre 1548. Il y passait l'hiver dans la maison de Calvin et, par l'influence de celui-ci, il obtenait au mois de mai 1549 une chaire d'humanités à l'université de Lausanne.

On a dit que la ville de Lausanne avait offert cette chaire à Hotman par l'entremise de Théodore de Bèze, mais il y a là une erreur, car Hotman était professeur à Lausanne avant que Bèze n'y professât lui-même la langue grecque, et il est certain que celui-ci avait eu besoin des bons offices de Calvin pour obtenir cette charge.

C'est pendant son séjour à Lausanne qu'Hotman épousa Claudine Aubelin, fille de Guillaume Aubelin de la Rivière, gentilhomme protestant, également réfugié en Suisse.

Hotman resta six années à Lausanne ; il y professa avec succès et y publia deux ouvrages, l'un sur la question de l'usure, *de Fœnore*, 1551, l'autre sur l'état de l'Eglise primitive. D'un autre côté, tout en restant en dehors de la polémique religieuse, il s'était mis en relations avec un grand nombre de notabilités du parti protestant.

Est-ce donc à la notoriété qui commençait à venir le trouver, ou à une nouvelle et puissante intervention de Calvin qu'il le dut, toujours est-il que, en 1555, il est appelé à Strasbourg par le Sénat de cette ville, qui lui donne des lettres de bourgeoisie et lui confère une chaire de droit civil comme professeur en second. Hotman venait de perdre son père et, en outre de la situation plus en vue qu'il devait occuper, il espérait que les démarches qu'il allait être obligé de faire, pour recueillir sa part de succession, lui seraient rendues plus faciles par la résidence de Strasbourg.

L'académie de Strasbourg était alors très florissante ; elle comptait parmi ses professeurs Sturmius

(Sturm) qui avait été l'un de ses fondateurs et qui en était recteur ; l'historien Jean Pleidan ; Baudouin qui enseignait le droit romain (1).

Nous avons dit plus haut que Baudouin et Hotman avaient professé quelque temps ensemble à l'école du Décret à Paris ; Baudouin ne l'avait pas oublié et il accueillit son collègue, dans sa maison, comme un ami. Mais ces bonnes relations ne durèrent pas longtemps et, d'amis intimes, ils devinrent bientôt ennemis implacables.

Dans une lettre à Büllinger, pasteur de Zurich où il avait succédé à Zwingli, Hotman accuse Baudouin de vouloir attenter à sa vie ; de son côté Baudouin prétend qu'Hotman met tout en œuvre pour le perdre et le supplanter et, dans ses lettres à Calvin et à Bèze avec lesquels il s'est brouillé également, il affirme qu'à la suite d'une excommunication, pour cause d'adultère, son adversaire a été privé de sa charge académique.

Théodore de Bèze, dans la réfutation qu'il écrivit des attaques de Baudouin contre Hotman, ne repoussa pas d'une manière sérieuse les allégations produites contre son ami : cette défense se réduisait à dire que les reproches que l'on faisait à Hotman, d'ignorer la langue latine et d'être athée, n'étaient pas pour embarrasser ce docteur qui ne daignerait pas même ouvrir la bouche pour répondre à la dernière accusation.

Bèze semblait même fournir de nouveaux argu-

(1) On a dit que Pierre Martyr, *Vermigli pietro martire*, enseignait à Strasbourg à la même époque, mais rien ne le prouve.

ments contre Hotman, en disant que celui-ci s'était approprié une épître dédicatoire rédigée par Sturmius; qu'il louait alors les ouvrages de Duarenus (Duarein) qu'il méprisait autrefois ; enfin qu'un élégant maître de l'athéisme de Cicéron, comme Hotman, n'était pas propre à catéchiser.

Théodore de Bèze avait, enfin, publié une lettre de Sturmius dans laquelle celui-ci désavouait tout ce que l'on pourrait citer de lui de désavantageux à l'égard de Calvin et de Bèze, mais ne disait rien de semblable pour Hotman.

Cette défense de Théodore de Bèze était donc loin d'être favorable à Hotman et semblait plutôt justifier toutes les accusations que l'on portait contre lui.

Languet, alors en Allemagne, ayant eu connaissance des discussions de Baudouin et d'Hotman, était obligé de constater le chagrin qu'il éprouvait de ce que ses compatriotes se comportaient de telle façon que, sous prétexte de religion, ils ne cherchaient qu'à satisfaire leur vanité et faisaient plus de mal à la religion protestante que le roi d'Espagne et que le pape. Il ajoutait, cependant, qu'il n'osait croire Hotman coupable des infamies dont on l'accusait.

Quoi qu'il en soit de toutes ces discussions et de ces intrigues, Baudouin, dégoûté de Strasbourg, quittait cette ville et se rendait à Heidelberg, où l'appelait le prince palatin, mais il n'y restait pas longtemps et rentrait bientôt en France pour y revenir à la religion catholique.

Hotman le remplaça dans sa chaire et, le 24 juin

1556, il signait avec la ville un traité par lequel il s'engageait pendant quatre ans à donner ses services comme professeur de droit et conseil de la république, moyennant 160 florins par an.

Il fut bientôt un professeur célèbre, et l'on venait de toutes les parties de l'Allemagne pour l'entendre.

Pour augmenter ses ressources, il avait pris chez lui des pensionnaires moyennant un prix variant d'un thaler à une couronne par semaine ; les leçons étaient payées à part.

Dans une lettre à Büllinger, Hotman donne les détails suivants sur le régime auquel un de ses élèves était soumis : « A six heures, il lit la Bible et fait ses prières ; à sept heures, il assiste à ma leçon sur la constitution de la république romaine ; à huit heures, il explique les *Philippiques* de Démosthène ; à une heure, mes *Partitiones juris* ; et, enfin, à quatre heures, il assiste à une leçon de dialectique. »

Au milieu de toutes ces occupations, Hotman trouve le temps de publier quelques ouvrages et de se faire recevoir docteur à l'université de Bâle, en présence du recteur, de deux professeurs et de deux notaires. Sa situation s'était d'ailleurs bien améliorée à Strasbourg : il touchait 360 florins de traitement, ce qui lui avait permis de refuser la chaire que Albert de Brandebourg lui offrait à Kœnigsberg, et les propositions qui lui avaient été faites par le landgrave de Hesse et le prince de Saxe.

Déjà plusieurs fois Hotman avait été chargé de missions politiques et religieuses auprès des princes protestants d'Allemagne, surtout auprès de l'électeur palatin et du duc de Wurtemberg ; en 1556 même,

il avait accompagné Calvin au synode de Francfort. Pris de plus en plus par les affaires politiques qui déjà absorbaient la plus grande partie de son temps, il ne renouvela pas à son expiration, le 24 juin 1560, l'engagement qu'il avait signé avec la ville de Strasbourg.

Hotman va donc se trouver mêlé aux luttes politiques de la France, mais avant de l'y suivre, il est nécessaire de jeter un rapide coup d'œil sur la situation dans laquelle se trouvait alors notre pays, au point de vue de la réforme.

Tant que François I^{er} était resté sous l'influence de sa sœur Marguerite, il ne s'était pas montré hostile au mouvement qui se produisait dans les idées religieuses, et ce fut, en quelque sorte, sur son commandement que Lefebvre d'Etaples avait commencé sa traduction en langue française de la Bible tout entière.

Déjà lorsqu'il partait pour l'Italie en 1525, sa mère, Louise de Savoie, à laquelle il avait laissé la régence, avait accueilli favorablement les doléances de la Sorbonne, et organisé une mission pour abattre l'hérésie ; mais, après le désastre de Pavie et la captivité du roi, des ordres rigoureux furent donnés pour sa répression.

Lefebvre s'était vu obligé de se réfugier à Strasbourg avec Gérard Roussel, l'évêque de Meaux, Bricconnet, contraint de faire une rétractation publique de ses opinions (1526) ; et Louis Berquin, docteur en théologie et conseiller du roi, qui avait traduit les ouvrages des réformateurs allemands, avait été condamné à la peine de mort et exécuté le jour même de sa condamnation (17 avril 1529).

François I^{er}, toujours hésitant, avait semblé pour un moment, à son retour de captivité, ne se décider pour aucun parti et vouloir frapper celui des deux qui troublerait le premier la tranquillité ; c'est alors qu'il avait exilé à trente lieues de Paris, Bêda, professeur en Sorbonne, et ses turbulents collègues. Mais bientôt Cop, recteur de l'université de Paris, qui pactisait avec la réforme, était obligé de quitter la France pendant que son ami Calvin se retirait à Nérac auprès de Marguerite de Valois.

François I^{er}, qui avait alors besoin des protestants d'Allemagne, s'apaise : il veut faire venir Mélanchthon en France ; il rend la liberté à Gérard Roussel qui était rentré en France et que la Sorbonne avait réussi à faire emprisonner, et envoie Bêda au mont Saint-Michel. Mais un matin le roi qui était au château d'Amboise, trouve collé à la porte de sa chambre un écrit qui avait pour titre : *Articles véritables sur les horribles abus de la messe papale* ; blessé au vif, il prend alors parti violemment (octobre 1534). Le Châtelet se remplit de prisonniers et les exécutions commencent : elles continuèrent sans cesser pendant trois mois.

Cependant François I^{er} se ressaisissant, revient encore une fois à des idées de tolérance et de conciliation et, le 23 juin 1535, il écrit de nouveau à Mélanchthon qu'il sera le bienvenu à Paris. Le 31 mai 1536, il rend l'édit de Lyon, confirmant l'édit de tolérance de Coucy du 16 juillet 1535, et, malgré quelques exécutions isolées, une période de tranquillité s'établit dans tout le royaume. Lorsque, tout à coup et par un revirement qui doit être attribué à

des raisons de politique générale, François se trouve définitivement acquis à la politique de réaction et de répression. En décembre 1538 il rapporte l'édit de Coucy, et la persécution est organisée par l'édit de Fontainebleau, 1^{er} juin 1540.

Cette période malheureuse qui s'étend jusqu'à la mort de François I^{er}, arrivée en 1547, se signale par les massacres de Mérindol et de Cabrières (1545), l'exécution d'Etienne Dolet, 3 avril 1546, et l'arrêt du 4 octobre 1546 envoyant aux bûchers quatorze habitants de Meaux.

Sous Henri II, nous ne retrouvons pas ces alternatives de tolérance et de persécution ; c'est la répression constante qui prévaut, un moment avec le cardinal de Tournon et le connétable de Montmorency, puis avec les Guises.

Une chambre particulière, que l'on appela la chambre ardente, est chargée au Parlement d'expédier les procès d'hérésie, et l'édit de Châteaubriant devient un véritable code de la persécution.

Le 10 juin 1559, dans une séance au Parlement à laquelle il assistait, le roi fait saisir et conduire à la Bastille les conseillers Anne du Bourg et du Faur ; puis il meurt, quelques jours après (10 juillet 1559), d'une blessure qu'il avait reçue, dans un tournoi, du comte de Montgomery, capitaine de ses gardes, celui-là même qui, sur son ordre, avait arrêté du Bourg.

François II, à peine âgé de quinze ans et demi, succéda à son père Henri II ; il était entièrement dominé par sa femme Marie Stuart qui laissa le pouvoir à ses deux oncles, le cardinal de Lorraine et le duc François de Guise.

Cependant le procès d'Anne du Bourg s'était engagé ; il eut une durée que n'avait pas encore eue aucune affaire d'hérésie. Dégradé des ordres sacrés comme hérétique (il était diacre), il est renvoyé devant les juges séculiers pour l'application de la peine. Condamné, le 22 décembre 1559, à être brûlé, après avoir été pendu, il est exécuté en place de Grève, le lendemain de la condamnation.

Malgré toutes les persécutions, la réforme avait pourtant fait de grands progrès, et beaucoup de belles intelligences et de nobles cœurs, frappés du courage et de la résignation que les protestants avaient montrés dans les supplices, s'étaient laissé gagner aux nouvelles doctrines. Celles-ci, d'abord confinées chez les lettrés, s'étaient répandues dans le peuple, la bourgeoisie et la noblesse. Le roi de Navarre, Antoine de Bourbon, son frère, le prince de Condé, les Châtillons et beaucoup d'autres, parmi la plus haute noblesse, s'étaient laissé influencer.

Sentant le besoin de se grouper, les réformés s'étaient organisés en églises ; celle de Paris s'était constituée en septembre 1555 ; des consistoires s'étaient fondés successivement à Meaux, Angers, Poitiers, etc., etc. En 1558, on comptait, déjà, dit-on, plus de 400,000 réformés en France, et ils s'étaient suffisamment enhardis pour se réunir en grandes troupes, en plein jour, au Pré-aux-Clercs, pour y chanter les psaumes de Marot.

Le supplice de du Bourg exaspéra les huguenots ; d'un autre côté les Guises avaient fait bien des mécontents par la partialité avec laquelle ils exerçaient le pouvoir, et il suffisait d'un homme éner-

gique et résolu pour centraliser et faire éclater tous ces désirs de vengeance. Ce fut La Renaudie, gentilhomme protestant qui s'en chargea. Il organisa le complot connu dans l'histoire sous le nom de « conjuration d'Amboise ». On se proposait d'enlever le roi et de massacrer tout ce qui était du sang des Guises. Les protestants déclarèrent, plus tard, qu'ils n'en voulaient pas à la monarchie ; défenseurs de l'Etat, ils entendaient, seulement, protéger le roi contre l'ambition de ses mauvais conseillers.

Dans un de ses voyages à Paris, La Renaudie était descendu au faubourg Saint-Germain chez un avocat protestant nommé des Avenelles ; il confia à celui-ci une partie de ses projets. Des Avenelles, pris de peur, révéla tout ce qu'il savait au secrétaire de François de Guise. Le duc fit alors secrètement ses préparatifs de défense et conduisit le roi au château d'Amboise, de plus facile défense que la ville de Blois où il était alors.

Le complot pouvait encore réussir, mais un des chefs des conjurés, nommé Lignières, découvrit à la reine Catherine les lieux de rendez-vous et les dépôts d'armes. Alors nombre de conjurés sont surpris isolément et tués ; La Renaudie qui cherchait à rallier ses gens, rencontré dans la forêt de Château-Renaud par une troupe de cavaliers du roi, est tué d'un coup d'arquebuse (16-17 mars 1560). Les autres chefs faits prisonniers, sont pendus aux créneaux de la grosse tour d'Amboise.

Nous pouvons maintenant revenir à Hotman qui avait eu connaissance de tout le complot, ainsi que nous le montrerons tout à l'heure.

Déjà en l'année 1559, il s'était trouvé mêlé à une intrigue qui avait pour objet de livrer Metz à l'Allemagne. Dans son zèle inconsidéré, il informe Calvin par courrier spécial que l'on a trouvé un noble, homme prudent, âgé de plus de cinquante ans, qui a imaginé un moyen de reprendre Metz à la France. « Il demande vingt mille florins, écrit-il. S'il réussit, il en gardera la moitié ; s'il ne réussit pas, il rendra le tout. » Calvin, plus calme, invita Hotman à se tenir en garde contre les indiscrets.

Il était, à la même époque, tenu au courant par son beau-frère, Guillaume Prévost de Saint-Germain, de la conspiration qui se tramait en France ; il y avait adhéré avec enthousiasme et il avait même, dit-on, donné, avec d'autres jurisconsultes et théologiens de France et d'Allemagne (Jacques Spifame, ex-évêque de Nevers, Théodore de Bèze, etc.), une consultation établissant que le roi étant évidemment incapable de gouverner lui-même, on pouvait s'opposer légitimement au gouvernement que les Guises avaient usurpé, et, au besoin, prendre les armes pour repousser leurs violences, pourvu que les princes qui sont nés magistrats légitimes, ou l'un d'eux, le voulussent entreprendre, étant requis de le faire par les Etats généraux ou par la plus saine partie d'entre eux.

Ce fut donc avec une profonde douleur qu'Hotman apprit la nouvelle de la surprise et de la destruction des conjurés. Dans son désespoir, il accusa Sturm d'avoir parlé à Gamaut, espion de Philippe II, et d'avoir écrit au cardinal de Lorraine pour lui dénoncer la conspiration ; il alla même jusqu'à

accuser l'amiral de Coligny. Sturm repoussa ces accusations avec indignation et, dans une lettre du commencement de 1561, il rappela à Hotman tout ce qui s'était passé depuis 1555; il l'accuse d'ingratitude, se justifie d'avoir trahi les conjurés et, attaquant à son tour, affirme que ce sont les indiscretions d'Hotman qui ont tout dévoilé.

Nous avons dit plus haut comment le complot fut découvert, mais il faut reconnaître qu'Hotman s'était montré bien léger; il s'était vanté publiquement à Strasbourg de ses relations avec les conjurés, et il révélait, à qui voulait l'entendre, le plan et le but de l'entreprise : *Tu gloriaberis, écrit Sturm, nullum de sanguine Lotharingico et Guisiano superstitem fore, et in ea gloriatione utebaris illo proverbio biblico quod dicebas, fore ut omnes occiderentur in ea familia qui ad parietem queant meiere.*

On est donc obligé de reconnaître que si les Guises se sont cruellement vengés, les huguenots n'auraient pas été tendres pour eux s'ils avaient réussi.

Après la répression de la conjuration, des soulèvements s'étaient produits en divers lieux qui avaient montré que le complot avait des ramifications dans toute la France.

D'un autre côté, la guerre de pamphlets avait repris, et Hotman écrivit contre le cardinal de Lorraine le plus violent et le plus éloquent de tous : *l'Épître au tigre de France*. Il parut sans nom d'auteur, naturellement, mais il lui fut attribué avec juste raison.

Le cardinal de Lorraine, furieux, fit en vain

rechercher l'auteur et l'éditeur ; le libraire Martin Lhomme, chez lequel on trouva, à Paris, un certain nombre d'exemplaires, fut pendu.

De leur côté, les Guises essayèrent de discréditer le parti huguenot dans l'opinion publique, en s'efforçant de faire croire que c'était au roi et à ses frères qu'on en avait voulu et non à eux. Ils n'avaient offensé personne, faisaient-ils dire, et ce prétexte avait été pris par les hérétiques pour abolir plus à l'aise l'autorité royale, réduire le royaume en cantons et républiques, à l'exemple des Suisses, pour vivre en commun et tuer toute la noblesse.

Les protestants réfutaient ces accusations portées contre les conjurés, dans des écrits adressés aux différents parlements, au nom des Etats de France, et où ils accusaient, en outre, les Guises d'aspirer à la couronne ; ils demandaient, de plus, la convocation des Etats généraux et un Concile.

Le chancelier Olivier, mort peu de temps après la conjuration d'Amboise, avait été remplacé par Michel de L'Hospital, avec l'assentiment des Guises. Ces derniers voulaient établir l'inquisition en France, mais le chancelier, pour empêcher cette introduction, avait fait rendre l'édit de Romorantin d'après lequel les tribunaux des évêques devaient, seuls, connaître des crimes d'hérésie ; il obtenait ensuite la convocation d'une assemblée des notables à Fontainebleau. Cette assemblée s'y réunit, en effet, le 20 août 1560. Coligny y présenta au roi une pétition des huguenots par laquelle ils demandaient le libre exercice de leur culte.

Jean de Montluc, évêque de Valence, et Charles de

Marcillac, archevêque de Vienne, ayant demandé la convocation des Etats généraux et la réunion d'un Concile national, les Guises ne s'y opposèrent pas.

Il fut alors décidé que les Etats généraux se réuniraient à Meaux, le 10 décembre.

Hotman qui était alors conseiller de l'électeur palatin, s'était rendu à Nérac, en septembre 1560, auprès du roi de Navarre ; il était chargé de différentes négociations qui n'eurent pas le succès qu'il désirait. Il retourna à Strasbourg au commencement de novembre, pendant que le roi de Navarre qui lui avait donné le titre de maître des requêtes, et l'avait chargé de le représenter auprès des princes protestants d'Allemagne, se rendait aux Etats généraux qui se réunissaient à Orléans au lieu de Meaux.

La mort de François II, arrivée le 5 décembre 1560, sembla, tout d'abord, devoir donner aux protestants ce qu'ils désiraient si ardemment : Charles IX qui montait sur le trône, avait à peine dix ans et demi et Catherine s'emparait de la régence en y faisant renoncer Antoine de Bourbon, par la promesse de la lieutenance générale du royaume, en même temps elle éloignait les Guises. Comme l'on craignait que, soutenus par le roi d'Espagne, ils ne reprissent le pouvoir, Hotman se rendit à Gemersheim, auprès du prince palatin, à Cassel, en Saxe, pour décider les princes allemands à envoyer en France une ambassade pour contrebalancer l'influence de Philippe. Cette ambassade n'eut pas lieu ; elle semblait, d'ailleurs, devenue inutile, Catherine paraissant s'être définitivement rapprochée du roi

de Navarre. Antoine de Bourbon avait alors rappelé Hotman auprès de lui. Il le garda quelque temps, puis le renvoya en Allemagne avec une mission au nom du roi Charles IX. Il accompagnait l'ambassadeur de France, M. d'Angenne-Rambouillet, envoyé auprès des princes d'Allemagne pour leur demander leur avis au sujet du Concile national que l'on voulait réunir en France après le colloque de Poissy. Mais le véritable but du voyage d'Hotman était d'assurer au parti protestant l'appui de ces princes pour le cas où la guerre, qui paraissait imminente, viendrait à éclater (décembre 1561).

Elle éclatait, en effet, en avril 1562, après le massacre de Vassy. Condé s'étant emparé d'Orléans, Hotman accourut aussitôt lui offrir ses services. On utilisa ses talents pour correspondre au nom des princes avec les puissances étrangères, justifier la prise d'armes et solliciter des secours en hommes et en argent.

C'est alors que, de cette ville d'Orléans, il écrivait au landgrave de Hesse pour lui demander de barrer le chemin aux troupes que les catholiques avaient levées en Allemagne.

Mais les huguenots comprirent vite qu'un appui plus énergique leur était nécessaire, et Hotman se rendit en Allemagne avec d'Andelot, frère de l'amiral de Coligny, pour obtenir des secours en hommes. D'Andelot revint en France avec les lansquenets qu'il avait pu réunir ; mais, au retour, Hotman s'arrêta, sans doute, quelque temps à Strasbourg, car l'épître dédicatoire de son dictionnaire des termes de droit est datée de cette ville (août 1562).

Malgré tant d'efforts, la guerre n'avait pas été favorable aux huguenots : l'armée catholique qui était venue mettre le siège devant Rouen, le 25 septembre 1562, s'en emparait un mois après et la ville était mise au pillage pendant huit jours (Antoine de Bourbon qui était avec les troupes royales, reçut pendant le siège une blessure dont il mourut) ; le prince de Condé était battu et pris à Dreux, le 19 décembre suivant, et le duc de Guise venait mettre le siège devant Orléans.

La situation des protestants semblait donc désespérée, lorsque, le 18 février 1563, le duc François était assassiné par un gentilhomme protestant nommé Poltrot de Méré. Arrêté immédiatement, Poltrot accusa l'amiral de Coligny et Théodore de Bèze de l'avoir engagé à commettre son crime. L'amiral de Coligny affirma, sur sa vie et son honneur, n'avoir jamais induit personne à commettre semblable crime. « Mais, ajoutait-il, ce n'est pas pour regret que j'aie à la mort de M. de Guise, car j'estime que ce soit le plus grand bien qui pouvait advenir à ce royaume et à l'Eglise de Dieu, et particulièrement à moi et à toute ma famille. » Quant à Bèze, il déclarait n'avoir jamais vu ni excité Poltrot, mais il reconnaissait dans son fait un juste jugement de Dieu, et il menaçait de semblables et plus grandes punitions tous les ennemis jurés du saint Evangile.

Ces théories ne furent pas perdues pour les catholiques. Cependant la mort du duc de Guise laissait Catherine libre de négocier, elle offrit la paix au prince de Condé.

Elle fut signée le 19 mars 1563 (paix d'Amboise).

Le traité rédigé sous forme d'édit, reconnaissait aux seigneurs hauts justiciers le droit de pratiquer librement la religion réformée dans leurs maisons, avec leurs familles et sujets ; les gentilshommes sans vassaux avaient le même droit pour eux et leurs familles seulement ; le culte réformé était maintenu dans les villes où il avait été exercé, mais dans le reste de la France, hors des maisons nobles, il ne pouvait être pratiqué que dans les faubourgs d'une seule ville par bailliage ou sénéchaussée.

Condé reparut alors à la cour et y amena avec lui Hotman qui fit connaissance avec le chancelier de L'Hospital et Jean de Montluc, évêque de Valence ; ce dernier s'occupait alors à reconstituer l'université de Valence, il y offrit une chaire au jurisconsulte qui accepta.

Hotman revint alors à Strasbourg et se prépara à rentrer en France avec toute sa famille. Il vint s'installer à Valence au mois de septembre suivant.

Les années 1564, 1565 et 1566 s'y passèrent paisibles et laborieuses.

Réorganisée par les soins d'Hotman et du recteur Ennemonde Bonnefoy, l'université de Valence était devenue célèbre ; son nom suffisait à y attirer un grand nombre d'étudiants ; d'ailleurs l'université de Grenoble ayant été supprimée, les étudiants dauphinois étaient venus, tout naturellement, suivre les cours de celle de Valence qui, comme le dit Nevelet, le biographe d'Hotman, était devenue de marbre, tandis qu'elle était de briques quand il y arriva.

Malgré l'éclat qu'il répandait ainsi sur l'université

de Valence, la situation d'Hotman, au point de vue pécuniaire, n'y était pas ce qu'elle aurait dû être; le conseil de ville ne lui faisait qu'un traitement de 1,000 livres, tandis qu'il avait accordé 1,200 livres à Cujas, lorsque celui-ci y avait professé. Hotman demanda que son traitement fut porté au même chiffre, mais le conseil ne lui accorda pas.

Depuis un certain temps, Marguerite, femme du duc Philibert-Emmanuel de Savoie et duchesse de Berry, avait fait au jurisconsulte des propositions pour l'attirer à Bourges, où il devait remplacer Cujas, parti pour Turin; d'un autre côté, sa femme, qui était originaire d'Orléans, ne s'était jamais plu à Valence; il se décida alors à accepter les propositions de la duchesse et quitta Valence à la fin de décembre 1566. Plus tard il fut remplacé à l'université de cette ville par Cujas qui, pour accepter la place qu'on lui offrait, exigea un traitement de 1,600 livres.

Au mois d'avril 1567 nous retrouvons Hotman installé à Bourges où la duchesse Marguerite lui avait donné un logement dans son palais. Comme toujours, sa réputation avait attiré un grand nombre d'étudiants étrangers, surtout des Allemands. Il professait depuis cinq mois à peine, lorsque le peuple excité contre le nouveau professeur huguenot, envahit l'appartement qu'il occupait dans le palais de la duchesse, saccagea ses meubles et détruisit sa bibliothèque. Hotman parvint à s'échapper et gagna Paris avec quelques-uns de ses élèves et de ses amis.

Il y vit l'amiral de Coligny et le chancelier de

L'Hospital qui le fit nommer historiographe du roi, mais les troubles qui bientôt suivirent l'empêchèrent de prendre possession de cette charge.

La guerre civile recommençait, en effet, au mois de septembre 1567 et Hotman allait s'installer à Orléans, où il se mettait de nouveau au service du prince de Condé.

Après la prise de Blois par les protestants, janvier 1568, il avait été envoyé un moment dans cette ville comme commissaire du parti.

Les protestants avaient été poussés à reprendre les armes par les continuelles vexations que les catholiques leur faisaient supporter ; d'un autre côté, on leur avait donné l'avis que Catherine allait révoquer l'édit d'Amboise, qu'elle devait s'emparer du prince de Condé et que la mort de l'amiral était décidée. Ils ne voulurent pas attendre et complotèrent de s'emparer du roi, de sa mère et de ses frères, qui tous étaient au château de Montceaux, près de Meaux ; mais ils ne réussirent pas. Le prince de Condé vint alors bloquer Paris et livra la bataille indécise de Saint-Denis au connétable de Montmorency, qui y fut mortellement blessé d'un coup de pistolet dans les reins.

Les huguenots trop peu nombreux se retirèrent sur Chartres qu'ils assiégèrent ; Catherine conseillée par L'Hospital leur offrit alors la paix. Elle fut signée à Lonjumeau le 23 mars 1568 : l'édit d'Amboise était maintenu avec la suppression de toutes les restrictions qui avaient été apportées dans son application.

Cette paix semblait devoir rouvrir à Hotman le

chemin de Bourges, mais elle n'inspirait de confiance à personne ; il resta donc à Orléans.

En effet, de leur côté les catholiques s'opposaient de toutes leurs forces au libre exercice du culte réformé ; ils disaient qu'ils feraient main basse sur les huguenots, et que si le roi voulait les en empêcher, on l'enfermerait dans un couvent et l'on en mettrait un autre à sa place.

A leur tour, les protestants gardaient les villes qu'ils avaient promis de rendre. Condé écrit au roi une lettre dans laquelle il expose tous les griefs des réformés, et annonce que la noblesse protestante se trouve contrainte de prendre les armes pour le salut du royaume.

La troisième guerre civile commence. L'année 1568 se termine sans qu'aucune grande opération militaire ait été entreprise ; mais le 13 mars 1569 Condé est battu et tué à Jarnac et, le 3 octobre suivant, Coligny est battu à Montcontour. La guerre n'était pas finie pour cela : les protestants toujours battus se relevaient toujours. Catherine se résout alors à faire la paix en leur accordant des conditions très favorables. Paix de Saint-Germain, 8 avril 1570.

Pendant ces années de luttes, Orléans n'étant pas un asile assez sûr, Hotman s'était réfugié à Sancerre, petite ville forte située sur une colline élevée, à quatre kilomètres environ de la Loire, sur la rive gauche. Les protestants possédaient, un peu plus bas, de l'autre côté du fleuve, la ville de La Charité ; par ces deux villes ils fermaient l'accès du centre de la France aux auxiliaires allemands que les catholiques appelaient à leur aide. Aussi, comprenant

l'importance de ces deux places, ceux-ci vinrent mettre le siège devant la première.

Un grand nombre de protestants s'étaient réfugiés dans les murs de Sancerre, mais il n'y avait dans la ville ni réels soldats ni gouverneur ; elle résista néanmoins courageusement sous la direction du bailli Joanneau et de deux autres bourgeois. Hotman prit part à la défense ; il conserva longtemps le souvenir des dangers qu'il avait courus pendant le siège et de la grave maladie qu'y fit sa femme.

C'est au milieu de ces dangers qu'il écrivit son traité de la Consolation par les saintes Ecritures. (*Consolatio e sacris litteris.*)

Après deux ans et demi de séjour à Sancerre, Hotman se rendit à La Charité où il habita pendant sept mois. La paix de Saint-Germain lui permit de rentrer à Bourges avec sa famille.

Dans cette ville, il reprend ses cours et, à la demande des nombreux étudiants allemands qui étaient revenus pour l'entendre, il fait ses leçons sur le droit féodal, lui qui, jusqu'alors, n'avait enseigné que le droit romain.

L'édit de Saint-Germain n'avait pas donné aux protestants toute la satisfaction qu'ils en attendaient, cependant ils pensaient pouvoir se garantir des mauvaises intentions de la cour ; quant aux catholiques, les exaltés étaient fort irrités, mais les masses demandaient la tranquillité. Aussi fut-ce avec faveur que l'on accueillit le projet du mariage de Marguerite, la troisième sœur de Charles IX, avec Henri de Bourbon ; de plus, l'amiral, qui avait été appelé à Paris par le roi, en avait été reçu avec tous les

témoignages de la plus grande satisfaction : « Nous vous tenons, mon père, lui avait-il dit, et vous ne nous échapperez pas quand vous voudrez. » Le 12 août, pourtant, à l'instigation des Guises, Maurevel le blessait au bras d'un coup d'arquebuse. Le 18 août avait bien lieu le mariage du roi de Navarre et de Marguerite de Valois, mais le 24 s'accomplissaient les massacres que l'on a appelés « de la Saint-Barthélemy ». Hotman qui, au printemps de l'année 1572, avait été voir l'amiral à Châtillon, avait reçu immédiatement la nouvelle de sa blessure. Comprenant aussitôt que ce crime allait devenir le signal de nouveaux massacres, et se sachant une des premières victimes désignées, il n'hésita pas à quitter Bourges. Les massacres eurent lieu en effet dans cette ville, comme à Paris, et la maison d'Hotman fut encore une fois saccagée ; mais réfugié au château de Blet, il échappa aux assassins et put gagner Genève sain et sauf.

Dès son arrivée dans cette ville, il écrit à Büllinger (3 octobre 1572) pour lui annoncer qu'il a échappé aux massacres, œuvre de Pharaon.

Hotman retrouva à Genève plusieurs de ses amis : Bèze, Budé, Roset, qui fut plus tard syndic, Bonnefoy, l'ancien recteur de l'université de Valence, Denis Godefroy, les Etienne (Calvin était mort depuis six ans, le 27 mai 1564).

Il y fut chargé d'un cours de droit romain ; mais, désormais, l'enseignement ne tiendra plus qu'une place secondaire dans son existence, et la grande occupation de sa vie sera la défense du protestantisme.

Les représentants de la France à l'étranger s'efforçaient alors de justifier la Saint-Barthélemy et un certain Pierre Carpentier, ancien huguenot, qui avait accompagné Pomponne de Bellièvre, l'envoyé de France en Suisse, soutenait que les huguenots avaient formé une vaste conjuration contre le gouvernement français qui s'était trouvé dans le cas de légitime défense ; Dufaur de Pibrac, le célèbre auteur des *Quatrains contenant préceptes et enseignements*, avait écrit une apologie de la Saint-Barthélemy ; Jean de Montluc, l'ancien protecteur de Hotman, ambassadeur en Pologne, en publiait une pour le duc d'Anjou, Donneau lui répond en attaquant Cujas et ce dernier réplique pour Montluc.

Hotman entre à son tour dans la lice et, en l'année 1573, il publie successivement le livre ayant pour titre *de Furoribus gallicis* et la *Franco-Gallia*. Lorsque ce dernier livre parut, il l'envoya à tous ses amis, notamment à Büllinger : « C'est, lui écrit-il, un livre de grande importance pour reconquérir notre gouvernement et rendre à la France son repos. »

Il continuait d'ailleurs à être tenu très au courant des événements qui se passaient en France, et les nouvelles qu'il recevait, il les communiquait au landgrave de Hesse et au prince palatin du Rhin avec lesquels il était toujours resté en relations.

Le 12 décembre 1572, il informait son ami Büllinger que les villes de La Rochelle, de Sancerre, Montauban, Nîmes, se défendaient avec courage ; au sujet de La Rochelle, il se demandait si cette ville n'aurait pas le droit de se donner aux Anglais, et il était disposé à répondre par l'affirmative. « La Ro-

chelle, dit-il, ne s'est donnée à la France qu'à la condition qu'elle ne recevrait pas de garnison ; or ce n'est pas une garnison qu'on veut lui donner, mais des bourreaux. »

On se battait, en effet, partout, et les protestants, le premier moment de stupeur passé, luttèrent en désespérés. Les calvinistes trouvaient même parmi les catholiques beaucoup de gens qui, s'ils ne leur étaient pas favorables, étaient ennemis des Guises, de leur ambition et de leur intolérance.

La Rochelle que le duc d'Anjou assiégeait, continuait à résister, et Henri venait d'apprendre son élection au trône de Pologne ; il était pressé d'aller se faire installer et ne demandait qu'à partir, d'ailleurs les ressources des catholiques étaient épuisées. Charles IX fut donc contraint d'accorder aux protestants, par l'édit de La Rochelle, 25 juin 1573, la liberté de conscience, au moment même où le roi d'Espagne le faisait féliciter pour la Saint-Barthélemy.

Pendant qu'Henri se rendait en Pologne, une conjuration se formait en France contre Charles IX, qui avait pour but de réclamer les Etats généraux et de donner au frère du roi, François, duc d'Alençon, la lieutenance générale du royaume. Hotman, qui était au courant de toutes ces menées, faisait, dès le 27 mars 1574, à Gualtherius, le récit de l'état d'anarchie dans lequel se trouvait la France : « De La Noue, écrit-il, combat en Saintonge, Montgomery en Normandie ; la Guyenne, le Languedoc, le Béarn sont entre les mains des protestants ; le prince de Condé s'est enfui de la cour et s'est réfugié à Sedan. Bref,

la France est dans un état aussi désespéré que possible. »

C'est au milieu de tous ces troubles que Charles IX mourait, le 31 mai 1574.

Henri III, informé de la mort de son frère, quittait aussitôt la Pologne, et, par l'Autriche et l'Italie, rentrait en France dans les premiers jours de janvier 1575; Catherine, qui avait pris encore une fois la régence, était allée au-devant de lui à Lyon, avec le duc d'Alençon. Un conseil était tenu dans cette ville, et il y était décidé que les huguenots devraient rendre les villes qui étaient entre leurs mains, y cesser leur culte, renvoyer les ministres qu'ils y avaient et y recevoir la religion catholique; enfin déposer partout les armes. En retour, on leur laissait la liberté de conscience, et il était permis à la noblesse de faire baptiser ses enfants selon le rite protestant.

Mais, entre les catholiques exaltés et les protestants fanatiques, il s'était formé un nouveau parti, dit des politiques. Le duc d'Alençon se met à sa tête; il s'enfuit de la cour et s'unit aux protestants. C'était encore une fois la guerre. Les huguenots s'emparent de Riez et de Digne, en Provence; La Noue est en armes en Saintonge; d'Anville soulève le Languedoc; Montmorency groupe la noblesse autour de lui.

Le duc de Guise battait bien, à Dormans (11 octobre 1575), l'avant-garde, commandée par Montmorency-Thoré, des troupes que le prince de Condé avait recrutées en Allemagne, mais il ne pouvait empêcher celui-ci de rejoindre le duc d'Alençon à Moulins avec 18,000 hommes.

Henri ne pouvant continuer la guerre, est contraint de traiter ; le duc d'Alençon offre sa médiation, et la paix est signée au mois de mai 1576 ; c'est celle que l'on appelle dans l'histoire la paix de « Monsieur », parce que c'était le titre que l'on donnait au frère puîné du roi.

Le libre exercice du culte était accordé aux protestants dans tout le royaume, sauf à Paris et à la cour ; toutes les sentences portées depuis le règne de Henri II, pour cause de religion, étaient annulées ; les veuves et les enfants des victimes de la Saint-Barthélemy obtenaient l'exemption d'impôts ; de nombreuses places de sûreté étaient attribuées aux protestants et il devait être créé des tribunaux mi-partie de catholiques et de protestants.

Pendant tous ces événements, Hotman, toujours à Genève, s'était occupé d'une nouvelle édition de sa *Franco-Gallia*. Le 1^{er} janvier 1575, à Chambéry, le duc de Savoie avait fait publier un édit par lequel il était défendu de lire, posséder ou toucher la *Franco-Gallia*. « *A cette nouvelle, raconte Hotman, tous les imprimeurs sont accourus chez moi pour me demander de faire une nouvelle édition.* »

On commence cependant à répondre à son livre, mais il ne s'en inquiète pas : « *Son livre est un livre historique, c'est l'histoire d'un fait, ce fait est dénié par ses contradicteurs, mais quelle impudence, puisqu'il n'a pas avancé trois propositions sans preuves évidentes ; s'il a cité mal à propos, forgé ou altéré des textes, qu'on le prouve, il accepte le défi, sa tête dût-elle en être l'enjeu. Il a lu un écrit d'un certain Matha-*

rel, mais c'est si sot, si inepte, qu'il n'y répondra pas (1). »

Il y répond pourtant, et la réponse, écrite en quatre jours, il l'envoie partout : c'est son *Matagonis de Matagonibus*.

Une troisième édition de son livre, augmentée d'un bon tiers, paraît à Bâle, chez le libraire Guérin. Pour cette édition il avait profité des avis qu'il avait demandés à ses amis, à Josias Simler, professeur à Zurich, à Amerbach, professeur à Bâle, etc.

Nous voici revenu à l'année 1576. Hotman avait accueilli cette paix de Monsieur, partagé entre la crainte et l'espérance; il avait, en effet, une grave résolution à prendre : le duc d'Alençon l'appelait à Bourges avec de très beaux honoraires, et une place lui était également offerte dans la Chambre de l'édit, que l'on allait créer à Montpellier; d'autre part, le landgrave de Hesse lui proposait de le prendre auprès de lui ou de le placer en Allemagne. Hotman, qui avait vu tant de fois déjà la paix remise en question, ne crut pas davantage à la durée de celle-ci; il refusa les propositions du duc d'Alençon et se rendit à Cassel auprès du landgrave de Hesse, qui l'employa à différentes missions en Allemagne; pourtant à la fin de novembre 1576, il était de retour à Genève.

(1) *Liber est historicus, historia est facti. Quenam impudentia est quam vix tria proferantur sine testimoniis ac documentis apertissimis? Si male a me proferri aliquid, aut fingi aut adullerium pro vero produci querantur, publico scripto id proferant. Ego capiti mei periculo disputationem subibo.* (Lettre à Dutilly, du 2 mars 1875.)

Cependant le duc d'Alençon avait renouvelé ses propositions : il lui offrait alors de l'attacher à sa personne en qualité de maître des requêtes, avec un traitement de 1,200 livres, et il lui laissait en même temps la faculté de demeurer où il voudrait.

Hotman, séduit par ces avantages, avait accepté ; il se proposait de s'établir à Bâle.

Mais, tout à coup, le duc d'Alençon s'étant rapproché de sa mère et de son frère, abandonne tous ceux à qui il avait fait des propositions. Hotman, désespéré, écrit alors à Amerbach : *« Je ne sais plus que faire ; le trouble est grand ici parmi tous les bons citoyens. Partagés entre l'espoir et la douleur, nous n'attendons plus que le feu du ciel qui doit dévorer cette Sodome et cette Gomorrhe italo-française. »*

La guerre reprenait, en effet, en 1577 et se terminait au mois d'octobre par le traité de Bergerac qu'Henri III avait négocié lui-même ; mais la paix n'était faite encore que pour un moment.

Les luttes religieuses n'existaient, d'ailleurs, pas seulement qu'en France, et les calvinistes et les luthériens ne s'accordaient pas plus en Allemagne, que les protestants et les catholiques chez nous. Dans le Palatinat, les luthériens avaient rédigé une formule dite de concorde qu'ils voulaient faire accepter par les calvinistes. Sur la demande du landgrave de Hesse, Hotman s'était entremis à Zurich et à Genève pour arrêter les polémiques que cette formule avait fait naître.

A la même époque, le séjour de Genève était devenu fort pénible à Hotman ; cette ville était constamment bloquée par les troupes du duc de Savoie,

et les communications rendues difficiles avec le dehors, avaient fait renchérir le prix des subsistances ; la disette était venue et avec elle les épidémies. Hotman avait encore alors huit enfants à sa charge, dont trois filles, et malgré l'aide qu'il avait trouvée auprès des Châtillons, de l'électeur palatin et du landgrave de Hesse, malgré les revenus qu'il tirait de ses consultations, de son traitement de professeur et des pensions que lui payaient les étudiants logés chez lui, malgré, enfin, le produit qu'il tirait des livres qu'il publiait chaque année, c'était à peine si ses ressources étaient suffisantes pour élever sa nombreuse famille.

Toutes ces raisons le décidèrent à quitter Genève pour aller habiter Bâle où il espérait trouver une existence plus facile.

Il arriva dans cette dernière ville, où son ami Amerbach lui avait arrêté un logement, au mois d'août 1578.

Hotman quittait à Genève une situation qui pouvait pourtant paraître enviable. A cette école de droit qu'il avait fondée avec Donneau d'abord, puis avec Ennemond Bonnefoy, il faisait quatre cours par semaine, et son traitement, comme premier professeur, était de 800 florins ; les jeunes gens, qui, nombreux, assistaient à ses leçons, étaient surtout allemands, car, depuis la Saint-Barthélemy, ceux-ci avaient cessé d'aller en France et affluaient en Suisse, surtout à Genève, où ils retrouvaient la langue française ; mais de jeunes nobles, Français et Anglais, s'y trouvaient également, dont plusieurs logeaient chez lui. C'est ainsi qu'au commencement de l'année

1578, la femme du chancelier de L'Hospital lui avait envoyé ses fils pour qu'il leur donnât ses leçons.

A Bâle, Hotman retrouvait de nombreux amis, qui furent heureux de l'accueillir ; il fut donc très entouré tout d'abord, et se crut arrivé à la fin de ses tribulations ; aussi pensa-t-il pouvoir refuser la place de premier professeur à l'université de Leyde, que le prince d'Orange lui faisait offrir avec 800 florins de traitement et 300 florins pour le voyage.

Mais les illusions des premiers jours furent bientôt dissipées, et il ne retrouva pas à Bâle la situation qu'il s'était faite à Genève : les cours qu'il avait chez lui ne constituaient qu'un produit insuffisant et les secours qu'il recevait de temps en temps du landgrave de Hesse lui parvenaient d'une façon trop irrégulière. Il rendait en effet à ce prince différents services, soit, comme nous l'avons déjà dit, en lui servant d'intermédiaire auprès des théologiens suisses dans l'affaire de la formule de concorde, soit en achetant des livres pour la bibliothèque qu'il avait fondée à Cassel.

D'un autre côté, malgré de nombreuses et incessantes démarches, Hotman n'avait pu obtenir la jouissance des revenus de son patrimoine de France. Dans sa détresse, il offrit ses services au roi de Navarre et au prince de Condé, et il reçut du premier une mission officielle en Suisse avec le titre de conseiller.

Le roi de France avait envoyé en Suisse des agents chargés de recruter des troupes. Hotman obtint du conseil de Bâle un arrêté par lequel il était interdit aux habitants et citoyens de cette ville

de s'engager au service du roi de France, sous peine de voir leurs biens confisqués et leurs femmes et leurs enfants bannis.

Peu après, le prince de Condé lui demandait, en son nom et en celui du roi de Navarre, de se rendre à Nuremberg pour y plaider devant l'empereur leur cause et celle de l'Eglise réformée de France ; mais il n'accepta pas cette mission.

On était alors au mois d'août 1580. Au mois d'octobre de la même année, Michel Montaigne, qui venait de Plombières où il avait pris les eaux, et qui traversait la Suisse pour se rendre en Italie par le Tyrol, s'arrêta à Bâle et y vit Hotman. Il conserva un bon souvenir de cette rencontre, car il lui écrivit peu de temps après, de la ville de Bolzano (Botzen, Tyrol autrichien).

Malgré toutes les affaires dont le professeur s'occupait, il continuait toujours à enseigner et il donnait presque tous les jours, chez lui, deux leçons à ses élèves.

Nous sommes actuellement en 1584, Hotman avait alors cinquante-huit ans et les malheurs ne lui avaient pas été épargnés : son second fils, Théagès, qui était attaché au service des Châtillons, était mort en Languedoc des fatigues de la guerre ; son troisième fils, Daniel, dont le landgrave de Hesse s'était chargé, s'était fait renvoyer de Marbourg (capitale de la Haute-Hesse) et vivait à Genève loin de lui ; son dernier fils, Pierre, né en 1563, n'avait aucune disposition pour l'étude et il avait été obligé de le mettre en apprentissage chez un marchand de Zurich.

Pendant l'été de 1582, la peste ayant fait son apparition à Bâle, il avait envoyé sa femme et ses trois filles à Montbéliard, espérant ainsi qu'elles y échapperaient, mais elle était venue les trouver dans cette petite ville. Il y restait alors pour soigner sa femme, dont la maladie était désespérée, et sa seconde fille, atteinte d'une pleurésie, pendant que les deux autres vivaient seules dans un village voisin.

M^{me} Hotman mourut le 28 février 1583 et Hotman rentra à Bâle avec ses filles. Un nouveau coup vint l'y frapper, qui ne fut pas le moins pénible pour un ardent calviniste comme lui : il apprenait que son troisième fils, Daniel, s'était fait catholique.

Le calme se fit pourtant peu à peu dans son âme, et il reprit ses travaux ordinaires.

Depuis la mort de sa femme, il se trouvait néanmoins bien seul à Bâle et, pour ses filles autant que pour lui, il sentait la nécessité de se rapprocher des parents et des amis qu'il avait laissés à Genève. Il quitta donc Bâle au mois de mai 1584 et, après être resté quelque temps à Montbéliard, où il était reçu bourgeois de la ville, il venait, au mois de septembre suivant, s'établir de nouveau à Genève.

Dans cette ville, il ne chercha pas à reprendre la place qu'il avait occupée à l'académie, il se contenta de donner des leçons chez lui. Les élèves ne lui manquèrent d'ailleurs pas, et, pour un moment, il s'estima heureux d'être sorti de sa solitude de Bâle et de se retrouver entouré de ses amis et au milieu des parents de sa femme.

Pendant ce temps, de graves événements s'étaient

passés en France : le duc d'Alençon était mort le 10 juin 1584. Henri III n'ayant pas de postérité, Henri de Navarre, son plus proche parent, était devenu l'héritier du royaume. Mais comme protestant pouvait-il monter sur le trône ? Henri III, qui détestait les Guises, lui fit demander de se faire catholique, lui promettant de le reconnaître pour son héritier. Le roi de Navarre refusa.

La Ligue avait languì pendant un certain temps, mais elle reprenait alors une vigueur nouvelle, et les Guises, qui étaient à sa tête, et qui par le traité de Joinville s'étaient mis, en quelque sorte, à la solde du roi d'Espagne, avaient fait reconnaître comme seul héritier de la couronne le cardinal de Bourbon et pris l'offensive contre le roi.

Henri III, pressé de tous les côtés, se résout alors à négocier. Par la convention de Nemours il révoque tous les édits de pacification, s'engage à interdire le protestantisme en France, à confisquer les biens des réformés, à leur enlever les places de sûreté qu'ils avaient entre les mains et à combattre le roi de Navarre (1585). Il fait alors marcher contre ce dernier les troupes qu'il avait levées en Suisse, sous le prétexte de se défendre contre les Guises. Henri de Bourbon proteste contre cet emploi auprès du conseil de Bâle et, par l'intermédiaire d'Hotman, demande que l'on fasse revenir les troupes qui étaient déjà en marche, puisqu'on n'avait accordé leur levée qu'à la condition de ne pas servir contre les huguenots.

Le pape Sixte-Quint, cédant aux obsessions de la Ligue, venait de lancer une bulle d'excommunica-

tion contre Henri de Bourbon et le prince de Condé, dans laquelle il les déclarait déchus de leurs droits de princes du sang et indignes de succéder à la couronne (1585). Le Parlement protesta en vain, par de mémorables remontrances, contre la bulle du pape, qu'il appelait un attentat à l'indépendance de la couronne.

Hotman, chargé de répondre par les deux princes, écrit alors son *Brutum fulmen* qui parut sans nom d'auteur en 1585. Il écrivait, en même temps, au prince palatin pour lui demander son intervention en faveur des huguenots. Celui-ci se contenta d'envoyer une ambassade au roi de France, pour l'engager à maintenir les édits de pacification.

Avec sa perpétuelle inquiétude d'esprit, Hotman ne se plaisait déjà plus à Genève, et il demandait à ses amis leur avis sur son retour à Bâle. Les mêmes raisons, disait-il, subsistaient qui lui avaient fait quitter Genève en 1578 : guerre en France, cherté des vivres, inquiétudes continuelles du côté de la Savoie. Il n'était d'ailleurs venu à Genève, comme ses amis de Bâle le savaient, que pour marier ses filles. D'autres raisons pourtant le retenaient à Genève et il hésitait à faire quitter cette ville à ses filles où elles étaient connues ; d'un autre côté, ses amis de Genève n'approuvaient pas ses perpétuels changements de résidence.

Peu de temps après, il écrit de nouveau à Grynée et à Amerbach ; il veut absolument s'éloigner de Genève où il ne se croit plus en sûreté. Il prétend que le pape, furieux de son *Brutum fulmen*, cherche un assassin auquel il doit donner deux mille écus

pour le tuer. Mais pour s'installer à Bâle, il voudrait faire partie de l'université et avoir un traitement fixe, et, s'il ne trouve pas à Bâle ce qu'il désire, il cherchera ailleurs.

Après un temps assez long, Amerbach finit par lui offrir, de la part de l'université, seulement un traitement de cent florins par an, mais sans le droit de participer aux promotions de docteurs.

Par ces propositions mesquines, l'université de Bâle ne montrait certainement pas un bien vif désir de voir revenir Hotman au milieu d'elle ; aussi celui-ci trouvant la somme fixée fort modique, proteste contre le droit qu'on lui refuse et fait faire des démarches auprès des princes allemands pour être pourvu en Allemagne. Mais comme calviniste on ne veut pas de lui à Marbourg, à Francfort, à Strasbourg ; à Heidelberg, on ne lui offre que le titre de professeur *extra ordinem*.

Devant ces résultats négatifs, Hotman se résigne à accepter les propositions de l'université de Bâle ; mais il n'a pas d'argent pour son voyage ; il charge alors Toussaint de demander pour lui, à l'électeur palatin, une somme de cinq cents écus qu'il s'offre à rembourser.

Pendant ces négociations, qui commencées en 1587 se prolongèrent jusqu'en septembre 1589, la guerre continuait en France. En 1587, des contingents allemands considérables s'étaient réunis en Alsace ; le gros de l'armée, sous les ordres du baron de Dohna, se dirigea vers la Loire, en passant par la Lorraine, pour se joindre à Henri de Navarre, pendant que le reste, réuni aux troupes que Châtillon

avait avec lui, et aux contingents tirés de la Suisse, devait envahir le Dauphiné. Le roi de Navarre battait bien Joyeuse à Coutras (octobre 1587), mais Dohna rencontrant Henri III qui lui barrait le passage de la Loire, était rejeté sur le duc de Guise qui le battait d'abord à Vimory, près de Montargis, et achevait de disperser son armée quelques jours après à Auneau. Cette armée, sur laquelle les huguenots comptaient tant pour rétablir leurs affaires, était ainsi détruite en quelques jours, et ceux qui échappaient au désastre arrivaient en Suisse couverts de haillons et dans une misère affreuse.

Les événements continuaient d'ailleurs à se précipiter. La journée des Barricades avait eu lieu le 12 mai 1588, et le roi s'étant enfui à Chartres, abandonnait Paris au duc de Guise : il y avait alors un roi de Paris et un roi de France.

Soudain le roi se remet à négocier, et c'est avec étonnement qu'on le voit accorder au duc de Guise et à la Ligue tout ce qu'ils demandaient et qu'il refusait auparavant. Il jure de ne déposer les armes qu'après la destruction des hérétiques, nomme le duc de Guise, lieutenant général du royaume, et déclare déchu de ses droits au trône, tout prince non catholique; en même temps, il convoque les Etats généraux qui se réunissent pour la seconde fois à Blois, à la fin de 1588. Henri le Balafré y est assassiné le 23 décembre, et son frère, le cardinal, tué le lendemain.

Ce double meurtre ne supprimait pas la Ligue qui était toujours maîtresse de Paris. Alors Henri III, pour lutter contre elle et reprendre sa capitale,

appelle auprès de lui le roi de Navarre et l'on voit l'armée royale et l'armée protestante combattre sous les mêmes étendards.

Cependant, les troupes de Charles-Emmanuel, duc de Savoie et gendre de Philippe II, continuaient à maintenir le blocus autour de Genève. Harlay de Sancy, qu'Henri III avait envoyé en Suisse pour y faire des levées, avait réussi assez promptement à organiser un corps d'armée de 12,000 hommes, avec lequel il avait rompu le blocus de Genève et fait subir différents échecs au duc de Savoie. Mais rappelé par le roi de France, auquel il devait conduire ses troupes, il avait abandonné la ville à elle-même. Charles-Emmanuel reprend immédiatement l'offensive, brûlant les villages, les châteaux; il s'empare d'Evian, de Thonon dont il égorge ou chasse les habitants : « *Chose incroyable et pourtant vraie*, écrivait Hotman au pasteur Grynée, *les Espagnols font enlever la peau aux cadavres des nôtres et jettent les chairs par morceaux dans la queue des fours à charbon.* »

Hotman, craignant de voir Genève tomber entre de telles mains, se résolut alors à partir à tout prix; mais sa situation était devenue de plus en plus précaire : les étudiants étaient partis et il n'avait plus de pensionnaires.

Il avait espéré, un moment, trouver les ressources suffisantes pour son départ, en vendant un petit bien qu'il possédait vers Paris, et, toujours prompt à l'illusion, il pensait même, avec le surplus, pouvoir acheter un jardin à Bâle. Déçu dans ses espérances, il avait recommencé à frapper à toutes les

portes. Reuber, chancelier du prince palatin, qui lui avait déjà prêté cent écus, lui fait obtenir de l'électeur un secours de soixante écus; l'électeur de Saxe lui promet une pension de soixante-quatre florins et, sur la demande d'Andréas Paullus, lui fait envoyer une somme de cent florins. Mais ces sommes se font attendre; Hotman dans sa hâte écrit qu'on les lui adresse à Bâle et, Genève étant complètement investie du côté de terre, il s'embarque la nuit sur un bateau qui le dépose, au matin, de l'autre côté du lac, à Morges, près de Lausanne. De là il se rend à Bâle où il arrive au mois de septembre 1589.

Le 2 août de la même année, Henri III avait été assassiné à Saint-Cloud et, le 4 du même mois, Henri IV était reconnu roi de France, selon la loi fondamentale du royaume.

Ce grand événement qui dut combler de joie Hotman, n'apporta, pourtant, aucune amélioration dans son existence qui était encore plus précaire à Bâle qu'elle ne l'avait été à Genève : il avait bien repris ses leçons particulières, mais elles étaient de moins en moins fructueuses. Les derniers mois de l'année 1589 se passèrent, cependant, pour lui dans un calme relatif; mais vieilli avant l'âge, usé par les fatigues, le travail acharné auquel il s'était livré toute sa vie, les soucis de toutes sortes, il ne pouvait plus présenter une résistance suffisante à la maladie. Atteint d'une hydropisie qu'il avait voulu traiter lui-même, il mourait, emporté en quelques jours, le 12 février 1590. Il n'avait pas 66 ans.

Tous les Français réfugiés à Bâle suivirent son

convoi; il fut enterré dans la cathédrale où une place lui avait été accordée par le Sénat de la ville.

Le pasteur Grynée prononça son éloge funèbre (1). Son fils aîné, Jean de Villiers, qui était alors en Angleterre, n'avait pu assister à ses derniers moments; il n'arriva à Bâle qu'en 1592, pour recueillir sa modeste succession. Hotman, en effet, mourut pauvre, comme il avait vécu : il laissait deux caisses de livres et de vêtements, quelques couverts d'argent et trente couronnes d'argent comptant (il en devait à sa mort plus de 350). Il donnait par testament à son fils Jean, sa terre de Villiers et lui confiait, en même temps, la garde de ses trois filles.

Dans les derniers temps de sa vie, Hotman avait fort avancé la préparation d'une nouvelle édition de ses œuvres; son fils Jean acheva ce travail, et la publication s'en fit à Genève, 1599-1600, en trois volumes, par les soins du docteur Lect (2).

(1) L'épithaphe gravée sur son tombeau se trouve en tête de l'édition de ses œuvres (1599-1600). Elle a été donnée, mais d'une manière inexacte, par M. Dareste, *Essai sur Hotman*, 1850.

(2) Le docteur Lect, juriconsulte et érudit suisse, né à Genève en 1560, mort le 25 août 1611. On lui doit différents ouvrages de droit, un recueil d'élégies et d'épigrammes et l'édition savante de différents ouvrages.

SES ŒUVRES

Hotman fut toujours un grand travailleur, et si l'on considère la vie agitée qu'il a menée, ses longs et fréquents voyages, ses changements perpétuels de résidence, les négociations et missions importantes dont il fut chargé ou auxquelles il fut mêlé, on reste réellement confondu de la somme énorme de travail qu'il a donnée et de la quantité des œuvres qu'il a produites.

Sauf trois ouvrages, à notre connaissance, l'*Anti-Tribonien*, l'*Épître au tigre de France* et sa traduction de l'*Apologie de Socrate*, toutes les œuvres d'Hotman ont été écrites en latin; c'est là, certainement, la grande raison qui l'a empêché d'obtenir la notoriété à laquelle il avait droit plus encore que bien d'autres : son nom, en effet, connu des jurisconsultes et des historiens plus que ses œuvres, est resté inconnu de la masse des lecteurs, et pourtant, certains de ses travaux comme historien, comme jurisconsulte et même comme philologue, seraient encore actuellement intéressants à lire et excellents à consulter. Nous citerons spécialement ses *Antiquités romaines*, ses *Études sur les Commentaires de César*, ses *Travaux sur Cicéron* et sa publication, avec des notes, des *Commentaires de Vasconius Pedianus* sur les discours de Cicéron.

On n'attend donc pas de nous que nous donnions une analyse, même aussi restreinte que possible, des œuvres d'Hotman ; il faudrait pour cela de nombreuses années d'études et une variété de connaissances à laquelle nous n'avons aucune prétention, et d'ailleurs ce n'est pas l'objet de notre travail.

Nous nous contenterons de faire une simple énumération des travaux du jurisconsulte, et ce sera déjà plus que suffisant pour que l'on puisse se rendre compte de leur multiplicité et de l'étendue et de la force de son esprit.

Nous nous servirons pour cela de l'édition de ses œuvres faite à Genève en 1599-1600, bien que cette édition ne les comprenne pas toutes, mais nous compléterons notre énumération, en donnant dans l'ordre chronologique, autant que cela nous sera possible, celles de ses œuvres qui n'y sont pas renfermées.

Le premier volume de l'édition de Genève qui parut, comme nous l'avons dit, en 1599-1600, chez les héritiers d'Eustathe Vignon et Jacob Stoer, comprend les œuvres suivantes :

1° *Epitomatorum in pendectas, libri XXII.*

2° *Disputationum juris civilis, volumen unum (quarum disputationum pars aliqua postuma : eique adjecimus Ant-Hotmani fratris, de veteri nuptiarum ritu observationem).*

On trouve dans cet ouvrage le *de Gradibus cognationis* ; le *de Gradibus affinitatis* ; le *de Fœnore*, publié pour la première fois en 1551 ; le *de Gradibus cognationis una cum figuris seu schematibus ad gra-*

duum enumerandorum adcommodatis, edita primum 1547.

3° *Liber quæstionum illustrium, ab auctore recognitus, is continet quæstiones XLIV.*

Comme exemple des questions traitées, nous donnerons les suivantes :

1^{re} question. — *An regibus jus fit regna et ditiones suas arbitrato suo deminuere?*

2^e question. — *Ex duobus regis filiis, quorum alter ante adeptum a patre regnum, alter postea natus est, uter præferatur?*

3^e question. — *Rege mortuo, cujus nepos ex primo ejus filio ac mortuo, et alter ejusdem filius exstant; utri hereditas deferatur?*

4^e question. — *Ex tribus fratribus, cum secundus, relicto filio, decessit, uter inprimis, qui rex mortuus est, hereditate præferatur : fratris hujus filius, an frater tertius superstes?*

Toutes ces questions qu'Hotman avait travaillées depuis longtemps, le préparaient bien à traiter la querelle de l'oncle et du neveu, et déjà il décidait que la couronne devait appartenir au neveu, fils du frère aîné, et non à l'oncle.

La quarante-quatrième et dernière question est la suivante : *An filius fideicommisso gravatus detrudere duas quartas possit?*

4° *Observationum et emendationum in jus civile libri XIII; quorum postumi duo, adjecti sunt duo indices rerum et verborum memorabilium.*

A la suite, et on s'en demande la raison, on trouve le πύγωνιας d'Antoine Hotman, *sive de barba, ex diversis veterum auctorum observationibus, dialogus*.

5° *Commentarius de verbis juris*, formant comme un dictionnaire des termes du droit.

6° *Partitiones juris civilis elementariæ; jurisconsultus sive de optimo genere juris interpretandi*.

7° *Ex libro rhetoricorum Chirii Fortunatiani jurisconsulti* (1).

8° *Institutionis dialecticæ, ex fontibus philosophorum, libri IV, exemplis plerisque e jure civili depromptis*.

Le tome II contient les traités suivants :

1° *Commentarius renovatus in institutiones Justiniani* ou : *In quatuor institutionum juris civilis libros Commentarii*.

2° *Scholæ in LXX titulos Digestorum et Codicis : adhibita ad singulas leges interpretatione*.

3° *Scholæ seu Commentarii in libros feudorum*.

4° *Disputatio de Feudis*, suivi du *de verbis feudali-bus Commentarius sive Dictionarium feudale*. (Dissertation sur le droit féodal suivie d'un dictionnaire des termes du droit féodal.)

5° *Consilia tum in civilibus, tum in criminalibus causis exposita; et partim ad antiquam veterum*

(1) Fortunatianus, rhéteur latin du cinquième siècle après J.-C. Il a laissé une rhétorique en trois livres, très usitée au moyen âge.

jurisconsultorum, partim ad forensem doctorum et pragmaticorum consuetudinem adcommodata (hac tertia et postrema editione, addita sunt circiter XXX nova ejusdem auctoris, cum duobus indicibus).

Dans le tome III, imprimé en 1600, on trouve :

1° *De jure regni Gallie libri tres : quorum prior est de auctoritate comitiarum. II. Continet leges de successione regia. III. Disputationem de controversia inter patrum et fratris filium.*

2° *Antiquitatum romanarum libri V*, traité dans lequel on trouve des *Fragmenta de jure sacrorum legis XII tabularum.*

Le livre IV, *Traité des monnaies chez le peuple romain*, est suivi d'un abrégé du traité de Guillaume Budé, *de Asse*, et d'un extrait du traité de Guillaume Philandrier (1) sur les poids et mesures des Romains.

3° *Orationes M.-T. Ciceronis, eas maxime quæ questionem aliquam juris continent, commentarii ex magna parte novi*, suivis de *Asconius Pedianus in orationes Ciceronis cum notis Hotmani.*

4° *Commentarius in epistolam Ciceronis ad Quintum fratrem, de provincia recte administranda.*

5° *In C.-Julii Cæsaris Commentarios de bello gallico et civili, notæ renovatæ.*

6° *Consolatio e sacris litteris.*

(1) Philandrier (Guillaume), érudit français, né en 1505, à Châtillon-sur-Seine, mort à Toulouse en 1565. Il entra dans les ordres et fut chanoine de Rodez. On lui attribue la construction de la cathédrale de cette ville.

Ce troisième volume se termine par *præfationes quas libris a se editis præmisit*.

Ces préfaces ou avant-propos, au nombre de cinquante-cinq, sont adressées à différents personnages.

Hotman, qui avait également une connaissance approfondie du grec, donna en français, en 1549, à Lyon, chez Sébastien Gryphius, une traduction de l'*Apologie de Socrate*, de Platon, sous ce titre : *l'Apologie de Socrate écrite premièrement en grec par Platon, et de nouveau traduite en français*, avec la dédicace suivante : « François Hotman au seigneur Guillaume Trye, son beau-frère et singulier ami ». L'épître dédicatoire est datée de Venise, le 12 août 1548 (1).

Hotman aurait également fait une traduction de la *Logique* d'Aristote, mais on ne sait ce qu'elle est devenue. En 1552, Charles Dumoulin (*Molinæus*) avait publié son *Commentaire sur l'édit des petites dates* (2) (*Commentarius ad editum Henrici II contra parvas datas et abusum curiæ romanæ*), qu'il avait fait suivre, dans un appendice, des *Edits et arrêts rendus en France par les Parlements contre les abus de la cour de Rome*.

Une réfutation en fut donnée par un avocat au Parlement de Paris nommé Raymond Leroux (*Re-*

(1) Hotman a-t-il été à Venise ? En tout cas, ses biographes gardent le silence le plus complet sur ce voyage.

(2) L'édit des petites dates, rendu par Henri II, en 1552, était destiné à réprimer les abus qui s'étaient produits à l'occasion des bénéfices ecclésiastiques.

mundus Rufus) in Molinæum pro Pontifice maximo, cardinalibus, episcopis totoque ordine sacro.

Hotman y répondit. Son travail parut en 1553 ou en 1554, à Genève, avec le titre suivant : *Francisci Hotmani Villerii ad Remundum Rufum defensorem Pontificis romani adversum Carolum Molinæum jurisconsultum.*

De patriarchis, metropolitanis, archiepiscopis, primatibus, primæ sedis episcopis, chorepiscopis, presbyteris, diaconis, hypodiaconis.

De Pontificis romani potestate atque amplitudine.

De religione populi romani ex Numæ instituto.

Dans cet écrit Hotman, comme Dumoulin, s'élève contre la suprématie de l'Eglise romaine et du Pape. *Remundus Rufus* y fit une duplique : *Duplicatio in patronum Molinæi pro Pontifice maximo, auctore Remundo Rufo jurium doctore et advocato in Parisiorum senatu : de statu primitivæ ecclesiæ ejusque sacerdotiis* (1).

Nous avons vu à quel propos parut en 1560 l'*Epître au tigre de France*. Ce libelle, qui avait disparu, a été retrouvé, naguère, par M. Paris, bibliothécaire de Reims (2) ; il a été réimprimé en 1875 avec une introduction et des notes par M. Charles Read.

Dans un petit ouvrage publié en 1565 sous ce titre : *De Sacramento cænæ christianæ, modesta disputatio*, Hotman expose la confession calviniste et

(1) Tous ces écrits ont été reproduits dans les œuvres de Charles Dumoulin, IV^e volume de l'édition de 1681.

(2) *Histoire de France* d'Henri Martin, t. VIII et IX, édition de 1884.

s'efforce de l'appuyer. Nous savons ce que pensaient ses coreligionnaires de la prétention qu'il avait de s'occuper de théologie et de disputer sur l'Eucharistie.

Depuis longtemps, on avait été frappé de la façon différente dont étaient réglées et déterminées, en France, les conditions des personnes, la nature et la qualité des choses, suivant que l'on vivait dans un pays de droit écrit ou dans un pays de droit coutumier.

Saint-Louis avait bien déjà essayé d'apporter une certaine unité dans la législation par la rédaction du code que l'on appelle les *Etablissements de Saint-Louis*. Dans ce recueil des règlements et coutumes de l'Ile-de-France et de l'Orléanais, on avait tenté de mêler les règles du droit romain et du droit coutumier et féodal, mais cette tentative, très honorable pour l'époque, ne pouvait s'étendre au pays tout entier.

Plus tard, Charles VII avait également pensé qu'il fallait que toutes les coutumes du royaume de France fussent écrites et accordées par les praticiens de chaque pays, puis examinées et autorisées par le grand Conseil et le Parlement, afin que l'on ne s'écartât plus du texte qui aurait été ainsi officiellement arrêté. Il fit commencer ce travail, mais ne put le faire achever.

D'après Commynes (*Mémoires*, livre VI, chap. VI), « Louis XI aurait désiré de tout son cœur pouvoir mettre une grande police au royaume et principalement sur la longueur des procès ; il désirait fort, d'ailleurs, qu'en ce royaume l'on usât d'une cou-

tume, d'un poids et d'une mesure, et que toutes les coutumes fussent mises en français, en un beau livre, pour éviter la cautelle et la pillerie des chicaneurs qui est si grande en ce royaume que nulle autre n'est semblable, et les nobles d'icelui le doivent bien connaître (1). »

Le chancelier de L'Hospital avait les mêmes idées de codification, et il aurait voulu ramener à l'unité les coutumes de France et rédiger un corps de droit français qui aurait été enseigné dans les écoles. Son traité de la réformation de la justice montre bien ses préoccupations à cet égard.

L'ordonnance de Moulins, du mois de février 1566, en 86 chapitres, et dans laquelle il complète et développe les réformes judiciaires opérées partiellement par l'ordonnance d'Orléans, était un essai pour établir l'unité de juridiction, l'uniformité et la régularité des procédures, et quelques-unes des règles de droit qu'y posait le grand chancelier subsistent encore dans nos codes.

C'est sous l'influence de ces idées, qui certainement avaient été abordées dans les entretiens qu'il eut avec L'Hospital, qu'Hotman écrivit son *Anti-Tribonien* ou *Discours sur l'étude des lois, fait sur l'avis de feu M. de L'Hospital, chancelier de France*, année 1567.

Cet ouvrage, publié d'abord sans nom d'auteur, fut réimprimé à Paris, en 1603, par Nevelet, sieur de Dorches, puis en 1616, in-8°, à la tête des opuscules français des Hotman.

(1) Cité par Hotman dans son *Anti-Tribonien*.

Au commencement du seizième siècle, le droit romain était toujours considéré comme étant la loi en vigueur, et c'était dans les Pandectes ou Digeste, comme l'on appelle la compilation de Tribonien, que cette étude se faisait. On en était même arrivé à laisser les textes de côté pour ne plus s'occuper que des commentaires. Or, dans son *Anti-Tribonien*, Hotman montre que la compilation de Tribonien n'a qu'une valeur fort médiocre et que, par conséquent, les commentaires auxquels elle a donné lieu en ont encore un moindre. Il fait voir que l'état de la république romaine était tout différent de celui de la France et que, par suite, la connaissance de cet état ne pouvait servir au gouvernement de la France, et que, d'ailleurs, en admettant qu'elle eût été de quelque utilité, elle ne pouvait s'acquérir par les livres de Justinien, qui ne sont qu'un amas de pièces et de morceaux tout différents, assemblés si piètrement et de si mauvaise grâce que, maintenant encore, après tous les travaux dont ils ont été l'objet, on n'en peut pas entendre que le tiers, et encore avec la préalable connaissance des historiens grecs et latins.

Hotman cite le cas d'un commentateur nommé Antoine Gouean qui, dix ans après avoir écrit un livre sur le *de Jure accrescendi*, avoue dans la préface d'un nouveau livre que « tout ainsi que nul homme n'a jamais rien entendu à cette matière, il est obligé d'avouer que pour son regard, avant ce jour, il ne l'avait onques entendue lui-même ».

Et Hotman continue : « Aussi, pour parler en conscience et en vérité, ce n'est ni l'excellence de l'art,

ni le plaisir que l'on y prend qui fait envieillir tant de gens en cette étude, mais la seule espérance du gain et profit; et tous ces docteurs estiment qu'ils n'ont pas d'autre doctrine que celle qui est *de pane lucrando*, et en français on les appelle grippe deniers, écumeurs de bourses, harpies; ou en latin de Plaute *argenti exterebronides*, *nummorum expalponides*, *quod semel arripides, nunquam postea eripides.* »

L'abîme de ces études est si grand que beaucoup de ceux qui s'y plongent s'en dégoûtent, et d'autres s'en troublent le cerveau, et Hotman cite l'exemple de ce professeur qui, dans une université d'Allemagne, s'étant aperçu un jour qu'une montagne jetait de l'obscurité sur le quartier des Ecoles, alla trouver le prince et lui demanda de la faire abattre, sans quoi il quitterait l'Université.

Hotman veut donc faire sentir le besoin d'une rénovation dans les études et la nécessité d'une nouvelle codification pour laquelle on prendrait dans le droit romain et les coutumes de France ce qu'il y aurait de meilleur.

C'est dans le dix-huitième et dernier chapitre de son livre, intitulé : *Avis sur l'espérance de quelque réformation*, qu'il expose ses idées sur ce sujet et sur la manière dont les jeunes Français devraient être formés à l'étude du droit :

« Pour ne point par trop lâcher la bride, dit-il, à une licence abandonnée de juger toutes causes, il serait fort aisé, ce me semble, et principalement au temps qu'il a plu à Dieu de nous prêter un Solon en notre France, qui est ce grand Michel de L'Hospital, d'assembler un nombre de jurisconsultes, ensemble

quelques hommes d'Etat et autant des plus notables avocats et praticiens de ce royaume, et à iceux donner la charge de rapporter ensemblement ce qu'ils auraient advisé et extrait de tant de livres de Justinien (dont ils pourraient choisir le plus beau et le meilleur, qui serait à vrai dire un trésor inestimable), que des livres de la philosophie et finalement de l'expérience qu'ils auraient acquise au maniement des affaires ; d'aviser également ce qui pourrait s'extraire des lois de Moïse, celles qui sont fondées sur une droiture raison et équité naturelle, à laquelle tous les hommes sont et seront toujours assujettis par droit de nature.

» Après une telle conférence et rapport, il s'ensuivrait que les députés dresseraient un ou deux beaux volumes en langage vulgaire et intelligible, tant du droit public qui concerne les affaires de l'Etat et de la couronne, que toutes les parties du droit des particuliers, et accommodant le tout à l'état et forme de la république française.

» Or ces deux ou trois volumes ainsi dressés, il faudrait que la jeunesse ayant passé à l'exercice des bonnes lettres et sciences humaines et surtout en la philosophie morale jusques à l'âge de vingt ou vingt-deux ans, fût envoyée pour un an ou deux en quelque école ou université, en laquelle de notables jurisconsultes disputassent et discourussent sur l'équité des lois ; et puis après s'adonnât à la pratique et exercice afin d'être, par ce moyen et institution, guidée, conduite et dressée.

» Par ce moyen, les jeunes hommes auraient loisir de vaquer par intervalle à quelqu'autre étude, comme

l'Ecriture sainte, ou la philosophie et aux histoires, et rapporter toujours l'issue et la fin de son exercice, non pas (comme la plupart des praticiens) à provigner et multiplier les procès, mais à la paix, concordé et tranquillité de leurs citoyens, et à l'honneur et gloire de Dieu, lequel je supplie adresser tellement la jeunesse de notre France que nous ayons matière d'en louer et bénir son saint nom. »

L'état de trouble et d'anarchie dans lequel la France se trouvait à l'époque où parut l'*Anti-Tribonien*; la faiblesse du pouvoir royal entièrement absorbé par sa lutte continuelle contre les réformés; la disgrâce du chancelier L'Hospital : rien ne constituait l'ensemble de circonstances qui auraient été nécessaires pour mener à bien une semblable réforme. Mais ici, déjà, Hotman se montrait précurseur, comme nous verrons qu'il l'a été dans sa *Franco-Gallia*.

Nous avons déjà dit dans quelles circonstances parurent, en 1573, le récit des massacres de France et la *Franco-Gallia*; nous nous occuperons bientôt d'une façon développée de ce dernier écrit, quant au premier, il fut publié avec le titre suivant : *De Furoribus gallicis, horrenda et indigna admirali Castelloni, nobilium atque illustrium virorum cæde, scelerata ac inaudita piorum strage passim edita per complures Galliæ civitates, sine ullo discrimine generis, sexus, ætatis et conditionis hominum, vera et simplex narratio. Ernesto Eremundo Frisio auctore*, avec cette épigraphe : *Vis consilii expers mole ruit sua. Edimburgii, anno salutis humanæ 1573*. C'est un récit de la Saint-Barthélemy précédé d'un précis des troubles qui eurent lieu en France depuis la

mort de Henri II, et suivi de plusieurs pièces justificatives qui ont été reproduites dans les *Mémoires de l'état de la France sous Charles IX*.

La vie de l'amiral de Coligny, qu'Hotman écrivit sur la demande de la famille de Châtillon, parut deux années après, en 1575, avec le titre suivant : *Gaspar di Collinii Castilloni magni, quondam Franciæ admirali, vita*. De nouvelles éditions en furent données en 1579 et en 1644.

En 1575, Hotman fit paraître également différentes réponses aux critiques que l'on avait faites de sa *Franco-Gallia*. A l'écrit de Matharel : *Ad Francisci Hotomani Franco-Galliam Antonii Matharelli reginæ matris a rebus procurandis primarii, responsio, Lutetiæ 1575*, avec en guise de préface un *Judicium Papirii Massoni de libello Hotomani*, il répondit par son *Matagonis de Matagonibus decretorum baccalaurei, monitoriale adversus Italo-Galliam, sive Anti-Franco-Galliam Antonii Matharelli Alvernogeni*.

Masson répliqua par l'épître suivante dans laquelle il se répand en invectives contre Hotman : *Papirii Massoni responsio ad maledicta Hotomani cognomento Matagonis, Parisiis, 1575*.

Hotman ne fit pas attendre sa réponse et lança l'écrit suivant dans lequel il ménage encore moins son adversaire : *Strigilis Papirii Massoni, sive remediale charitativum contra rabiosam frenesim Papirii Massoni, jesuita excucullati, per Matagonidem de Matagonibus, baccalaureum formatum in jure canonico et in medicina si voluisset, 1575*.

Des discussions continuelles avaient lieu entre les luthériens et les calvinistes ; pour y mettre un

terme, les luthériens avaient fait paraître sous le patronage de l'électeur de Saxe une formule de concorde que les calvinistes n'avaient pas voulu accepter. Hotman, calviniste ardent et qui semble avoir détesté les luthériens autant qu'il le faisait des catholiques, publia à cette occasion, en 1579, une violente protestation, dans laquelle il se répand en invectives contre les luthériens, sous le titre suivant : *Nullitatis protestationes adversus formulam concordiae orthodoxarum ecclesiarum nuper institutam a quibusdam doctoribus ubiquitariis* (1). *Auctore J. Palmerio.*

André Pouchen répondit pour les luthériens. Hotman répliqua par l'écrit ayant pour titre : *In virulentam planeque sophisticam Andreæ Pouchenii, superintendentis Lubecensis, criminationem quam adversus Johannis Palmerii justas ac necessarias protestationes conscripsit pro eodem Palmerio, vera atque modesta defensio. Auctore Joh. Francisco Aspaste Salasso. Genevæ, 1580, in-8°.*

En 1585 et non, comme le veut Goldast (2), en 1586, parut, sans nom d'auteur et sans date, une réponse à la bulle d'excommunication lancée par le pape Sixte-Quint contre Henri de Navarre et le prince de Condé, et dans laquelle il les déclarait déchus de tous leurs droits à la couronne de France. Ce libelle, dont Hotman était l'auteur, avait pour

(1) *A quibusdam doctoribus ubiquitariis.* On appelle ubiquitaires les luthériens qui admettent que le corps de Jésus-Christ est présent dans l'Eucharistie, en vertu de sa divinité présente partout.

(2) Goldast de Heiminsfeld (Melchior), érudit suisse, né en 1576, mort en 1635, a édité les *Histoires de de Thou.*

titre : *Papæ Sixti V fulmen brutum in Henricum serenissimum regem Navarræ et illustrissimum Borbonicum principem Condæum, vibratum olim, cujus multiplex nullitas ex protestatione patet*, in-8°, avec cette épigraphe : *Revelabo pudenda tua in faciem tuam et ostendam in gentibus nuditatem tuam et regnis ignominiam tuam*.

Dans cet écrit, Hotman réfute la bulle de Sixte-Quint, l'accuse de tous les malheurs de la France et lui applique les épithètes dont il est prodigue à l'égard de Papyre Masson et de Matharel : *carnifex, onagrus, bardocucullus*, etc., etc. C'est ce qui faisait dire à de Thou que le *Brutum fulmen* était un écrit burlesque : *Postea*, dit-il, *et in censuram illam scripsit Franciscus Hotomanus J.-C. joculari isto stilo libroque Brutum fulmen fecit, in quo et de beati Francisci et beati Dominici vita ac moribus veteres historiæ ab obsolete devotis viris scriptæ ridicule discutuntur*.

Antoine Hotman, frère de François, avait publié différents écrits, introuvables actuellement, pour soutenir les droits du cardinal de Bourbon à la couronne, et on a prétendu que François, pour répondre aux ouvrages de son frère, aurait composé, en 1588 ou en 1589, son travail *de Jure successionis regiæ* qui, dans l'édition de Genève, forme le livre II du *de Jure regni Galliæ*. Mais il y a là une double erreur : le *de Jure successionis regiæ* fut fait vers l'année 1585, comme le remarque M. de Thou, dans ses *Histoires*, et ce qui s'accorde avec ce que dit Nevelet qui donne à Hotman environ 60 ans lorsqu'il le composa ; en second lieu ce fut Antoine Hotman qui écrivit contre

son frère François, comme le dit encore de Thou, livre XCI : *Postea et peculiari libro quem consultationi a Francisco fratre pro Navarro editæ, opposuisse videri voluit (Antonius Hotomanus) rationes amplificatæ.*

Dans un autre écrit publié la même année 1585, Hotman réfute le livre que le jurisconsulte italien Mathieu Zampini, de Recanati, avait écrit en faveur des droits du cardinal de Bourbon : c'est celui connu sous le nom de *Disputatio de controversia inter patrum et fratris filium*, et qui forme maintenant le livre III du *de Jure regni Galliæ*.

Nous donnerons une rapide analyse de ces deux derniers écrits en parlant de la *Franco-Gallia*.

Un volume de lettres de François et de Jean Hotman a été publié à Amsterdam, en 1700, in-quarto, avec ce titre : *Francisci et Johannis Hotomanorum patris ac filii et clarorum virorum ad eos epistolæ ; ex bibliotheca Johannis Gulielmi Melii J.-C.*

Ce volume ne contient pas à beaucoup près toute la correspondance de François Hotman. M. Dareste a publié dans la *Revue historique*, année 1876, de nombreux fragments de lettres inédites dont il a pu prendre connaissance dans les bibliothèques de Genève, Bâle, Strasbourg, Heidelberg, etc.

On a attribué à Hotman le *Vindiciæ contra tyrannos*. Ce qui fit croire qu'il était l'auteur de ce livre, c'est que l'on y trouve répandues beaucoup de maximes qui semblent tirées de sa *Franco-Gallia*. Guillaume Barclay (*Contra monarchomacos*, livre III, chap. I, page 311) trouve cette raison plausible, mais il fait observer que la meilleure raison pour

qu'il n'en soit pas l'auteur, c'est que Brutus se sert de diverses preuves qu'Hotman avait déjà réfutées, et qu'il commet à l'égard du droit civil des erreurs qu'un jurisconsulte de la valeur de celui-ci ne pouvait pas commettre.

Il est certain maintenant que, d'après la plupart des auteurs qui ont abordé la question, le *Vindiciæ contra tyrannos* est dû à Hubert Languet (1).

D'Aubigné, au chapitre III du livre I de la *Confession de Sancti* (édition de 1663, à la fin du volume, page 17), attribue à Hotman un traité avec ce titre : *de Regno vulvarum*. L'origine du livre ainsi attribué à Hotman, et qui semble bien n'avoir jamais existé, pourrait bien être une épigramme qui courut en Europe, vers l'an 1561, et énumérait les différents états de l'Europe administrés à cette époque par des femmes : Marie Stuart, en Ecosse ; Elisabeth, en Angleterre ; Marguerite, fille naturelle de Charles-Quint, gouvernante des Pays-Bas ; Catherine d'Autriche, sœur de Charles-Quint, veuve de Jean III, roi de Portugal, et régente pendant la minorité de Sébastien, son fils ; Catherine de Médicis, en France.

Après avoir ainsi placé notre auteur dans son milieu et donné une énumération rapide de ses œuvres, nous aborderons plus facilement l'étude de

(1) *L'Histoire générale*, de Lavis et Rambaud, t. V, p. 146, continue à attribuer pourtant le *Vindiciæ contra tyrannos* à Duplessis-Mornay. On l'avait attribué aussi à Théodore de Bèze. Sur cette controverse, nous renvoyons à la thèse de M. Lureau : *Junius Brutus et Hubert Languet*, p. 45, et à l'article de M. Waddington : *Revue historique* 1893, t. LVII, p. 65 et seq.

son ouvrage, capital pour nous : la *Franco-Gallia*. En effet, les circonstances qui entourèrent son apparition et que nous avons relatées, expliquent dans une certaine mesure et sa conception et sa méthode. Nous donnerons donc, de cette œuvre curieuse, une analyse, aussi complète que possible, pour en extraire, par la suite, le système politique qui s'y trouve renfermé, et nous terminerons par une courte critique de la base historique sur laquelle s'appuie l'auteur.

DEUXIÈME PARTIE

LA FRANCO-GALLIA

SON ANALYSE

Les passions religieuses n'avaient servi, chez la plupart des princes et des grands qui s'étaient mis à la tête de la réforme en France, qu'à cacher le désir qu'ils avaient de se rendre indépendants dans leurs provinces ou dans leurs gouvernements ; c'était chez eux comme un ressouvenir de l'ancienne liberté féodale, sentiment que l'on retrouvera encore plus tard au fond des troubles de la Fronde. Quant à la petite noblesse, beaucoup de gentilshommes ne s'étaient dits calvinistes que pour s'affranchir des redevances ecclésiastiques, ils avaient d'ailleurs été poussés à la lutte par les liens étroits qui existaient entre la grande noblesse et eux.

Aussi, après la Saint-Barthélemy, les princes ou

les grands étant ou morts ou en exil, ou revenus au catholicisme, la petite noblesse resta sans chefs et se dispersa sans essayer une résistance qu'elle considérait comme impossible dans les conditions où elle se trouvait.

Il n'en fut pas de même dans les villes où la tradition des libertés communales avait survécu, où la réforme avait réveillé les sentiments républicains et qui s'étaient organisées en communautés en se donnant des maires et des conseils constitués en assemblées délibérantes. La bourgeoisie et le peuple s'y étaient promptement ressaisis. Il en avait été de même dans les campagnes où les paysans, soulevés par les ministres, refusaient au roi la taille, aux gentilshommes les redevances et les corvées.

Tous se préparèrent à la lutte pour conserver l'organisation démocratique et fédérative qu'ils s'étaient donnée.

D'un autre côté, l'indignation excitée par la Saint-Barthélemy, avait porté beaucoup de catholiques à grossir le parti des politiques et à leur faire désirer que le pouvoir fut enlevé à Catherine. Ils s'étaient alors rapprochés des huguenots et avaient envoyé à une assemblée que ceux-ci avaient tenue à Milhau, des délégués qui s'étaient élevés hardiment contre les excès de l'autorité royale : on y disait ouvertement que l'on pouvait prendre les armes contre le roi sans manquer aux devoirs du citoyen envers l'Etat.

Dans les assemblées de Nîmes et de Montauban, où les députés protestants s'étaient trouvés mêlés aux députés catholiques, les premiers avaient moins

parlé de la religion que des réformes à opérer et avaient demandé, au nom du Tiers-Etat de leurs provinces, la suppression de toutes les taxes pendant dix ans, et, ce terme écoulé, leur réduction au taux du règne de François I^{er}.

Un grand mouvement se produisait donc dans la nation. On se rappelait l'assemblée de Pontoise de 1561, les réformes qu'elle avait demandées dans l'administration, la justice et les finances; le désir que les députés y avaient manifesté de voir les Etats généraux se réunir tous les deux ans. Tous alors, catholiques et protestants, se mirent à demander la convocation de ces Etats généraux. On voyait en eux, comme on l'avait vu déjà dans les temps troublés que la France avait traversés, le seul moyen de sauver le pays de l'anarchie dans laquelle il se débattait; par eux on devait retrouver les vieilles libertés nationales et mettre un frein au pouvoir arbitraire de la royauté.

C'est dans ces circonstances qu'Hotman, qui y était préparé par tous ses travaux antérieurs, fit paraître sa *Franco-Gallia*, dans laquelle il condensa les idées qui étaient dans l'air et leur donna une forme et une expression. Dans la préface, en forme de lettre, datée du 21 août 1573 (1) et adressée au très illustre et très puissant prince et seigneur Frédéric, comte palatin du Rhin, duc de Bavière, etc., il donne les motifs qui lui ont fait rédiger son livre; on sait, d'ailleurs, qu'il était alors à Genève.

(1) XII kalendas septembris M D LXXIII — 21 août 1573. Si on applique la réforme grégorienne, qui eut lieu en 1582, la date réelle serait le 31 août 1573.

« C'est une ancienne parole attribuée à Teucer, fils de Télamon, dit-il, que la patrie est partout où l'on se trouve bien, et il semble que ce soit le propre d'un cœur vaillant de supporter courageusement les malheurs de l'exil et de dédaigner les injures reçues d'une ingrate patrie. Mais si c'est un crime approchant de l'impiété, que de supporter impatiemment l'humeur difficile d'un père ou d'une mère, qu'est-ce, pourtant, au regard du crime que l'on commet en méprisant sa patrie ?

» L'amour de la patrie, en effet, est gravé si profondément dans les âmes bien nées, que rien ne peut l'effacer, et que la plus grande douleur de l'exil est le souvenir de la terre qui nous a reçus, de l'air que nous avons respiré tout d'abord, de ceux avec qui nous avons vécu en communauté de langage, de lois, de mœurs et de coutumes.

» Il arrive, quelquefois, que la patrie semble mal disposée pour ses enfants et qu'elle devient cruelle à leur égard ; mais il ne faut pas rejeter sur elle la faute d'autrui ; il faut la plaindre de ce qu'elle est tombée entre des mains mauvaises ; l'aimer d'autant plus et la secourir comme une mère misérablement opprimée qui demande aide et réconfort à ses enfants.

» Il en est ainsi pour notre pauvre et malheureux pays, et j'ai le cœur navré lorsque je pense qu'il y a déjà presque douze ans qu'il est continuellement bouleversé par les guerres civiles, et lorsque je vois qu'au lieu d'éteindre le feu, il y en a qui font tous leurs efforts pour l'attiser davantage.

» C'est en pensant ainsi aux grandes calamités

dont souffre mon pays, que je me mis, il y a quelques mois, à lire tous les historiens français et allemands qui ont écrit sur notre France, et que je fis ce résumé de la constitution qu'ils nous montrent y avoir été en vigueur pendant plus de mille ans, et par laquelle il nous est donné de voir combien grande a été la sagesse de nos ancêtres dans l'établissement de leur gouvernement.

» On pense ordinairement que les malheurs de la France sont nés de nos discordes intestines, mais ce n'est pas cette cause prochaine qui est à blâmer, mais le principe de cette cause lui-même, et le principe, ici, diffère beaucoup de la cause.

» Pour moi, donc, je suis entièrement persuadé que cette véritable cause de tous nos maux est la blessure qui a été faite, il y a cent ans environ, aux excellentes institutions de nos ancêtres (1). »

Toutes ces pensées sont à l'honneur d'Hotman, et bien éloignées des sentiments de haine et de colère dont on a prétendu qu'il était animé lorsqu'il a composé son livre.

La *Franco-Gallia* fut traduite en français par Simon Goulart (2) dès l'année 1574. Cette traduction, faite sur l'édition de 1573, se trouve au tome II des *Mémoires de l'état de la France sous Charles IX*. Elle

(1) A part ceux d'Orléans en 1560, il n'y avait pas eu d'Etats généraux réels depuis l'année 1483, soit depuis près de cent ans.

(2) Simon Goulart, théologien et littérateur français, est né à Senlis en 1543; il est mort à Genève en 1628. Parmi d'autres ouvrages, il est l'auteur de deux compilations intéressantes : *Mémoires de l'état de la France sous Charles IX*, et *Recueil des choses mémorables advenues sous la Ligue*.

ne serre pas assez le texte et ne renferme, naturellement, ni les modifications, ni les nouveaux chapitres que Hotman a ajoutés à son travail dans les éditions de 1576 et de 1600.

Nous avons eu entre les mains les éditions de 1574, 1576 et de 1600. Pour notre étude, nous nous sommes servi de l'édition de 1600, la plus complète, et qui contient la dernière expression de la pensée de l'auteur ; nous y avons ajouté le chapitre XVIII de l'édition de 1576 et les passages de la même édition qui ne figurent plus dans l'édition de 1600.

Déjà, par rapport à l'édition de 1573, l'édition de 1576 avait reçu des modifications nombreuses, et nous y avons compté plus de soixante passages qui ne se trouvent pas dans l'édition de 1573, ou qui ont subi des remaniements ; de plus, le chapitre XVIII, tout entier, ne se trouve pas dans la première édition.

Par rapport à l'édition de 1576, celle de 1600 a subi des remaniements encore plus profonds ; on peut les résumer ainsi qu'il suit (1) :

<i>Edition de 1576.</i>	<i>Edition de 1600.</i>
Les chap. I à V	correspondent, dans l'édition de 1600, aux chap. I à V.
Le chap. VI	correspond aux chap. VI et VII.
— VII	— au chap. VIII et IX.
— VIII	— X.
— IX	— XI.
— X	— XII et XIII.
— XI	— XIV.

(1) Ces remaniements ne sont que des développements de la pensée de l'auteur, qui a pu être atténuée, dans certains passages, mais non modifiée.

Le chap. XII	correspond au chap.	XV.
— XIII	— —	 XVI.
— XIV	— —	 XVII.
— XV	— —	 XVIII et XIX.
— XVI	— —	 XX.
— XVII	— —	 XXI.
— XVIII	n'existe pas dans l'édition de 1600.	
— XIX	correspond au chap.	XXII.
— —	le chap. XXIII, de l'édition de 1600, n'existe pas dans l'édition de 1576.	
— XX	correspond au chap. XXIV.	
— XXI	— —	XXV.

Nous pouvons maintenant aborder l'analyse de la *Franco-Gallia*.

LIVRE I

DE AUCTORITATE COMITIARUM

CHAPITRE PREMIER

De l'état de la Gaule avant sa réduction en province romaine.

Avant de parler des institutions de la France, il a paru à Hotman qu'il était nécessaire d'exposer rapidement l'état dans lequel se trouvait la Gaule avant qu'elle n'ait été réduite en province romaine. Il se sert pour cette étude des écrits laissés par les anciens historiens : César, Polybe, Strabon, Ammien Marcellin, etc., etc.

Avant l'invasion romaine, donc, la Gaule était divisée en cités dont les unes étaient gouvernées par un Conseil des grands et les autres par des rois; toutes ces cités avaient d'ailleurs la coutume de se réunir, à des époques déterminées de l'année, en

une assemblée publique dans laquelle étaient réglées les affaires les plus importantes de la république.

Il faut rappeler ici que, d'après César, on appelait cités, les régions qui avaient la même langue, les mêmes institutions et les mêmes magistrats.

D'après Tacite, il y avait soixante-quatre cités en Gaule; les plus importantes étaient la cité des Eduens, celle des Arvernes et celle des Rhémois. César cite parmi les assemblées celles qui eurent lieu à Bibracte (1) et à Lutèce.

Les Gaulois appelaient rois, ou plutôt roitelets (*regulos*), ceux qui occupaient à perpétuité la magistrature d'une cité, quelque petit que fût le territoire sur lequel s'étendait leur autorité.

Les plus puissantes parmi ces cités s'adjoignaient les autres par des liens de fidélité et de clientèle; César appelle ces dernières tributaires.

Au temps de Tarquin, les Bituriges étaient le peuple le plus puissant de la Gaule, mais à l'arrivée de César, elle était divisée en deux ligues à la tête desquelles étaient les Eduens et les Arvernes. Elles se disputaient la domination, et la lutte était grandement augmentée, de ce fait que les Bituriges, voisins des Arvernes, étaient sous la tutelle des Eduens, et, au contraire, que les Séquanes, voisins des Eduens, étaient dans l'alliance des Arvernes.

(1) Il est établi, actuellement, qu'Autun n'est pas l'ancienne Bibracte. Cette capitale des Eduens occupait le mont Beuvray, montagne située à la limite de Saône-et-Loire et de la Nièvre, d'environ 800 mètres d'altitude et à 23 kilomètres d'Autun.

Les Eduens avaient encore sous leur clientèle, ou dans leur alliance, les Sénons, les Parisiens, les Bellovaques; quant aux Arvernes, ils dépassaient les Eduens en puissance et, même peu de temps avant l'arrivée de César, ils avaient enlevé à ceux-ci la plus grande partie de leur clientèle.

Les Arvernes avaient en horreur le pouvoir royal et Celtillus, père de Vercingétorix, avait été tué par ses concitoyens pour avoir été soupçonné d'aspirer à la royauté. Les Suessions qui, sous leur roi Divitiacus, avaient étendu leur empire sur la plus grande partie de la Gaule Belgique, avaient, avant l'arrivée de César, pour roi Galba; les Séquanes, Catamantallède; les Sénons, Moristasgus; les Nitiobriges (l'agenais), Allovicones.

Mais ce qu'il y avait de remarquable pour tous ces royaumes, c'est qu'ils n'étaient pas héréditaires, et que le pouvoir des rois était limité par des lois; de telle sorte qu'ils étaient autant sous la puissance et l'autorité du peuple, que le peuple était sous leur autorité et puissance.

Cette royauté paraît donc n'avoir été qu'une magistrature à vie, et César nomme beaucoup de particuliers dont les ancêtres avaient été rois.

CHAPITRE II

Quelle était la langue des Gaulois ?

Une question se pose maintenant, quelle était la langue des anciens Gaulois ?

Au commencement de ses *Commentaires*, César dit que la nation gauloise se composait de Belges, de Celtes et d'Aquitains qui différaient entre eux par les coutumes et par la langue ; ce qui est confirmé par Strabon et par Ammien Marcellin.

Plusieurs savants ont prétendu que les Gaulois se servaient de la langue grecque, mais cette assertion est réfutée par César lui-même lorsqu'il dit que Cicéron, son lieutenant, étant assiégé par les Gaulois, il lui écrivit une lettre en grec, afin que si elle était interceptée, les assiégeants ne pussent connaître ses desseins. Il était obligé d'avoir des interprètes dans ses relations avec les Gaulois, ce qui n'aurait pas été nécessaire si ceux-ci s'étaient servis de la langue grecque. Les Gaulois, donc, ont pu employer l'alphabet grec pour leur correspondance ou pour tenir leurs comptes ; on a pu trouver chez eux des prêtres et des nobles ayant appris le grec, comme on apprend maintenant le latin, mais le grec n'était pas leur langue nationale.

D'autres ont prétendu que les Gaulois se servaient d'un idiome germanique ; mais cette opinion est réfutée par le passage de César dans lequel il dit que

le germain Arioviste par sa longue fréquentation avec les Gaulois avait appris leur langue.

Tacite, Suétone, parlent aussi du gaulois comme formant une langue particulière.

D'autres, enfin, disent que les Gaulois avaient la même langue que les Bretons, et cette opinion paraît probable pour les raisons suivantes : 1° César écrit qu'il était de coutume chez les Gaulois que ceux d'entre eux qui voulaient connaître d'une façon plus approfondie la doctrine des druides, allassent en Bretagne ; or, comme l'enseignement des druides était purement oral, les Gaulois devaient être enseignés dans la même langue que celle dont ils se servaient en Gaule ; 2° Tacite, dans la *Vie d'Agricola*, dit que les Gaulois et les Bretons avaient des langues peu différentes.

La conjecture de Beatus Rhenanus (1) doit donc être admise qui pose que la langue de ceux que l'on appelle aujourd'hui « Bretons bretonnants » est le débris de l'ancienne langue gauloise.

Quant à la langue dont nous nous servons actuellement, il est facile de voir quelle est formée de quatre langues différentes : la moitié peut en être rapportée aux Romains ; les Gaulois prirent, en effet, très facilement la langue de leurs vainqueurs, et son usage s'est conservé à tel point que les édits, décrets, constitutions de nos anciens rois étaient écrits en

(1) Beatus Rhenanus ou Béatus de Rhénac, né à Schlestadt en 1485, mort à Strasbourg en 1547. Critique et philologue fort estimé de son temps, donna des éditions soigneusement corrigées et annotées de Tite-Live, Pline, Tacite, Sénèque, Tertulien, etc., etc.

latin, et qu'il fallut un édit de François I^{er}, donné en 1539, pour interdire l'usage de cette langue dans les Parlements.

L'autre moitié de la langue dont nous nous servons doit être répartie, dans une proportion variable, de la manière suivante : une portion à l'ancien gaulois, une au francique (germanique), une, enfin, à la langue grecque, d'ailleurs cette introduction de mots de la langue grecque doit être attribuée à l'influence et à l'enseignement des Marseillais.

CHAPITRE III

De l'état de la Gaule après sa réduction en province romaine.

Après dix années de guerre, la Gaule fut enfin domptée et soumise à « la grande bête » (comme les livres saints appellent Rome). Tel fut le sort de cette belliqueuse nation qui avait, à un moment, causé une telle frayeur aux Romains qu'ils avaient rendu une loi d'après laquelle l'exemption de service militaire, accordée, dans les guerres ordinaires, aux prêtres et aux vieillards, devait être supprimée dans le cas de tumulte gaulois, et qu'ils estimaient que contre les Gaulois ils combattaient pour le salut et non pour la gloire.

C'était donc une nation brave, audacieuse, belliqueuse, et qui avait porté la terreur de son nom

chez toutes les nations voisines : elle avait envoyé des colonies de l'autre côté du Rhin, pénétré en Illyrie, en Pannonie, ravagé la Grèce et la Macédoine; les rois d'Orient ne faisaient aucune guerre sans avoir des mercenaires gaulois dans leurs armées et ils n'estimaient leur puissance en sécurité que s'ils pouvaient l'appuyer sur le courage gaulois.

Toutes ces qualités périrent, d'après Tacite, en même temps que leur liberté.

Cependant, quelques cités restèrent libres, sous la domination romaine, comme les Nerviens et les Suessions; et d'autres alliées, comme les Lingons, les Eduens, les Rhémois.

Mais, quel système d'administration fut laissé aux cités ainsi soumises? On peut s'en rendre compte par les paroles prononcées par l'Arverne Cristognatus (1) : « Si vous ignorez le sort des nations lointaines, dit-il aux Gaulois, regardez cette partie de la Gaule qui est réduite en province; elle a perdu ses lois, ses coutumes; soumise aux haches romaines, elle gémit sous une servitude qui ne finira pas. »

Cette servitude portait sur trois points principaux :

1° Tout d'abord le nombre des camps fortifiés fut augmenté et les garnisons plus nombreuses, bien qu'au temps de Titus, rapporte Joseph, la garde de la Gaule fut assurée par une force qui ne dépassait pas douze cents soldats;

2° La Gaule était soumise à l'impôt et c'est chez elle que les collecteurs d'impôts furent désignés sous

(1) *Commentaires*, livre VII, chap. LXXVII.

le nom de publicains, ce qui veut dire : rapace sangsue, qui épuise le sang des provinces. Suétone rapporte qu'il lui fut demandé, comme tribut, quarante millions de sesterces, soit environ six millions d'écus ;

3° Les provinces perdirent leurs lois ; des magistrats romains rendirent la justice.

Cette triple servitude fut toujours douloureuse et impatiemment supportée par les Gaulois, qui se révoltèrent fréquemment. Lorsqu'ils ne trouvaient pas en eux la force et les ressources suffisantes pour se débarrasser de la tyrannie romaine, suivant une vieille habitude, ils appelaient les Germains à leur aide. Ce fut là l'origine des premières colonies franques dans les Gaules et, soit que les Germains, dont les Francs faisaient partie, aient été vaincus par les Romains, soit, ce qui est plus probable, qu'ils aient reçu des terres à titre de récompense, ils s'établirent insensiblement dans le pays. Mais c'est surtout par Salvien (1), dans son livre de la Providence (*de Gubernatione Dei*), que l'on peut voir combien fut cruelle et inhumaine la domination des Romains ; impitoyables les violences qu'ils exercèrent ; affreuse et funeste la vie des populations ; combien, enfin, cette domination fut un objet de colère et de haine de la part des Gaulois.

(1) Salvien, écrivain ecclésiastique, né vers 390 à Trèves ou à Cologne, et mort, à la fin du cinquième siècle, à Marseille. Il fut prêtre dans cette dernière ville. Son savoir et son talent, universellement reconnus, lui firent donner le titre de « Maître des Evêques », c'est sans doute cela qui fit dire qu'il avait été évêque.

CHAPITRE IV

De l'origine des Francs qui, après avoir occupé la Gaule,
changèrent son nom en celui de France.

Bien que le nom des Francs ait rempli pendant de longues années une grande partie de l'Europe, et bien qu'il soit certain que c'est une nation germanique, il y a cela de remarquable que Ptolémée, Strabon, Pline ou Tacite n'en ont pas fait mention.

Grégoire de Tours, dans son *Historia Francorum*, affirme qu'il a recherché avec beaucoup de soin tout ce qui pouvait avoir rapport aux Francs, et que, cependant, il n'a pu rien découvrir de certain touchant leur origine : il a eu, dit-il, entre les mains, un de leurs vieux historiens, nommé Sulpice Alexandre, et celui-ci ne peut rien affirmer de leur premier séjour, ni de leur origine. « *Pour nous*, dit Hotman, *nous pensons que les Francs sont sortis de cette région qui est située entre l'Elbe et le Rhin, et qui est baignée par l'Océan, où l'on place d'habitude les Chauques inférieurs et supérieurs.* »

Il est certain, tout d'abord, que les Francs eurent leur séjour au bord de la mer, en des lieux très marécageux ; qu'ils furent habiles dans l'art de la navigation et très exercés aux guerres maritimes.

Dans le panégyrique de Constantin, il est parlé du séjour des Francs sur le bord de la mer ; dans un autre panégyrique, du rhéteur Eumène, il y est éga-

lement fait allusion. Procope, dans son ouvrage sur la guerre gothique, décrit ainsi l'endroit où le Rhin se jette dans l'Océan : « En ces lieux, dit-il, il existe des marais considérables où les Germains habitaient anciennement, nation barbare que l'on n'avait pas alors en grande estime et que maintenant on appelle les Francs. »

Flavianus Vopiscus (1), dans sa *Vie de Probus*, écrit que les Francs furent battus par cet empereur jusque dans leurs marais inabordables; Sidoine Apollinaire (2) parle également des profonds marais habités par les Francs; enfin, le panégyriste donne la description suivante du pays des Francs : « Cette région a été délivrée et pacifiée par tes merveilleuses campagnes, ô César, quoique l'eau y coule dans de nombreux canaux sinueux et que le Rhin y reçoive ses embranchements. Ce n'est plus de la terre : entièrement inondée elle devient manifestement un marais ; elle cède à l'effort et, pressée, conserve la trace du pas, et là même où elle semble plus ferme, recevant le choc du pied, elle est ébranlée et transmet au loin l'effort qu'elle vient de supporter. »

Le lieu d'où la nation franque s'est répandue dans les Gaules est donc découvert ; c'est cette région de marais qui est située entre le Rhin et l'Elbe et touche à l'Océan. Il est voisin du pays des Bataves, et le même panégyriste, parlant de Constantin, dit qu'il

(1) Historien latin, né à Syracuse, il vivait à Rome du temps de Dioclétien. Il écrivit dans l'*Histoire Auguste*.

(2) Sidoine Apollinaire, poète latin, né à Lyon vers 430, mort en 488. Il fut élu évêque de Clermont en 472.

tua ou chassa un grand nombre de Francs qui avaient envahi la Batavie et les autres terres en deçà du Rhin.

Il y a enfin un passage de Tacite où, parlant des voisins des Bataves et des Frisons, il fait mention des Canninéfates et raconte la manière dont ceux-ci créent leur roi, en tout semblable à la coutume franque. « Brinon, dit-il, fut choisi pour chef, ils l'élevèrent sur un bouclier et le portèrent sur leurs épaules selon la coutume de cette nation. »

On ne doit donc tenir aucun compte de ce que dit Adrien Turnèbe (1), qui fait sortir les Francs de la Scandinavie parce que, d'après Ptolémée, y habitaient les Phirassiens (Phirassi), mot dont, par corruption, l'on aurait fait Franci (les Francs).

Quant à ceux qui s'amuse à aux fables, d'après lesquelles les Francs tirent leur origine de je ne sais quel Francion, fils de Priam, je leur dirai que ce sont sujets à traiter par les poètes et non par les historiens (2).

(1) Adrien Turnèbe ou Tournebœuf, en latin *Turnebius*, érudit français, né en 1512 aux Andelys, mort le 12 juin 1565. On le regarde comme l'un des plus savants parmi les anciens philologues français.

(2) Hotman fait ici allusion à la *Franciade*, de Ronsard, poème épique sur les origines de la nation française.

CHAPITRE V

Du nom des Francs, de leurs différentes excursions et de l'époque où ils s'établirent en Gaule.

D'où vient le nom de Franc ? En fut-il pour la nation franque comme pour les Suisses qui tirent leur nom d'un petit bourg, d'où sortirent leurs premiers libérateurs (Schwitz-Suisse); ou bien la dénomination de Franc fut-elle imaginée d'une condition ou d'une circonstance favorable : ainsi ceux qui se déclarèrent hautement les auteurs ou les initiateurs de la liberté, prirent-ils le nom de Francs ?

Chez les Germains, on entend par le mot franc ceux qui sont libres et sans servitude. Jean Aventinus (1) dit que le nom des Francs vient du mot teutonique *Freiheit* (haut allemand *Freiheit* et *Freighun*) qui veut dire libre, surnom que l'on donne encore aux Franconiens qui sont appelés ordinairement *die freien Francken*, les Francs libres.

De son côté, Albert Krantz (2) dit que le mot Franck vient de la langue teutonique où il veut dire « libre, qui n'est soumis à aucune servitude ».

(1) Aventinus (Jean Thurmayer dit), chroniqueur allemand, né en 1477 à Alensberg, mort à Ratisbonne le 9 janvier 1534, écrivit la *Chronique de Bavière*.

(2) Albert Krantz, historien allemand, né à Hambourg vers le milieu du quinzième siècle, mort en 1517. Il écrivit un livre sur l'antiquité de la nation saxonne, et une chronique des royaumes du Nord, Danemark, Suède et Norvège.

Une preuve plus ancienne de la signification de ce mot se trouve dans Procope. « Anciennement, dit-il, les Franks étaient désignés sous le nom de Germains, mais après qu'ils eurent quitté leurs frontières, ils prirent le nom de Franks. »

Un autre témoignage est encore celui de Tacite qui, racontant la première victoire remportée sur les Romains, par les Canninéfates, qui étaient les Franks primitifs, dit : « Cette victoire leur acquit une grande réputation en Gaule et en Germanie où ils étaient célébrés comme des libérateurs (*auctores libertatis*). »

Enfin tous les anciens chroniqueurs disent que les Franks ont tiré leur nom de la liberté et de la fierté avec lesquelles ils refusèrent d'être à la solde de l'empereur Valentinien, et d'être soumis au tribut comme les autres nations ; et lorsque les peuples voisins eurent imité leur exemple, et recouvré leur liberté contre la tyrannie des Romains, ils prirent également leur nom.

Ce nom de Franc signifiant « libérateur », comme l'interprète Tacite, fut d'ailleurs d'un heureux présage, car dès qu'ils furent sortis de leurs anciennes limites, ils délivrèrent de la tyrannie romaine non seulement la Germanie, leur patrie, mais la Gaule jusqu'aux Alpes et une grande partie de l'Italie.

La plus ancienne mention de ce nom illustre fut faite sous Gallien, vers l'année 262. Les Gaulois s'étant soulevés contre la tyrannie de cet empereur, appelèrent à leur aide les Franks. Flavinius Vopiscus, dans sa *Vie d'Aurélien*, dit que le tribun de la sixième légion gauloise battit les Franks près de Mayence, en

tua 700 et en fit prisonniers 300 qui furent vendus comme prisonniers de guerre.

Sous Constantin deux de leurs rois furent faits prisonniers et livrés aux bêtes dans les jeux publics. Le même empereur leur avait cependant concédé plus tard des terres dans l'intérieur de la Gaule et, plusieurs fois, ils combattirent comme auxiliaires dans son armée.

Sous Julien l'Apostat, ils s'emparèrent de Cologne après un long siège.

Un certain nombre de Francs s'étant établis sur les bords de la Sala (ancien nom de l'Yssel, branche du Rhin), furent pour cette raison appelés Saliens ; ils s'emparèrent de l'île des Bataves que les Romains furent contraints de leur abandonner.

Ammien Marcellin appelle France (*dictam Franciam*) la région occupée par les Francs de l'autre côté du Rhin. Il parle du roi Macrianus avec lequel l'empereur Valentinien avait fait la paix et qui, ayant envahi la France, tomba dans une embuscade que lui avait tendue le roi Mellobaude qui plus tard, à cause de ses qualités militaires, fut fait comte des domestiques par l'empereur Gratien.

Sous l'empereur Honorius, les Francs sont chargés de défendre les frontières de la Gaule contre les attaques des Alains, des Suèves et des Vandales.

Certains auteurs nomment Pharamond et Clodion le Chevelu, comme étant les premiers rois des Francs, mais il n'est douteux pour personne que les Francs, qui avaient traversé le Rhin et s'étaient établis en Gaule, n'aient eu d'autres rois avant eux. Mérovée, que l'on compte comme le troisième roi des

Francs, était encore un roi étranger dans les Gaules. Cependant, lorsqu'il mourut, les deux nations gauloise et franque, primitivement différentes par la race, la langue et les mœurs, s'étaient déjà fondues et réunies dans un même sentiment; elles avaient, dans une assemblée publique, choisi pour roi des Franco-Gaulois, Childéric, fils de Mérovée. Placé sur un bouclier, suivant la coutume, et porté sur les épaules des guerriers, il avait fait trois fois le tour de l'assemblée et, salué par les applaudissements et les félicitations de tous, il avait été proclamé roi des Franco-Gaulois.

Hotman rapporte ici le passage suivant d'un vieux chroniqueur qu'il appelle Hunibald : « Les forces des Romains ayant été détruites et faisant absolument défaut, surtout depuis la mort d'Aétius, que Valentinien avait fait tuer par envie, les Francs se mêlèrent aux Gaulois par des mariages et ils eurent des fils et des filles qui en apprirent la langue et en avaient les mœurs qu'ils ont conservées jusqu'à l'époque actuelle. »

CHAPITRE VI

Le royaume franco-gaulois était-il déferé par l'hérédité ou par les suffrages? — De la manière dont le roi était choisi.

Maintenant se présente une question importante : le royaume franco-gaulois était-il attribué par le droit héréditaire ou par la décision et les suffrages

du peuple ? Les Germains, dit Tacite, choisissent leurs rois d'après leur naissance et leurs chefs d'après leur valeur. Ainsi les rois étaient créés à l'élection, mais les fils du roi mort avaient ce privilège qu'ils étaient préférés aux autres.

Rien n'est plus salulaire pour un état que cette règle, car, comme le dit Plutarque, les chasseurs ne choisissent pas un chien parce qu'il est d'une bonne race, mais parce qu'il est excellent ; le cavalier en agit de même pour choisir un cheval. Aussi chez les Germains les rois donnaient-ils tous leurs soins à l'éducation de leurs fils afin qu'il fussent trouvés dignes de la succession paternelle.

On trouve dans le testament de Charlemagne cette phrase : « Si un fils vient à naître à l'un quelconque de mes trois fils et que le peuple veuille l'élire afin qu'il succède à son père dans son royaume, nous voulons que ses oncles y consentent et permettent au fils de leur frère de régner sur la partie du royaume qui était attribuée à son père. »

Eginhard, dans la vie du même Charles, nous dit : Ayant appelé auprès de lui Louis, roi d'Aquitaine, et le seul des enfants d'Aldegonde qui eut survécu, il réunit solennellement les grands du royaume de France et, après avoir pris leur avis, il le fit son associé au trône.

En remontant plus haut, Hunibald raconte ce qui suit : « En l'année 405, tous les chefs, les grands et les nobles francs s'assemblèrent au mois de mars, auprès de Neubourg, pour procéder à l'élection d'un nouveau roi ; tous ensemble et d'un commun accord choisirent Pharamond, issu de race royale. »

Le chroniqueur Aimoin rapporte ce qui suit :
« Le roi Pépin étant mort, dans une assemblée solennelle, les Francs prirent pour rois ses deux fils, à la condition que le royaume serait partagé également entre eux. Après la mort de Carloman, Charles, frère du défunt, fut constitué roi de France de l'assentiment de tous. »

On trouve dans Grégoire de Tours, Luitprand, Réginon, Sigebert, tous les vieux chroniqueurs enfin, de nombreux passages se rapportant à l'élection des rois sous la dynastie des Mérovingiens.

Puis les Francs rejettent la famille de Clovis et prennent Pépin pour roi. Sous les derniers Carlovingiens, on les voit également porter leur choix sur des princes pris hors de la famille royale : Eudes (Othon-Eudon), Robert, Rodolphe ou Raoul, enfin Hugues ou Hugon.

Tous ces faits montrent très clairement et très nettement que non seulement le peuple avait, tout entier, le droit de choisir ses rois, mais qu'il avait celui d'écarter et de rejeter les fils du roi défunt et de porter son choix sur des personnes étrangères à la race royale.

Les rois franco-gaulois étaient donc bien plutôt constitués par la volonté et la décision du peuple ou, comme l'on dirait maintenant, des Etats que par le droit héréditaire.

La forme que nos ancêtres employaient pour consacrer leurs rois, ne fait, d'ailleurs, que confirmer cette vérité.

En effet, celui qui avait été choisi par les suffrages du peuple était placé sur un bouclier et, porté sur

les épaules des guerriers, faisait trois fois le tour de l'assemblée ou du camp, s'il avait été choisi à l'armée, aux applaudissements et aux acclamations de tous.

CHAPITRE VII

De la grande sévérité montrée par l'ancien peuple franc dans la condamnation et la déposition de ses rois.

Une remarquable preuve de cette sévérité s'est montrée à l'égard de ce Childéric qui fut créé, le premier, roi des Franco-Gaulois. Lorsque le peuple eut connu la vie de débauches et de dérèglements qu'il menait, il le déposa dans une assemblée publique et le força à s'éloigner du royaume.

Les Francs se donnèrent alors pour roi Aégidius, qui régna huit ans ; mais celui-ci s'étant à son tour montré tyrannique et ayant fait périr cruellement plusieurs nobles, on ne put le supporter plus longtemps et on le déposa.

La même sévérité fut montrée à l'égard de Théodoric (Thierry III) et de Childéric II, tué par un noble franc nommé Bodillon qu'il avait fait battre de verges.

A cause de sa mollesse, il forcèrent également Chilpéric III à abdiquer ; ils le reléguèrent dans un monastère.

Charles le Gros qui avait révolté les grands par sa lâcheté envers les Northmans, fut déposé par eux

en 887 et remplacé par Othon (Eudes), qui fut remplacé à son tour par Charles le Simple. Réginon (1) dit, en effet : « Le roi Eudes, demeurant en Aquitaine, les principaux des Francs l'abandonnèrent et élevèrent au trône Charles le Simple, fils de Louis. » Charles le Simple fut abandonné à son tour, pour n'avoir pas voulu renvoyer son ministre Haganon, et remplacé par Robert, 922, ensuite par Rodolphe (Raoul), 923, qui fut constitué roi dans la ville de Soissons.

Telle fut l'énergie de nos aïeux après l'établissement du royaume franco-gaulois, et les exemples qu'ils reçurent de leurs ancêtres.

CHAPITRES VIII ET IX

**Le roi laissant plusieurs fils, après sa mort, quelle règle
est observée pour l'hérédité ?**

Tout ce que l'on vient de dire aboutit à cette conclusion : Anciennement le royaume franco-gaulois n'était pas attribué par un droit héréditaire, comme un domaine privé, mais était conféré par la décision et les suffrages du peuple.

Il semble donc que l'on ne doive s'occuper que

(1) Réginon, chroniqueur, mort à Trèves en 915. Sa chronique est divisée en deux parties ; la première commence à la naissance de Jésus-Christ, la seconde va de 741 à 908.

d'une manière fort accessoire de cette question : Si le roi meurt laissant plusieurs fils, quelle règle doit-on suivre pour sa succession ? En effet, puisque c'est dans l'assemblée du peuple, le conseil de la nation, que réside la plus haute puissance du royaume, il s'ensuit naturellement qu'il est en son pouvoir de choisir parmi ces fils celui auquel il veut déférer la succession du royaume.

Mais on peut également se poser cette question : Si le fils du roi défunt est repoussé, et que le peuple en élise un autre comme roi, que restera-t-il pour soutenir son rang, à celui que l'on aura ainsi mis de côté ?

Hotman fait alors la distinction des différents biens : 1^o Biens patrimoniaux qui, d'après le droit romain, sont les biens propres au prince en tant que personne privée ; 2^o biens fiscaux qui sont ceux attribués au prince, par la volonté du peuple, pour rehausser sa dignité et qui peuvent consister en argent, en immeubles et en certains droits.

Les propriétés patrimoniales sont transmises aux héritiers du prince, lors même qu'ils n'hériteraient pas du pouvoir royal ; mais les biens fiscaux sont à celui-là seul auquel le principat a été déferé et ils lui sont transmis en même temps que le principat lui-même.

Hotman fait ensuite la distinction des biens publics et des biens privés : les biens publics sont ceux qui appartiennent à la cité et sont d'un usage commun, comme les salles des séances des assemblées, des cours et des tribunaux, les places publiques, les prisons, les terres, pâturages et bois communs.

Les biens privés sont ceux qui sont comptés dans la fortune et les facultés du père de famille.

En tant qu'homme privé, le prince peut vendre ses biens patrimoniaux, comme il peut les augmenter par des acquisitions. Il n'a que la jouissance des biens fiscaux.

Anciennement, les droits du fisc, tels qu'ils étaient concédés aux empereurs romains, furent attribués aux rois de France, on y ajouta la jouissance de certains biens destinés à soutenir la dignité royale; ces biens reçurent le nom de domaine royal ou de *domaine de la couronne*; le roi en avait comme une sorte d'usufruit (il n'était pas tenu de donner caution de restituer, ni de jouir comme un homme de bien), et il ne pouvait en aliéner aucune partie sans l'autorisation du peuple qui en conservait la propriété, c'est-à-dire sans l'autorisation des ordres assemblés.

Il y a donc également une grande différence entre le patrimoine du roi, dont il a la pleine et entière jouissance et pouvoir pour l'aliéner, et le domaine de la couronne dont il n'a que la jouissance, la nue propriété restant entre les mains du peuple.

Le domaine et les biens du fisc diffèrent également : les revenus du domaine sont destinés au roi qui les applique à tout ce que comporte le soin de la majesté royale; les revenus du fisc sont destinés, au contraire, à pourvoir à la garde, à la prospérité et à la conservation de l'Etat; et si, par suite de guerre ou de nécessités du même genre, ces revenus ne sont pas suffisants, des impôts peuvent être levés sur toute la nation, par la décision des différents ordres assemblés.

Lors donc que la couronne de France fut devenue héréditaire (coutume qui s'est établie insensiblement), elle fut attribuée au fils aîné du roi, ou à son parent le plus proche du côté paternel; le domaine royal fut attribuée à ce fils aîné, mais les intérêts des autres fils, s'il en existait, furent néanmoins garantis, et on leur attribua ce que l'on appelle des apanages.

Cette expression doit venir du vieux mot fran-
cique *abbannen* qui veut dire exclure (apanage s'écrivait anciennement appanage), de même que *ausbannen* et *forbannen*; comme si ceux qui acceptaient cette part reconnussent, par cela même, qu'ils étaient exclus de la succession du royaume.

En cette matière, il n'existait d'ailleurs rien de fixe ni de certain, si ce n'est que, d'après l'ancienne coutume, il était attribué à chacun des fils puînés des biens suffisants pour la nourriture, l'entretien et le maintien de la dignité de leur famille.

Dans la suite, il fut établi par Philippe III que certains biens seraient spécialement attribués aux plus jeunes frères; mais l'application de ce droit fut souvent arbitraire, et tout pouvoir, à cet égard, fut laissé à l'assemblée de la nation.

Quant aux filles, aucun avantage de dot ou de part légitime ne leur fut attribué, et tout pouvoir pour les marier et les doter fut abandonné au bon vouloir et à la prudence de leurs frères.

Sous les deux premières dynasties, il arriva fréquemment qu'à la mort du roi, le royaume fut divisé en autant de parties qu'il y avait d'héritiers mâles. Ainsi, à la mort de Clovis, un premier partage se

fit entre ses quatre fils. Après la mort de Clotaire I^{er}, ses quatre fils se partagèrent encore le royaume. En sens contraire, à la mort de Clotaire II, Dagobert, son fils, régna seul sur les Francs, bien qu'il eût un frère Héribert (Charibert), à qui il remit, en façon d'apanage, plusieurs villes au delà de la Loire.

A la mort de Pépin, son royaume fut également partagé entre ses deux fils; il en fut de même après Charlemagne, Louis le Pieux et Louis le Bègue.

Ces partages dont les inconvénients étaient immenses et n'étaient que trop visibles, n'existèrent plus sous les Capétiens qui attribuèrent, comme nous l'avons dit plus haut, des apanages aux fils puînés.

CHAPITRE X

De la loi salique et du droit des femmes dans la succession de leurs pères.

Puisque nous avons entrepris de parler du droit de succession au trône, nous ne pouvons passer sous silence la loi salique dont on parle encore si souvent, alors que s'est apaisé le souvenir des luttes gigantesques que suscita la succession du royaume.

Lorsque Charles le Bel mourut, en 1328, il laissa sa femme enceinte qui, peu de mois après, mit au monde une fille. Le roi Edouard d'Angleterre, petit-fils de Philippe le Bel, par sa mère Isabelle, sœur

du roi Charles, prétendit à l'héritage de son grand-père, mais Philippe, fils de Charles de Valois, frère de Philippe le Bel, avança qu'il existait une ancienne loi royale dite *salique*, d'après laquelle les femmes ne pouvaient hériter du royaume.

La loi salique porte, en effet, que nulle portion de terre salique ne peut être attribuée à une femme ; or, d'après les juristes français, la terre salique est celle qui est au roi seul, elle diffère de la terre d'alleu, qui a été donnée aux sujets, franche et libre de toute charge, tout en restant, cependant, soumise à l'autorité royale.

Il faut rappeler ici que les Francs ont eu deux séjours et deux royaumes, l'un en Gaule, qui a persisté jusqu'à nos jours, et le second de l'autre côté du Rhin, sur les bords du fleuve Sala (l'Yssel, l'un des bras du Rhin) d'où ils avaient pris le nom de Francs-Saliens et par abréviation de Saliens ; et de même qu'il y eut deux royaumes francs, il y eut deux lois franques : la salique qui s'appliquait aux Saliens, et la francique qui regardait les Franco-Gaulois.

L'auteur de la préface de la loi salique s'exprime ainsi : « L'illustre nation des Francs, avant qu'elle n'eut été convertie au catholicisme, choisit, parmi les grands, quatre hommes : Wisogast, Arbogast, Salogast et Windogast, qui s'étant réunis plusieurs fois rendirent les décisions suivantes, etc., etc. »

Otto de Freisingen (1) rapporte ce qui suit en son

(1) Otto von Freisingen, historien allemand, mort abbé de Morimond (Haute-Marne), en 1158, laissa une chronique en sept livres, qui va depuis Adam jusqu'à l'an 1146.

livre quatre : « Ils disent (les Francs) que cette loi qui de son nom est encore appelée salique, a été rédigée par Salogast. »

Il est permis, d'ailleurs, de relever l'erreur de ceux qui prétendent que le mot salique vient de *salis* (sel) qui alors voudrait dire prudence.

Mais cette loi salique a donné naissance à de nombreuses erreurs : d'abord parce que l'on a pensé qu'elle s'appliquait au droit public de l'empire et à la succession héréditaire du royaume.

Des textes de cette loi ayant été découverts récemment, il fut reconnu qu'elle avait été rédigée et publiée à peu près vers l'époque de Pharamond, et de plus qu'elle réglait, non le droit public du royaume, mais seulement le droit privé.

C'est au titre des alleux, c'est-à-dire des biens qui, non fiefs, sont possédés par des personnes privées, en vertu du droit patrimonial, que l'on trouve la disposition suivante : nulle portion de terre salique ne peut être transmise par héritage à une femme, elle revient tout entière au sexe viril (*de terra vero salica in mulierem nulla portio hæreditatis mulieri veniat, sed ad virilem sexum tota terræ hæreditas perveniat*).

Il est donc facile de reconnaître l'ignorance de ceux qui n'ayant jamais lu la loi salique, ont affirmé qu'elle a été rendue afin que le pouvoir royal ne fut pas transmis aux femmes.

Quoi qu'il en soit, et bien que ni dans la loi salique ni dans la loi francique, on ne trouve aucun texte par lequel les femmes soient exclues de l'hérédité du royaume, cependant la coutume et les mœurs de la nation, appliquées pendant tant de siècles et con-

firmées par des débats contradictoires, valent, certainement, force de loi écrite.

C'est donc à bon droit et après de longues réflexions qu'il a été fait au royaume application du principe de droit féodal, d'après lequel l'héritage du fief était attribué aux enfants et descendants du sexe masculin, à l'exclusion des femmes, et était donné à une autre race, pour qu'il ne tombât pas en quenouille, si les héritiers mâles venaient à manquer dans la race à laquelle il avait été attribué dans le principe.

CHAPITRE XI

Du droit de chevelure royale.

Il existait chez les anciens Francs une coutume remarquable : ceux qui avaient été élevés à la royauté par le peuple, ou qui étaient issus de race royale, laissaient croître leur chevelure, séparée sur le front et parfumée. Cette chevelure était comme l'ornement et l'insigne de la royauté ainsi que de la race royale.

Les autres Francs, même ceux qui étaient de race illustre, n'avaient pas ce droit de chevelure, ils avaient la tête rasée et tondue, comme il est d'ailleurs nécessaire dans les travaux de la guerre, et ainsi que les historiens romains nous montrent Jules César.

Tous les chroniqueurs nous dépeignent, en effet, les anciens rois portant une abondante chevelure qu'ils rejetaient sur les épaules, et quand on voulait enlever le trône à l'un d'entre eux, ou enlever à un fils de roi l'espoir d'arriver à l'empire, on lui coupait les cheveux.

Ici l'histoire racontée par Grégoire de Tours, de Clotilde et de ses petits-enfants que cette reine préféra laisser tuer, plutôt que de leur voir raser la chevelure.

Viennent ensuite d'assez longs détails, dans lesquels il est inutile d'entrer, sur la coutume que les anciens Gaulois avaient également de porter les cheveux longs (Gaule chevelue), et sur le nom de *setati* (porteurs de crinières ou de crins à la façon des porcs) que les étrangers donnaient aux rois francs.

CHAPITRE XII

Quelle était la constitution du royaume franco-gaulois.

Nous avons déjà dit que le peuple, dans ses comices, avait tout pouvoir pour la création d'un roi ; déjà il en était ainsi chez les Gaulois avant la domination romaine, et le pouvoir et la puissance y résidaient autant dans le peuple que dans le roi. Cependant ce ne fut pas des Gaulois mais des Germains que les Francs prirent leur forme de gouvernement.

Dans son livre *de moribus Germanorum*, Tacite s'exprime ainsi : « Le pouvoir des rois n'est ni illimité ni indépendant. »

De même chez les Franco-Gaulois, le pouvoir des rois n'était pas tyrannique ; ils n'avaient pas à leur solde des mercenaires étrangers pour garder leur personne, et ils plaçaient leur sécurité sous la garde de l'amour et de la bonne foi de leurs sujets.

Ainsi, l'habitation de Saint-Louis n'était gardée que par des huissiers que Joinville appelle des « ostiaires ». Lorsque Philippe-Auguste se fit accompagner de gardes armés, il fut obligé de justifier sa conduite devant une assemblée de prélats et de nobles auxquels il affirma que le roi d'Angleterre dressait des embûches pour attenter à sa vie. « C'est pourquoi, ajouta-t-il, on ne doit pas s'étonner que, contre la coutume de ses ancêtres, il prend un soin plus attentif de sa personne ; cependant si l'on trouve la chose superflue et peu convenable, il s'en abstiendra. »

En outre, dans le gouvernement, tout n'était pas réglé à l'avantage et au gré du prince et non des citoyens ; et comme nous le montrerons plus loin, la haute administration du royaume résidait dans l'assemblée publique de la nation, que l'on a appelée plus tard l'assemblée des trois ordres où les Etats.

D'après Claude Seyssel, ces trois ordres étaient : 1^o la noblesse ; 2^o les juges et les marchands ; 3^o les artisans et les agriculteurs (l'église n'était pas comprise dans ces trois ordres) (1).

(1) Claude Seyssel. *La grande Monarchie de France*.

Hotman alors se demande si l'on ne pourrait pas rapporter plus avantageusement la constitution de l'assemblée aux trois divisions suivantes : le roi, les grands, le peuple, puisque les philosophes regardent cette division comme constituant la forme de gouvernement la meilleure et la plus sûre. Car, dit Cicéron, le pouvoir du roi et celui du peuple ne pouvant s'entendre, il faut en ajouter un intermédiaire, qui est celui des grands ; ceux-ci, d'un côté, à cause de l'antiquité de leur race, se rapprochent de la dignité royale, et, d'un autre côté, sont moins éloignés du peuple par leur clientèle, et la sorte de soumission dans laquelle ils se trouvent.

C'est ainsi que nos ancêtres, lors de l'établissement du royaume franco-gaulois, ont considéré que le meilleur gouvernement devait être obtenu par la réunion des trois ordres de la nation, tempérés les uns par les autres, et qu'ils ont décidé que chaque année, aux calendes de mai, se ferait l'assemblée générale.

Dans cette assemblée se traitaient les grandes affaires de l'Etat, quelles qu'elles fussent, de telle façon que dans la solution donnée prévalût toujours cette excellente règle : *Le salut du peuple est la loi suprême.*

L'utilité de cette institution se montre surtout dans les trois points suivants : 1^o toute décision intéressant le salut du peuple est prise par le plus grand nombre de personnes prudentes et avisées ; 2^o tous ceux qui ont une part dans le gouvernement ont également leur part de responsabilité ; 3^o ceux qui ont l'administration entre les mains sont maintenus

dans le devoir par la crainte de l'assemblée où les réclamations et les critiques des citoyens sont librement entendues.

Certains empires, comme la Turquie, encore actuellement, ont été gouvernés par la volonté d'un seul homme ; mais, dit Aristote, un gouvernement semblable n'est pas celui d'hommes libres et faisant usage des lumières de l'esprit et de la raison, mais bien plutôt celui d'hommes stupides et de brutes sans raison.

La plupart des rois ont des conseils permanents dont ils prétendent se servir pour le gouvernement de l'Etat ; mais c'est tout autre chose d'être le conseiller du roi ou d'être le conseiller du royaume : les conseillers du royaume ne recherchent que l'avantage de tous, les autres ne s'occupent que de l'avantage et de l'utilité d'un seul ; les conseillers du roi demeurent toujours auprès du prince et ne peuvent voir facilement l'ensemble du royaume. Séduits par l'éclat de la vie des cours, ils sont corrompus par l'amour de la domination et finissent par être simplement les flatteurs du roi et les ministres de ses cupidités.

Les anciens Romains craignant ces inconvénients donnèrent un sénat à leurs rois et lui réservèrent les plus grandes affaires de la république. C'était le peuple qui, dans ses comices, nommait les magistrats, décrétait les lois, déclarait la guerre ; même sous les rois l'appel au peuple avait existé.

Aux temps homériques, dit Aristote, ce que les rois voulaient entreprendre, ils le soumettaient à l'assemblée du peuple. L'assemblée des amphy-

tions, réunie aux Thermopyles, délibérait sur les affaires intéressant la Grèce entière.

Les douze villes d'Ionie avaient leur conseil commun que l'on appelait πανιώνιον ; les cités éoliennes avaient le leur qu'elles nommaient παναπώλιον.

Le peuple lacédémonien avait ses assemblées où il délibérait de ce qui était utile dans l'intérêt général de la république.

Pareille organisation se remarque chez les Allemands où ce qui regarde l'intérêt général de la Germanie, doit être approuvé par l'assemblée des ordres avant d'être affirmé comme loi de l'empire.

Encore chez les Anglais, où le roi ne peut, ni par lui ni par ses ministres, établir tailles, subsides ou autres charges quelconques, changer les lois ou en établir de nouvelles, sans l'autorisation de tout le royaume exprimée par le parlement.

Egalement chez les Aragonais qui, lorsqu'ils l'ont élu dans une assemblée générale, adressent à leur roi ces paroles dignes d'être conservées : « *Nos que valemus tanto come vos, y podemos mas que vos elegimos rey con estas y estas condiciones : intra vos y nos unque manda mas que vos.* » Ils avaient, d'ailleurs, établi pour servir d'intermédiaire entre le roi et le peuple un grand juge qui s'appelait « Justice d'Aragon » et qui était chargé de défendre les libertés communes, lorsqu'elles venaient à être attaquées ou suspendues par le pouvoir royal.

Il est donc certain que toutes les nations ont eu cette règle de conduite que le salut du peuple doit être la loi suprême ; toutes les nations, du moins, qui n'ont pas un gouvernement tyrannique comme

dans l'empire turc (1), où le tyran a le droit d'immoler, comme on immole des troupeaux, non seulement les simples citoyens, mais même ses proches, ses frères, enfin, tous ceux qui lui sont alliés par le sang.

Cette liberté magnifique d'avoir des assemblées générales, fait donc partie du droit des nations, et les rois qui s'y opposèrent ont été regardés comme les violateurs du droit, et mis hors des sociétés humaines.

Lorsque le tyran Flavius Constantin usurpa le pouvoir dans les Gaules contre l'empereur Honorius, il n'osa pas violer cette antique coutume de notre pays, il la conserva comme intangible, et lorsqu'il fixa à Arles le siège de son gouvernement, il décida que cette ville serait appelée Constantine (2) et il ordonna que s'y tiendrait l'assemblée publique de la nation qui, suivant un antique usage, se réunissait chaque année (les délégués des sept provinces suivantes : la Viennoise, les deux Narbonnaises, les deux Aquitaines, la Novempopulanie, les Alpes-Maritimes).

(1) D'une façon indirecte, Hotman visait le gouvernement despotique des derniers Valois. Plus tard, d'ailleurs, paraissait, sans nom d'auteur, un pamphlet violent : *La France-Turquie*.

(2) Hotman, dans ce passage, semble commettre deux erreurs : Arles s'est bien appelée Constantine, mais ce nom lui fut donné par le grand Constantin, qui en avait fait la métropole des Gaules et l'avait enrichie de nombreux monuments. D'un autre côté, l'édit qu'Hotman attribue à l'usurpateur Constantin, est connu dans l'histoire sous le nom d'édit d'Honorius, qui le publia en 418. M. Lavisse le rapporte au livre II, chap. III, de son histoire de France, mais d'une manière incomplète.

Hotman donne ici l'édit qui est connu dans l'histoire sous le nom d'édit d'Honorius, il l'attribue à l'usurpateur Constantin.

CHAPITRE XIII

De la majesté royale, de l'Assemblée annuelle de la nation franco-gauloise, du Plaid, de la Curie, du Parlement.

Il est donc certain que notre république fut administrée par les trois ordres, et il fut établi que chaque année, et même plus souvent si besoin était, ils se réuniraient dans une assemblée que l'on appela Parlement. Ce mot « Parlement » signifie assemblée, colloque, conférence entre hommes venus de différents endroits et réunis au même lieu pour délibérer ensemble sur des affaires qui leur sont communes.

Anciennement le roi présidait cette assemblée et se rendait au lieu fixé sur un char traîné par des bœufs; il se mettait sur un trône d'or, les nobles et les députés s'asseyaient ensuite aux places qui leur étaient attribuées.

Tous les chroniqueurs rapportent ce cérémonial à peu près dans les mêmes termes.

Mais par quelle autorité le peuple était-il appelé à se constituer en assemblée? Aimoin fait tenir à Clovis II les paroles suivantes : « *Citoyens de race franque, puisque l'administration de l'empire me*

porte à vous convoquer, vous, mes conseillers, pour les affaires publiques, etc., etc. » Le même auteur en parlant de Charlemagne dit : « Les chasses d'Aix-la-Chapelle étant terminées, il eut l'assemblée générale du peuple suivant la coutume habituelle » ; et un peu plus loin : « l'Empereur eut deux assemblées, l'une à Spire et l'autre à Compiègne, et il y reçut les dons annuels etc., etc. »

La convocation se faisait donc sur l'initiative du roi. L'assemblée générale était encore appelée *conventum generale, conventus generalis, curia, curia Franciæ, curia Parlamenti trium statutum* (curie du Parlement des trois états), ou encore *curia regis Franciæ* (curie du roi de France) ; *placitum* (plaid), d'un mot latin qui veut dire chose cherchée et délibérée dans une assemblée commune et qui enfin est approuvée par tous les membres de cette assemblée ; d'où Cicéron et les autres auteurs disent *placita philosophorum* ; et de même au sénat de Rome, les résolutions arrêtées par les sénateurs portaient ces mots : *placere senatui*. Il n'y a rien, d'ailleurs, de plus fréquent que d'appeler *placitum* ce qui a été convenu entre plusieurs personnes et alors ce mot signifie convention.

De ce mot *placitum* serait née l'expression « *quia tale est nostrum placitum*, car telle est notre décision », formule qui servait de terminaison aux lois et aux édits lorsqu'ils étaient rédigés en latin et que par ignorance, ou plutôt par malice, les scribes royaux traduisirent par *tel est notre bon plaisir, quoniam ita nobis placet*, lorsque l'on se servit de la langue vulgaire.

CHAPITRE XIV

De l'autorité sacro-sainte de l'assemblée générale
et des affaires qui y étaient traitées.

Quand les circonstances le demandaient, on délibérait, dans ces grandes assemblées, sur le choix d'un roi, sur la paix et la guerre; on y discutait les lois générales; on y traitait des récompenses à accorder, de l'attribution des gouvernements et des charges de l'Etat, des apanages à attribuer aux fils du roi défunt et des dots à constituer aux filles, des questions financières, enfin de toutes les questions que l'on appelle ordinairement les affaires publiques.

Hotman cite ensuite différentes assemblées et montre que toutes les affaires qu'il vient d'énumérer y ont été débattues. Elles se transformaient même en cours de justice et lorsque un grand, ou même un personnage allié à la famille royale, était accusé d'un crime, il devait y venir plaider sa cause : ainsi Brunehilde condamnée par le jugement des Francs assemblés.

De tout ce que l'on vient de dire, il résulte que le peuple de France n'était obligé que par les lois qu'il avait sanctionnées dans ses comices. Cette règle correspond, en effet, à la définition de la loi qui n'est que le pacte et l'accord unanime de la cité prenant telle ou telle mesure pour le bien public et celui de la république. Aussi trouve-t-on constamment dans les capitulaires des expressions de cette

sorte : « *Nous ordonnons d'après la décision de nos fidèles...; nous voulons que les lois qui ont été établies par nous, d'après la décision de nos fidèles.* »

CHAPITRE XV

Des Préfets ou Intendants royaux appelés Maires du palais.

Avant de traiter plus à fond de l'autorité des assemblées publiques, il est nécessaire de parler de ces préfets ou intendants royaux, qu'au temps des Mérovingiens on appelait « *Majores domus* ou *Magistri palatii*, les Maires du palais », qui pendant longtemps usurpèrent tous les pouvoirs du roi et finirent, lorsque les circonstances furent favorables, par s'emparer de la royauté elle-même.

Ils jouèrent auprès de nos rois le même rôle que les préfets du prétoire, nommés aussi préfets du palais, auprès des empereurs romains. On avait coutume de les établir dans l'assemblée même où l'on avait reconnu le roi ; c'étaient eux, ensuite, qui convoquaient ces assemblées et en étaient les chefs.

Les maires n'étaient donc pas nommés par une décision propre du roi, mais bien dans une assemblée générale.

Sous les premiers Mérovingiens, l'histoire n'en fait qu'accidentellement mention et seulement comme d'aides du pouvoir royal ; mais lorsque, étant dégénérés de leur courage et de leur première habileté,

les rois vécurent, retirés au fond de leur palais, dans la mollesse et l'oisiveté, en se contentant du vain titre de roi, ils abandonnèrent aux maires l'administration du royaume et le commandement des armées. Il arriva, alors, ce qui était inévitable, que l'un d'eux, Pépin, après de grandes et longues guerres, excité par son armée victorieuse, ne repoussa pas l'occasion qui lui était offerte, de prendre le nom de roi puisqu'il en avait tous les pouvoirs.

CHAPITRE XVI

Pépin a-t-il été fait roi par l'autorité du Pape ou par une décision de l'assemblée franco-gauloise ?

Tout naturellement se présente cette question à résoudre : par quelle autorité la royauté fut-elle attribuée à Pépin ?

Le pape Gélasse dit, en effet : « Le pape Zacharie déposa le roi des Francs et mit à sa place Pépin, père de l'empereur Charles, après avoir délié tous les Francs de leur serment de fidélité à l'égard de Childéric. » Beaucoup de chroniqueurs ont accepté et reproduit ce récit, mais son exactitude ne paraît pas suffisante et d'autres historiens affirment, au contraire, que Childéric et Pépin furent, suivant l'antique coutume des Francs, le premier déposé et le second mis à sa place : c'est-à-dire par l'assemblée

solennelle de la nation à laquelle appartient seule une telle puissance.

Adon, archevêque de Vienne, fait d'ailleurs le récit suivant. Les Francs envoyèrent à Zacharie des ambassadeurs qui étaient chargés de lui demander s'ils devaient continuer à conserver des princes qui, se contentant du vain titre de roi, n'avaient plus aucune puissance. Zacharie leur fit cette réponse : « On doit appeler roi celui qui gouverne l'Etat. » Les ambassadeurs étant revenus, Childéric fut déposé, et les Francs choisirent Pépin pour roi.

Si donc les Francs élevèrent Pépin au trône, après avoir demandé au pape son opinion, il ne fut pas fait roi par le pouvoir et l'autorité du pape, car autre chose est de faire un roi, ou de donner un conseil pour l'établir.

Marsile de Padoue (1), dans son *Traité sur la transmission de l'empire*, dit formellement : « Pépin fut légitimement choisi pour roi par les Francs, et Childéric qui, sous le nom de roi, s'énervait dans les délices, fut enfermé dans un monastère après avoir reçu la tonsure. Il ne fut donc pas déposé par le pape Zacharie, mais celui-ci, comme l'on dit, approuva seulement ceux qui le déposèrent. Une semblable déposition, et l'élévation d'un autre, pour des motifs raisonnables, ne regarde, en effet, ni un évêque ni une assemblée de membres du clergé, mais l'universalité des

(1) Marsile de Padoue, publiciste italien, né à Padoue au treizième siècle, mort en 1328. Ses deux principaux ouvrages sont le *Defensor pacis* et le *Tractatus de translatione imperii*.

citoyens d'un pays, ou les nobles, ou tout au moins le plus grand nombre des plus puissants d'entre eux. »

Dans l'édition de 1576, à la fin du chapitre XIII qui correspond au chapitre XVI de l'édition de 1600, on trouve le récit d'une vision que le pape Etienne aurait eue lors d'un voyage qu'il fit en France, auprès de Pépin, pour lui demander son secours contre Astolphe, roi des Lombards ; et ce serait à la suite de cette vision, pendant laquelle, par l'intercession de saint Denis, il aurait recouvré la santé, que le pape aurait oint comme rois Pépin et ses deux fils, Charles et Carloman, et aurait conjuré les Francs de ne jamais prendre de rois dans une autre race.

Hotmann s'élève contre l'authenticité de la lettre dans laquelle le pape Etienne fait le récit de sa vision.

CHAPITRE XVII

Des Connétables et des Pairs de France.

Il est une autre charge qui, depuis un temps qui n'est pas encore bien éloigné, semble avoir pris auprès de nos rois, la place des maires du palais : c'est celle des « comtes de l'écurie » du roi ou *comes stabuli*, qui, par corruption du mot, sont maintenant appelés connétables, *connestabillii*.

On appelait ordinairement comtes, à l'époque des derniers empereurs romains, tous ceux qui, dans le gouvernement, avaient une magistrature importante quelconque et prenaient ainsi part à l'administration de l'Etat. Nos ancêtres adoptèrent cette coutume.

Le comte de l'écurie était chez nos rois ce qu'était chez les Romains celui que l'on appelait le « maître de la cavalerie »; c'est lui qui commandait la cavalerie, et les gardiens des chevaux du roi, que l'on appelait écuyers, lui étaient soumis.

Albert Krantz (1), dans son *Histoire des Suédois*, estime que le connétable correspondait à l'emploi que les Allemands appelaient *Marschall*. Mais il y a lieu de faire remarquer qu'anciennement il ne fut jamais fait mention de maréchaux de France; que cette dignité ne fut créée que plus tard et fort probablement en imitation de ce qui existait en Allemagne.

La charge de comte des écuries correspondait certainement à celle qui existait sous les empereurs romains avec le nom de « tribun des écuries », et ce n'est que par la suite qu'elle s'est développée chez nous, jusqu'à s'élever à la puissance de préfet du prétoire.

Nous avons maintenant à parler de cette dignité des pairs de France, sur l'origine de laquelle on n'est pas d'accord. Les uns disent qu'elle fut instituée par

(1) Albert Krantz, historien allemand, né à Hambourg, mort en 1517, écrivit la *Chronicon regnorum aquilonarium, Daniæ, Sueciæ et Norvegiæ*.

Pépin ou Charlemagne, mais aucun des historiens qui écrivirent à l'époque de ces rois, ou peu après, n'en parla. Pour Hotman, il pense que cette institution doit être reportée au règne d'Hugues Capet qui, lorsqu'il monta sur le trône, chercha à s'attacher les grands par une nouvelle dignité.

L'origine s'en trouve dans le droit féodal : en effet, les vassaux qui avaient reçu un fief du même seigneur, s'appelaient entre eux pairs, *pares*, ce qui est la même chose qu'égaux en rang, en grec *ὀμότιμοι* (pair, *pariare*, aller de pair, être égal, — ou *paritas*, ressemblance, parité — pairie, *perria*). Celui qui était admis au rang de vassal devait être accepté par les autres vassaux, il prêtait serment d'investiture ; lorsqu'une discussion s'élevait soit entre eux, soit avec leur seigneur, les vassaux en étaient les juges.

Les pairs de France avaient tous ces droits, bien que le Parlement ait voulu évoquer devant lui les causes les concernant. Budé fait venir les pairs des anciens patrices, *patres*, ainsi appelés parce qu'ils étaient considérés comme étant les protecteurs et les pères de l'Etat, et il prétend qu'ils furent institués par un des anciens rois de France qui furent également empereurs germaniques. Mais aucun historien, ou français ou allemand, ne rapporte qu'il ait jamais été fait usage de cette dignité en Allemagne, ni même qu'il ait été fait mention du nom avant la dynastie des Capétiens.

Deux fonctions principales paraissent avoir nécessité l'institution des pairs : en premier lieu, c'étaient eux qui présidaient à l'installation du roi, à son inauguration, comme l'on disait ; c'est-à-dire qui,

dans l'assemblée des grands et des nobles, les revêtaient solennellement des insignes de la royauté ainsi que du diadème ; en second lieu, si quelqu'un, parmi les grands et les nobles de France, était accusé d'un crime entraînant la peine de mort, les pairs remplissaient les fonctions de juges. Plus tard, et dans le dessein de faire accepter plus facilement aux grands la juridiction des Parlements, les rois instituèrent à côté de ceux-ci une assemblée spéciale qui prit le nom de chambre ou cour des Pairs.

Les pairs ne furent pas toujours au nombre de douze ; ils étaient tantôt plus, tantôt moins, selon qu'il paraissait utile au roi : c'est ce que l'on peut voir par les documents qui ont été conservés et dont le plus ancien est de l'année 1116, c'est-à-dire remonte au règne de Louis le Gros. A cette époque, les pairs étaient, pour le plus grand nombre, archevêques ou évêques, mais ce n'était pas à cause de leurs fonctions ecclésiastiques, mais bien de leurs richesses et de leur puissance, qu'ils avaient été ainsi égalés aux hommes sortis des plus illustres familles.

D'un document se rapportant à l'année 1315 et datant par conséquent du règne de Louis le Hutin, il résulte que la dignité de pair fut attribuée à des seigneurs de plus ou moins grande importance, et, en outre, lorsqu'ils étaient constitués en tribunal, qu'on leur adjoignait d'autres grands et d'autres évêques. Parfois, la qualité de pair était attachée à certains duchés ou comtés, ce que l'on peut voir dans un titre remontant à l'année 1414 (Charles VI) et où l'on trouve ce qui suit : « Nous élevons notre parent

Jehan à la dignité de duc et nous érigeons par conséquent en duché son comté d'Alençon, voulant que ledit duché soit tenu, pour nous, en pairie (*in peria seu paritate*), en même forme et mode que ledit Jehan tenait le comté. »

CHAPITRE XVIII

Où l'on continue à traiter de l'autorité des grandes assemblées,
sous les rois Carolingiens.

Le pouvoir des grandes assemblées fut considérable aussi longtemps que la race des Mérovingiens resta sur le trône. Mais il ne fut pas moindre sous les Carolingiens, et le pouvoir souverain et de justice ne résida pas dans Pépin, Charles ou Louis, mais dans le principe de l'autorité royale dont le siège était véritablement et proprement dans les grandes assemblées.

Pépin eut des assemblées annuelles où les plus grandes affaires du royaume étaient traitées, et le roi Charles, lui-même, qui avait soumis l'Europe presque tout entière, et reçu le surnom de Grand de l'assentiment de toutes les nations, ne put enlever aux Francs ni leurs anciens droits ni leur liberté, et il ne fit jamais aucune de ses mémorables expéditions sans la décision du peuple et l'approbation des grands.

Son fils Louis administra le royaume dans les mêmes conditions. Ces assemblées continuèrent sous les

rois, ses successeurs, jusqu'au moment où le trône fut transmis à une autre race.

Ce serait un travail sans fin et absolument inutile de relever tous les témoignages qui l'attestent, mais il ne peut faire doute pour personne que le pouvoir et les fonctions les plus élevées de la justice n'aient été jusqu'à l'époque de Charles le Simple, c'est-à-dire pendant plus de 550 ans, entre les mains du peuple ou, comme l'on dit maintenant, de l'*Assemblée des Etats des trois Ordres*.

« Cette institution de nos ancêtres ayant été » regardée comme sacro-sainte pendant tant de » siècles, je ne puis assez m'étonner, dit Hotman, » que certains auteurs récents aient osé dire que » l'établissement de ces grandes assemblées devait » être rapporté à Pépin, après son élévation au » trône, surtout quand Eginhard, chancelier de » Charlemagne, affirme si clairement qu'elles exis- » tèrent sous les Mérovingiens qui s'y rendaient, » chaque année, aux calendes de mai, dans un char » traîné par des bœufs. »

CHAPITRE XIX.

De la différence qui existe entre le roi et le royaume.

Nos ancêtres faisaient une grande différence entre le roi et le royaume : « Le roi est le premier, seul et unique, et comme la tête de l'Etat ; l'Etat, au con-

traire, c'est l'ensemble des citoyens et des sujets ; ils en forment le corps.

» Pour eux, le rapport qui existe entre le roi et le royaume est le même que celui qui existe entre le père et la famille, le tuteur et le pupille, le curateur et le jeune homme dont il administre les biens, le pilote et le navire. Mais, de même que le pupille n'a pas été institué pour le tuteur, ni le navire pour le pilote, ou le troupeau pour le pasteur, mais ceux-ci pour ceux-là, ainsi en est-il du roi pour le peuple, et la raison du roi doit être trouvée dans le peuple. Car le peuple peut être sans roi, tandis que sans peuple le roi ne peut être ni pensé ni imaginé, non plus que le pasteur sans troupeau. Aussi, de la même façon que le pasteur doit prendre garde que ses brebis n'éprouvent aucun mal, de même l'office du roi est d'assurer le bonheur et le bien-être de ses concitoyens.

» Il y a encore d'autres différences entre le roi et le peuple : le roi, comme tout homme, est mortel ; un état dure toujours, à moins d'événements qui ne sont pas à prévoir.

Un roi peut être atteint de folie, mais le royaume a sa sauvegarde dans la sagesse des hommes rompus aux affaires qui forment comme la partie essentielle de la nation.

» Le roi peut être fait prisonnier, mais, lorsqu'un pareil malheur arrive, la nation n'en demeure pas moins, et l'assemblée générale qui, aussitôt, est convoquée, remédie au péril dans lequel on se trouve.

» A cause de la faiblesse de son âge ou de son caractère, le roi peut être trompé ou corrompu ; mais

alors la sagesse et les avis des grands sont comme l'appui et la sauvegarde du royaume.

» Nos ancêtres laissèrent aux rois leurs conseillers privés pour l'administration de leurs affaires particulières, mais ils ne les admirent pas dans les assemblées publiques. »

Il y eut donc, de tout temps, une très grande différence entre le roi et le royaume, mais c'est surtout dans la désignation des charges que cette différence se constate. Les charges du royaume étaient à vie et ne prenaient pas fin à la mort du roi ; elles étaient dites de France, comme le connétable de France, l'amiral de France, le grand chancelier de France ; tandis que les charges ou dignités du roi ou de la couronne étaient perdues aussitôt, si le roi venait à mourir ou abdiquait. On peut citer de ces sortes de charges, les maîtres d'hôtel du roi, les chambellans du roi, le grand veneur et autres grands offices de la couronne.

CHAPITRE XX

De la famille des Capétiens et de son accession au trône de France.

Bien que la succession au trône ne fut pas déterminée par l'hérédité, cependant les Francs avaient conservé sans répugnance cette coutume des Germains, leurs ancêtres, de prendre leurs rois à cause de leur noblesse et leurs chefs à cause de leur

valeur, et presque toujours ils choisissaient ceux qui, issus de sang royal, avaient été élevés et instruits royalement, soit qu'ils fussent fils ou parents du roi décédé. Mais à la mort de Louis V, le douzième de la race des Carolingiens, la couronne fut transportée dans une autre race.

Charles, duc de Lorraine, oncle du roi défunt, restait seul de la race de Charlemagne. Hugues Capet, fils d'Hugues le Grand, duc des Français, et d'Hauvidis, sœur de l'empereur Othon, se présenta contre lui, disant qu'il valait mieux le nommer que de nommer un étranger. Charles s'était, en effet, montré favorable à l'empire germanique, ce qui lui avait aliéné l'esprit des Français.

Cependant le duc de Lorraine, s'étant avancé avec une armée pour soutenir sa candidature, battit Hugues et vint s'installer dans la ville de Laon. Mais, l'année suivante, Hugues ayant réuni une nouvelle armée, vint l'y assiéger ; il gagna l'évêque Anselme qui lui livra le duc et la ville. Charles fut emprisonné à Orléans et Capet resta seul en possession du royaume de France. Il associa bientôt au trône son fils Robert, et le fit désigner pour son successeur.

Hugues Capet sortait d'une illustre famille et non d'une race obscure, comme certains auteurs italiens le prétendent (1), puisqu'il était le fils à la quatrième

(1) Voir Dante, *le Purgatoire*, chant xx.

Chiamato fui di là Ugo Capetta :
Di me son nati i Philippi e i Luigi,
Per cui novellamente è Francia retta.
Figliuol fui d'un beccaio di Parigi.

C'est de là que je fus appelé
Hugues Capet : de moi sont nés
les Philippe et les Louis, par
qui la France est nouvellement
gouvernée. Je fus le fils d'un
boucher de Paris.

génération de Robert, comte d'Anjou. Ce Robert donna naissance à Odon ou Othon (Eudes) auquel les Francs offrirent la couronne après avoir rejeté Charles le Simple ; le fils d'Eudes fut Robert, père de Hugues le Grand, de qui naquit Hugues surnommé Capet, qui monta sur le trône.

Hugues Capet montra une très grande habileté pour consolider son pouvoir : ainsi, il rendit perpétuelles les charges et les dignités du royaume qui, avant lui, n'étaient que temporaires, et décida que ceux qui les avaient obtenues, les conserveraient par droit patrimonial et les transmettraient à leurs enfants et descendants, comme le reste de leur héritage.

CHAPITRE XXI

De l'autorité des Assemblées sous les Capétiens.

Les grandes assemblées eurent à peu près la même autorité sous les Capétiens que sous les deux races précédentes. Il est certain qu'aucune province de France, soumise directement au roi, ne lui a remis la puissance absolue, comme autrefois le peuple romain aux empereurs.

Lorsque l'utilité le demande, dans chaque province se réunissent des assemblées où l'on discute et décide les affaires intéressant la province tout entière ; lorsqu'une assemblée de la nation a été

décidée, ces assemblées provinciales délèguent un certain nombre de leurs membres qui sont chargés d'exposer les sentiments et les revendications de leurs provinces.

Hotman cite ensuite les exemples suivants d'assemblées générales :

1° L'assemblée de 1328 qui décida que le royaume de France serait attribué à Philippe de Valois.

De ce que cette cause fut introduite dans l'assemblée des Etats, on doit conclure, dit Hotman, que son pouvoir est supérieur à celui des rois.

2° L'assemblée de 1356, réunie après que le roi Jean eut été fait prisonnier à Poitiers, qui remit à douze délégués choisis dans son sein, le gouvernement du royaume et décida qu'il serait envoyé une mission en Angleterre pour conclure la paix.

3° L'assemblée de 1375 (1) (*tertium suppeditat annos MCCCLXXV, cum Caroli V, cognomento sapientis, testamentum prolatum est*), qui cassa le testament par lequel Charles V désignait comme tuteur de ses fils Philippe, duc de Bourbon, frère de sa femme, et donnait la régence du royaume à son frère Louis, duc d'Anjou.

C'était donc une des prérogatives des grandes assemblées de désigner le tuteur du roi mineur.

4° En 1392, Charles VI ayant été atteint de folie,

(1) Il doit y avoir ici erreur de la part d'Hotman : Charles V fit une déclaration au sujet de l'âge de la majorité des rois, qui fut, d'après du Tillet, enregistrée le 21 mai 1375, mais il ne mourut qu'en 1380. Si donc il y a eu une assemblée des Etats qui cassa son testament, ce ne peut être qu'à cette dernière date et non en 1375.

l'assemblée de Paris décida que l'administration du royaume serait remise aux ducs de Berry et de Bourgogne.

5° L'assemblée de 1426 contraignit le duc de Bourgogne et le duc de Gloucester qui étaient en lutte, à se présenter devant elle pour exposer la cause de leur querelle.

6° Dans l'assemblée réunie à Tours, en 1468, il fut décidé que le roi Louis XI donnerait à son frère Charles, à titre d'apanage, un duché quelconque autre que celui de Normandie.

7° A la mort de Louis XI, l'assemblée de 1484 ordonna que l'éducation du jeune roi Charles VIII, âgé de treize ans, serait confiée à sa sœur Anne, mais que la régence du royaume serait donnée à des hommes expérimentés, choisis et approuvés par l'assemblée elle-même, bien que le duc d'Orléans, le plus proche parent du roi, du côté paternel, l'eût demandée (1).

Le chapitre XVIII de l'édition de 1576, qui ne figure plus dans l'édition de 1600, doit être analysé ici ; il a pour titre : *De l'autorité des assemblées publiques dans les affaires de la religion*. D'après Hotman, Philippe le Bel aurait convoqué les Etats de 1302 spécialement pour leur donner lecture de la lettre que Boniface VIII lui avait écrite, et dans laquelle il prétendait que le roi lui était soumis pour les choses temporelles comme pour les choses spirituelles ; que la collation des bénéfices et des

(1) Nous verrons plus loin, en parlant des Etats généraux de 1484, que tout ce que dit ici Hotman est inexact.

prébendes ne le regardait pas et qu'il devait reverser les revenus qu'il avait perçus de ceux vacants, aux titulaires, lorsqu'ils seraient indiqués.

Après la lecture de cette lettre, l'assemblée aurait décidé que les légats, coiffés de la mitre, vêtus d'une manière sordide et couverts de boue, montés sur une misérable charrette conduite par le bourreau, seraient amenés dans la Cour du Parlement et que là, après avoir été exposés aux outrages et aux injures du peuple, la bulle du pape serait brûlée solennellement en leur présence ; enfin qu'une lettre serait écrite au pape, au nom du roi, dans les termes suivants : « Philippe, par la grâce de Dieu, roi des Français, à Boniface se disant pape, peu ou point de salut. Que ta très grande fatuité sache que nous ne sommes soumis à personne dans les choses temporelles, et que la collation des bénéfices et des prébendes nous appartient d'après notre pouvoir royal, ainsi que d'en percevoir les revenus pendant leur vacance, et nous les garderons contre tous les possesseurs futurs. Ceux qui pensent différemment, nous les réputons fous et insensés. »

CHAPITRE XXII

De l'autorité des Etats généraux sous Louis XI.

Le pouvoir des Etats généraux apparaît donc toujours grand et sacro-saint, mais il est bon de s'arrê-

ter spécialement sur la manière dont ils opposèrent leur autorité à celle de Louis XI, qui est regardé comme le plus habile des rois qui l'ont précédé.

Dès l'année 1460 (1), le royaume étant gouverné par Louis, comme beaucoup de choses laissaient à désirer, l'on demanda la convocation des Etats généraux, et comme les grands étaient persuadés que le roi ne le voudrait pas, ils réunirent des troupes sous le prétexte de contraindre par la force le roi à s'occuper du bien du peuple : « S'ils levaient une armée, disaient-ils, c'était pour le service du roi et le bien public. »

La première et la plus importante de leurs demandes était la convocation des Etats généraux, parce que, dans les siècles antérieurs, ils avaient été le seul et unique remède aux maux dont souffrait le peuple et que, dans les mêmes circonstances, ils avaient toujours eu une grande efficacité.

Le roi répondit que leur demande lui paraissait juste; il désigna la ville de Tours comme le lieu où l'assemblée devrait se réunir, et en fixa la date aux calendes d'avril 1467 (2). Après sa constitution, l'assemblée désigna trente-six délégués (3) pris dans chaque ordre, pour régler les affaires de l'Etat et pourvoir au droit et à la justice. Le roi donna sa parole royale de ratifier tout ce que les trente-six notables auraient établi.

« Il est donc visible que cent années ne se sont

(1) Charles VII étant mort en 1461, Hotman se trompe lorsqu'il dit qu'en 1460, la France était gouvernée par Louis XI.

(2) En réalité, le 6 avril 1468.

(3) Hotman les appelle « les Curateurs de l'Etat ».

pas écoulées depuis le temps où l'autorité des Etats avait du crédit auprès d'un roi qui n'était faible ni par l'âge ni par l'esprit, et doué d'une sagacité si profonde que jamais une semblable n'a été constatée. L'on comprend donc maintenant pourquoi notre république, fondée et affermie par la liberté, a pu se conserver pendant onze cents ans et plus dans son état primitif, et a pu se maintenir, même par la force des armes, contre la puissance des tyrans. »

Aussi est-ce avec juste raison que Commynes a écrit ce qui suit : « Nous demandons si il y a sur la surface de la terre, roi ou prince qui ait le droit d'établir sur ses sujets, sans leur consentement et volonté, un impôt d'un seul *teruncius* (1), à moins qu'il ne veuille employer la violence et la tyrannie ; et le roi de France, moins que tout autre, ne peut prononcer ces paroles : *J'ai le pouvoir de demander à mes sujets autant que cela me plaît ; car il ne l'a pas, ni aucun autre dans son royaume.* » Et que Budé a pu dire : « Lorsque le roi François I^{er} revint d'Espagne, où il avait été conduit en captivité, pour réunir la somme d'argent formant sa rançon, *il n'en ordonna pas l'imposition, mais la demanda aux Ordres comme une grâce et une faveur.* »

(1) *Teruncius*, monnaie de cuivre chez les Romains, qui valait le quart d'un as.

CHAPITRE XXIII

Les pouvoirs du roi de France dans son royaume sont limités
par des lois fixes et invariables.

Nous avons montré suffisamment, il nous semble, que les rois de France n'étaient pas libres de faire tout ce qu'ils voulaient et que, au contraire, ils étaient contraints par des lois fixes et invariables. La première et la plus importante de toutes était qu'ils devaient conserver intacte et inviolée l'autorité des assemblées; mais en dehors de cette loi primordiale, il y en avait d'autres et nombreuses auxquelles ils étaient soumis.

Nous rappellerons seulement ici celles que personne ne conteste :

1° « Rien de ce qui concerne l'Etat ne peut être
» décidé par le roi seul et sans l'autorisation des
» Etats; tout édit ou ordonnance du prince, pour
» avoir force de loi, doit être approuvé par les Etats
» et enregistré par le Parlement. »

2° « Les antiques institutions, d'après lesquelles a
» été réglé l'ordre de succession au trône, ne peuvent
» être modifiées; le roi ne peut disposer du royaume
» ni par adoption, ni par donation entre vifs, ni par
» testament. »

Ainsi le roi ne peut tester de son royaume, il ne peut en faire hériter ni son fils aîné ni un autre; le fils aîné ne succède pas à son père en vertu d'un tes-

tament ou d'une volonté non exprimée, en l'absence de toute disposition testamentaire, mais par la seule coutume du royaume.

En 1420, le roi Charles VI ayant fait donation du royaume, après sa mort, au roi Henri d'Angleterre, et l'ayant désigné pour son successeur, il fut décidé par les Etats généraux que la donation était nulle de plein droit et qu'il n'était pas permis au roi de France d'aliéner une partie quelconque de son royaume.

3° « A la mort du roi, le trône de France est attribué à son fils aîné ; le roi ne peut enlever à ce fils son droit de primogéniture, et l'on peut dire de celui-ci qu'il ne tient pas le royaume de son père, comme un patrimoine ou un bien héréditaire, mais bien de la loi du royaume elle-même et de la coutume. »

Et de même que le roi ne peut disposer de la dignité royale, il ne peut disposer d'aucune autre, au préjudice de son fils qui, tenant son droit de la loi, ne peut être chargé de ce qui ne serait pas pour lui un avantage ou un bénéfice.

4° « Les femmes ne sont pas admises à la succession au trône ; cette succession appartient à l'agnat le plus proche, même lorsqu'il est d'une ligne ou d'un degré plus éloignés. »

Ni les filles du roi ni leurs descendants mâles ne peuvent donc succéder au trône de France : ainsi Isabelle, reine d'Angleterre, n'a pu transmettre à son fils Edouard un droit de succession qu'elle ne possédait pas elle-même : « L'ascendant étant exclu, dit le droit féodal, les descendants sont exclus par le fait même ».

5° « Le roi n'a pas le droit, sans l'autorisation des
» Etats généraux, d'aliéner une partie quelconque
» du domaine royal, dont la jouissance seule lui a
» été donnée pour subvenir aux charges de la
» dignité royale. »

La même interdiction n'existe pas pour les biens que sa femme lui a apportés en dot.

Donc toute aliénation du domaine de la couronne faite sans que le Parlement de Paris, en vertu des droits qui appartenaient à l'ancien Parlement (1), ait été appelé à donner son avis, est nulle de plein droit.

6° « Le roi n'a pas le droit de ne pas poursuivre
» un crime ; il ne peut remettre la peine capitale
» sans le contrôle du Parlement. Un criminel ayant
» obtenu des lettres de rémission, d'abolition ou de
» pardon, doit d'abord être incarcéré et ses lettres
» présentées ensuite au Parlement. »

7° « Le roi ne peut destituer un magistrat quel-
» conque du royaume ou de l'Etat français, sans que
» la raison n'en ait été connue et approuvée par la
» cour des pairs. »

8° « Le roi ne peut modifier la valeur des mon-
» naies, sans y avoir été autorisé par les Etats
» généraux. »

Le *Jus rei nummariae*, c'est-à-dire le droit de diminuer ou d'augmenter la valeur des monnaies, dit Guillaume Budé (2), fut toujours un droit apparte-

(1) Le mot « Parlement » est pris ici avec son ancien sens d'assemblée.

(2) Guillaume Budé. *De Asse*, chap. III et V. Dans ce traité, Budé expose tout le système monétaire des Romains, en partant de l'as, l'as valant de cinq à huit centimes.

nant au peuple. Il est assez naturel, dit Charles du Moulin, que ceux qui doivent être touchés directement par cette opération l'approuvent.

CHAPITRE XXIV

Les femmes sont-elles repoussées de la régence du royaume
comme elles le sont de son hérédité?

D'après les lois romaines, la femme, à cause de la faiblesse de sa raison, est toujours en puissance de tuteur; elle est exclue non seulement de la gérance des affaires publiques mais même de ses affaires privées et personnelles.

Chez d'autres nations les femmes obtinrent la plénitude du pouvoir, et il est certain que le royaume de France fut administré par des reines, à la place de leurs maris absents ou de leurs fils en bas âge.

Tout le monde a, à la mémoire, le souvenir de cette reine Blanche qui administra l'Etat, avec tant de fermeté et de courage, pendant la croisade et la captivité de son fils Saint-Louis.

Mais la constitution du royaume ne leur reconnaissait pas ce droit, et les assemblées qui avaient le pouvoir de nommer le roi, conservaient entier le droit de choisir des curateurs et des régent pour l'Etat.

D'ailleurs, toutes les fois qu'une femme a eu,

chez nos aïeux, le gouvernement du royaume, leur pouvoir donna naissance à des tragédies étonnantes et développa les plus grandes calamités.

Ainsi Frédégonde gouverna la France pendant treize ans ; elle commit de nombreux crimes et déclencha sur le pays une guerre civile qui le ravagea pendant de longues années.

Brunehilde fut également régente et elle fut la cause de la mort de cinq rois. On lui appliqua cette prophétie de la Sybille : « Une brune viendra d'Espagne dont la vue fera périr les nations, mais elle sera rompue par le sabot des chevaux. »

Plectrude, veuve de Pépin d'Héristal, fut, après la mort de ce maire du palais, la cause d'une funeste guerre civile.

Judith, mère de Charles le Chauve et femme de Louis le Pieux, fut en grande partie la cause de tous les malheurs de cet empereur.

Blanche de Castille, en s'emparant du pouvoir, fut la cause des troubles qui agiterent le royaume pendant la minorité de Saint-Louis.

Au sujet de l'autorité que la reine Blanche avait conservée sur son fils, même après son mariage, Hotman rapporte, d'après Joinville, la curieuse anecdote suivante : « Blanche n'aimait pas la reine Marguerite, femme de Saint-Louis, et lorsqu'ils étaient en voyage, elle ordonnait à ceux qui préparaient les étapes, d'assigner à la reine un logis séparé de celui du roi ; alors si celui-ci allait chez sa femme pendant la nuit, il plaçait des gardes à la porte pour surveiller la venue de sa mère, et ils avaient ordre, au cas où ils la verraient venir, de frapper avec un bâton des

chiens qu'ils avaient avec eux, afin que leurs cris l'avertissent de se cacher. »

Isabelle, cette femme du roi dément, Charles VI, gouverna aussi le royaume, et l'on sait que par elle il fut tellement accablé de calamités qu'il sembla arrivé à sa ruine.

CHAPITRE XXV

Des parlements judiciaires.

Le chapitre XXI, de l'édition de 1576, qui est devenu le chapitre XXV dans l'édition de Genève, contient deux passages qui ont été supprimés dans cette dernière édition. Le premier de ces passages est au commencement du chapitre, depuis *sub eadem Capevingiorum familia* jusqu'à *id nobilitas francica jampriden sensit*; le second commence à *cum autem in his juridicialibus parlamentis* et va jusqu'à la fin du chapitre. Nous les comprenons dans notre analyse.

C'est sous la dynastie des Capétiens que commença en France le pouvoir des légistes. Ces hommes appelés par les uns juristes, par les autres légistes ou avocats (*rabulæ*), dominant actuellement partout.

Depuis près de trois cents ans, ils ont agi avec une telle habileté, qu'ils ont anéanti le pouvoir des anciennes assemblées de la nation et contraint les rois à être les artisans de leur grandeur.

Ils se sont multipliés à ce point que nul ne peut

passer trois jours à Paris, sans observer que le tiers au moins de la population est appliqué à cet art de la chicane. La plupart de ceux qui composent la plus haute assemblée de ces légistes, quoique nés dans des situations modestes, sont arrivés, dans l'espace de peu d'années, à amasser des richesses presque royales.

La gravité de cette maladie de la chicane est si grande que, de même qu'autrefois, une bonne partie du peuple égyptien était occupée, sur l'ordre des tyrans, à construire les pyramides, de même la plus grande partie du peuple français passe son temps à faire naître des procès et aux chicanes de la justice.

Claude Seyssel dit dans son livre *la grande Monarchie de France* : « Il y a, d'après mon opinion, plus d'officiers de justice en France, en y comprenant les principaux et les accessoires, comme sont avocats, procureurs, greffiers et autres semblables, qu'au demeurant de la chrétienté tout ensemble (1). »

Philippe de Commines, dans ses *Mémoires*, parlant de Louis XI, s'exprime ainsi : « Ce roi avait eu l'intention de réunir en un seul livre toutes les lois écrites se rapportant au droit public ou privé des Français, afin que les ruses et les subtilités des avocats fussent plus facilement découvertes. Le nombre des avocats est, en effet, si grand en France, qu'il n'est pas égalé dans le reste du monde.

» La noblesse française l'a éprouvé et en souffre depuis longtemps. »

(1) *La grande Monarchie de France*, chap. xv.

Le mot de parlement s'appliquait anciennement à l'assemblée des trois ordres du royaume, mais lorsque les Capétiens s'efforcèrent de diminuer l'autorité des grandes assemblées, ils mirent à leur place un nombre déterminé de magistrats, et ils transportèrent le nom de parlement au tribunal qu'ils constituèrent ainsi. Ils lui attribuèrent les pouvoirs suivants : nulle loi ou décret royal ne seront exécutoires s'ils n'ont été rédigés ou approuvés par le Parlement réuni en conseil; aucun magistrat, soit civil, soit militaire, ne pourra exercer ses fonctions s'il n'a été installé dans le Parlement et n'a prêté serment devant lui; on ne pourra en appeler de ses jugements qui seront exécutoires tels qu'ils auront été rendus.

En définitive, toute la puissance, le pouvoir et l'autorité qui avaient appartenu aux anciennes assemblées ou parlement des états, furent supposés appartenir, pour la majeure partie, à la cour de justice où le roi appelait à siéger ceux qu'il jugeait devoir lui être utiles, et c'est pour cela qu'on la nomme « la Cour du Parlement ».

La première basilique royale de Paris (1) fut construite sous le règne de Louis le Hutin, ou sous celui de Philippe le Bel, et ce serait sous le premier de ces rois que le Parlement est devenu stable, au lieu de suivre le roi dans ses déplacements.

(1) On appelait basilique, à Rome, un vaste édifice, composé d'un seul corps de bâtiment, dans lequel les magistrats rendaient la justice à couvert, et dont les portiques inférieurs étaient occupés par des marchands.

Des assemblées spéciales se constituaient à certaines époques fixes, qui rendaient la justice ; les rois eux-mêmes recevaient les plaideurs et rendaient des sentences, ainsi qu'Eginhard nous le rapporte de Charlemagne, et Joinville de saint Louis (plaids de la porte) ; mais par la suite des temps, le nombre des procès allant toujours en augmentant, il fut ordonné par Philippe le Bel que les parlements de Paris et de Rouen se réuniraient chaque année à des époques différentes, et qu'un parlement serait établi à Toulouse ; il décida également que deux prélats et deux personnes laïques seraient adjoints continuellement au Parlement de Paris, et prescrivit enfin que les sénéchaux et les baillis tiendraient leurs assises au moins de deux mois en deux mois.

A cette époque (vers 1302), il existait trois chambres au Parlement de Paris : la grande chambre, la chambre des enquêtes et celle des requêtes ; il ne pouvait se réunir sans l'autorisation du roi, les rescrits royaux étaient publiés chaque année, le 2 des ides de novembre (1).

En 1522, François I^{er} créa une quatrième chambre et vingt nouveaux conseillers, qui payèrent leur charge chacun trois mille *aureus* (2) ; plus tard, le nombre des présidents fut aussi augmenté à prix d'argent. En 1543, le même roi, toujours pressé par ses besoins d'argent, créa vingt nouvelles charges de conseillers.

(1) Le 11 novembre, fête de saint Martin.

(2) Monnaie romaine en or, dont la valeur varia, sous les empereurs, de vingt-huit à vingt-cinq francs.

Charles VII, vers 1453, rendait l'édit suivant :
« Depuis la fête de Pâques, les présidents et les conseillers devront être réunis dans leurs chambres à six heures du matin, et, à partir de la Saint-Martin, un peu après l'heure qui vient d'être indiquée ; ils se réuniront encore après le repas du milieu du jour. »
Nous sommes loin du règlement de Charlemagne, qui ordonnait aux comtes de n'avoir leurs plaids que lorsqu'ils seraient à jeun.

Ici se termine le chapitre XXV de l'édition de 1600 ; l'édition de 1576 continue de la façon suivante :

Mais dans ces parlements et parmi ces avocats royaux, il y a beaucoup de choses que les hommes de cœur et de vertu supportent impatiemment : le trafic des charges de judicature est pratiqué ; les magistrats entrent en charge par un parjure public ; les parlements sont une source de procès ; le tiers des habitants de la France se livre à la pratique de l'art de la chicane.

Actuellement, en effet, sont bien rares les charges qui ne sont ni vendues ni achetées, et pourtant, comme le dit le César Alexandre Sévère, on ne pourrait sans rougir punir celui qui, ayant acheté sa charge, la revend.

Mais les hommes sensés de la France protestent contre ce trafic et s'indignent de ce que soit ainsi mis en vente et soit acheté ou vendu à prix d'argent, ce qui est la plus sainte de toutes les choses humaines. Aussi il arrive que, comme le boucher qui revend au détail sur le marché, les bœufs qu'il a achetés en gros, le magistrat qui a acheté sa charge, vend la justice en détail à chaque plaideur.

Et Hotman, dans un mouvement d'éloquence, s'écrie : « Je prends à témoin le Dieu immortel, le ciel, le soleil, la race humaine vivant actuellement, celle qui viendra plus tard, que je déplore à bon droit et à juste titre un si horrible fléau, un tel opprobre, un tel déshonneur et une telle infamie ; et ni l'impudence d'un Matharel, d'un Masson ou de je ne sais quel avocat menteur de même sorte, ni les calomnies à gage de quelque flatteur de cour, ne me feront jamais, s'il plaît à Dieu, changer d'opinion pour le soulagement de ma patrie. »

Lorsqu'un magistrat entre en charge, il doit, devant le Parlement, prêter serment qu'il n'a rien donné ni promis pour cette charge, ni lui-même, ni personne en son nom ; et ce serment est donné et reçu sans crainte, et d'après une formule consacrée.

Les parlements ont été institués pour mettre fin aux discussions entre les citoyens, mais qui ne sait en France que non seulement ils éternisent les procès qui sont portés devant eux, mais encore qu'ils sont la cause de beaucoup d'autres.

Enfin, n'est-il pas malheureux et révoltant de voir que la nation française, la plus apte de toutes celles que le soleil éclaire, aux lettres et aux arts, passe son temps en chicanes de justice, à cultiver les fourberies et les bassesses d'avocasseries que l'on dirait puisées dans des lieux immondes.

Et Hotman termine ainsi :

« C'est pourquoi, si, malgré les fureurs des guerres civiles, il nous est donné par la bonté de Dieu, de voir rétablie en France l'autorité de livres saints, de telle sorte que la jeunesse s'adonne à leur étude ; il

n'est pas de doute que, de même que les ténèbres s'enfuient au lever du soleil, les arts de la chicane et de la procédure ne soient chassés.

» C'est ce que, par mes continuelles prières, je demande au Dieu très bon et très grand de nous accorder par la gloire du Christ, son fils et notre Emmanuel. »

LIVRE II

DE JURE REGNI GALLIÆ

Leges de successione regia continens.

Le livre *de Jure successionis regie* contient les règles suivies pour la succession royale. Telles qu'Hotman les expose, elles ne sont que le développement des principes qu'il a posés au chapitre XXIII du premier livre.

Nous allons les énumérer sans insister, d'ailleurs, sur celles dont il a déjà parlé.

1° « Le fils aîné du roi, ou, s'il est mort, son fils, » est, du vivant du roi régnant, désigné comme son » successeur et doit lui succéder sur le trône et dans » le domaine royal. »

Le fils aîné est donc roi désigné, on l'appelle le « Dauphin ». Lorsqu'il n'existe aucun fils du roi, celui qui est le plus rapproché de la couronne est appelé « Monseigneur », mais le fils du roi est

appelé « Monseigneur le Dauphin », afin que l'on sache qu'il est le fils aîné du roi et qu'il est appelé à avoir la plus haute dignité.

Le fils premier-né est, du vivant de son père, seigneur avec lui, de sorte que le père venant à mourir, le fils n'acquiert pas une nouvelle propriété, mais seulement l'administration du royaume. Il est dit seigneur et il l'est véritablement et proprement, parce que son père ne peut disposer du royaume à son préjudice, il n'a pas le droit de se choisir un successeur ni d'adopter un fils ou de disposer de son royaume par une donation entre vifs ou par testament. Ce n'est pas de son père qu'il reçoit le droit de primogéniture, mais de la loi du royaume; de sorte que ce royaume n'est ni héréditaire ni patrimonial, mais qu'il s'acquiert par la loi et la coutume et le droit du sang.

Si le fils aîné vient à mourir, son fils le représente dans le droit de primogéniture et succède à son grand-père, à l'exclusion des frères de son père, s'il en existe.

C'est d'ailleurs une erreur de dire que le fils aîné du roi est *l'héritier présomptif de la couronne*. On s'exprimait ainsi pour le fils du citoyen romain, qui était dit héritier présomptif de son père, mais celui-ci pouvait le déshériter et instituer à sa place une personne étrangère; il n'en est pas ainsi du roi de France qui ne peut disposer par testament ni du trône ni même du domaine de la couronne, car, comme nous l'avons déjà dit, le fils aîné ne les reçoit pas de son père, mais bien de la loi du royaume; il ne doit donc pas être appelé héritier présomptif, mais héritier *certain, nécessaire, destiné, désigné*.

Lorsque le roi meurt laissant sa femme enceinte, un curateur est donné au royaume jusqu'à la naissance de l'enfant.

2° « Ni fille ni femme ne sont admises à la succession du royaume. »

3° « Aucun bâtard, même légitimé, n'est admis à la succession royale. »

Cette loi est conforme au droit féodal, d'après lequel les enfants naturels ne sont admis ni seuls ni avec d'autres, à la succession du fief, et lorsque l'on dit, dans la première loi, qu'à la mort du roi le trône est attribué à son fils aîné, c'est du fils né en justes noces que l'on doit l'entendre. La légitimation ne donnerait aucun droit sur le royaume au fils naturel du roi, car elle lui donne seulement un père et le laisse étranger à tous les autres agnats.

4° « A défaut d'héritier mâle dans la ligne directe, on prend dans une autre ligne de la même race, l'agnat le plus proche auquel le royaume est alors attribué. »

Cette règle est également conforme au droit féodal. En effet, lorsqu'un héritier mâle vient à manquer dans la ligne du premier investi, le fief passe dans une autre ligne et est attribué dans cette ligne à celui qui est du degré le plus proche.

D'après le droit romain, l'héritage des agnats ne se transmettait plus après le dixième degré et celui des cognats après le sixième, mais l'héritage royal et l'héritage féodal se transmettent à l'infini, car ce n'est pas en tant que père, oncle, cousin germain ou issu de germain que l'on succède au possesseur du fief, décédé, mais en tant que petit-fils ou arrière-

petit-fils de celui qui fut le premier investi du fief. Il en est de même pour la couronne de France dont on hérite comme descendant du premier auteur de la race, et non pas seulement parce que l'on en est issu, mais bien comme si l'on en était né directement.

Hotman fait ici une application de la théorie qu'il vient d'exposer, à la branche des Bourbons : un héritier mâle venant à manquer dans la branche des Valois, le royaume doit passer à la branche des Bourbons dont le fils aîné, Antoine, est mort laissant un frère, Charles, et un fils, Henri. Le royaume doit appartenir à Henri et non à son oncle, car celui-ci, bien qu'étant d'un degré plus rapproché, est d'une ligne plus éloignée; or c'est dans la même ligne que le degré doit être compté.

Hotman se pose ici cette question : les droits de l'agnat le plus proche du roi, quant à la succession du trône, sont-ils égaux à ceux du fils aîné ou en diffèrent-ils ? et il discute alors les droits que François I^{er}, le plus proche agnat de Louis XII et son héritier, avait d'obtenir un apanage. Il conclut que c'est à tort que Louis XII le lui a refusé; qu'il lui était dû en sa qualité de fils premier né par la fiction de la loi. Henri de Bourbon, roi de Navarre, a les mêmes droits qu'avaient François I^{er}, du vivant du roi Louis XII, et François, duc d'Alençon, frère du roi Henri, actuellement régnant, lorsqu'il était encore en vie.

5^o « Le roi étant mineur, le royaume est administré jusqu'à sa majorité, par un conseil composé d'un certain nombre des plus importants person-

» nages du royaume, que les Etats généraux ont
» désignés. »

L'*Ecclésiaste* dit : malheur à la terre dont le roi est un enfant (1), mais aucun grand malheur ne peut arriver à la France, car dès qu'une affaire d'importance se présente, les Etats généraux sont convoqués et elle leur est soumise.

Ainsi en 1380, le testament de Charles V fut annulé et une assemblée décida que l'administration du royaume serait confiée à Louis, oncle du roi mineur, avec, auprès de lui, un conseil formé d'un certain nombre d'hommes expérimentés, désignés par les Etats.

En 1484, les Etats généraux de Tours choisirent quelques princes auxquels l'administration du royaume devait être confiée, aussi longtemps que cela serait nécessaire, bien que le roi eût dépassé l'âge fixée pour la majorité.

6° « Si le roi laisse plusieurs fils après sa mort,
» il est attribué aux puînés des apanages suffisants
» pour soutenir leur dignité et entretenir leurs
» familles. »

Ici Hotman reprend la distinction qu'il a déjà établie entre les biens fiscaux, patrimoniaux, publics et privés. Il distingue également le domaine de la couronne, que l'on peut appeler le patrimoine du royaume, et que l'on doit considérer comme constituant la dot attribuée au roi, par ses peuples, pour

(1) *Ecclésiaste*, chap. x, verset 12 : « Malheur à toi, terre, dont le roi est un enfant, et dont les gouverneurs mangent dès le matin ! »

soutenir avec leurs revenus la charge et la dignité du royaume. A la mort du roi, ce domaine qui lui a été donné à titre de jouissance, doit être transmis à son successeur, qui est son fils aîné, absolument intact et sans aucune diminution dans toutes ses parties. D'autres domaines sont attribués aux fils puînés, afin qu'ils puissent maintenir leur dignité et entretenir leurs familles. Ce sont ces domaines que l'on appelle apanages.

C'est à tort que l'on a donné à l'apanage le nom de légitime; la légitime, en effet, est assurée aux enfants avec le plein droit de propriété, tandis que ceux à qui l'apanage est attribué, n'en obtiennent que l'usufruit et, pour cette raison, ne peuvent ni l'aliéner ni l'engager; de telle sorte que, bien qu'il soit transmissible aux enfants mâles, si ceux-ci viennent à manquer, il retourne à la couronne et lui est réuni.

Il y a cependant une grande différence entre l'usufruit et l'apanage, car l'usufruit est personnel et temporaire, il s'éteint à la mort de l'usufruitier; l'apanage semble, au contraire, se rapprocher du fief qui, lorsque le vassal vient à mourir, est constitué à nouveau dans la personne de son fils. Il y a lieu alors à nouvel hommage et à nouvelle investiture.

Mais quelles règles doivent être observées pour la désignation d'un apanage, et de quelle importance doit-il être pour chaque fils? Tout cela est laissé à la décision du roi ou à celle des Etats généraux.

Hotman reprend ici la question de l'apanage à attribuer à l'agnat le plus proche, et il décide que,

lorsque par l'accession de l'apanagé au trône, son apanage a été réuni à la couronne, celui-ci doit être immédiatement reconstitué et attribué au prince du sang le plus proche.

Un apanage était dû à François I^{er}, parent le plus proche de Louis XII, comme il en est dû un à Henri de Bourbon, roi de Navarre, descendant le plus rapproché de saint Louis qui soit encore vivant, et désigné par la loi de la patrie comme l'héritier et le successeur du roi régnant dont, par une sorte de fiction légale, il est le fils aîné; il a, en outre, le droit de porter les armes royales sans aucune modification.

7° « Le roi ne peut aliéner aucune partie de son » royaume sans l'examen, l'approbation et le consentement des Etats généraux. »

De cette loi découle la solution de cette célèbre question : Le roi régnant est-il tenu par les conventions passées par le roi son prédécesseur?

Pour le domaine, puisqu'il n'en est que simple possesseur fiduciaire et qu'il est obligé de le remettre à son successeur, il n'y a aucun doute que le successeur n'est pas lié par les conventions conclues par le roi son prédécesseur, si ces conventions n'ont pas reçu l'approbation des Etats. Il en est de même pour les cités du royaume et pour les biens qui leur appartiennent, car rien n'est permis au roi de ce qui peut porter préjudice à l'Etat; il n'a pas le pouvoir d'éteindre un fief, parce qu'il porterait préjudice aux autres vassaux; de même il ne peut engager ni aliéner aucune ville de son royaume, sans l'assentiment des Etats généraux.

Quant à ce qui regarde ses biens patrimoniaux, le roi défunt peut obliger son successeur pour les créances portant sur ces biens, comme un défunt quelconque engage son héritier quel qu'il soit.

LIVRE III

DISPUTATIO DE CONTROVERSIA INTER PATRUUM ET PATRIS FILIUM

Ou de la querelle de l'oncle et du neveu.

Dans cet écrit, composé de vingt-huit paragraphes, Hotman rappelle rapidement, dans les douze premiers, les arguments dont s'est servi son adversaire, Matteo Zampini, pour soutenir la cause du cardinal de Bourbon; il donne ensuite les siens en faveur de la thèse qu'il soutient, c'est-à-dire en faveur du neveu.

Ces arguments sont ceux qu'il a déjà employés, soit dans la *Franco-Gallia*, soit dans le *de Jure successionis regie*; il serait fastidieux de les reproduire de nouveau avec tous les développements qu'il leur donne, nous nous contenterons donc de les résumer rapidement.

Hotman commence par exposer la loi du royaume qui, si on ne la trouve pas dans les archives publiques, ni dans les registres du Parlement, ni dans les livres des jurisconsultes, est gravée dans le cœur de tous les Français ; elle a, d'ailleurs, par une pratique continuelle et la coutume de tant de siècles, acquis force de loi écrite.

Or, cette loi du royaume veut qu'à la mort du roi, son fils aîné lui succède ; si celui-ci meurt avant son père en laissant un fils, c'est ce fils qui est le seul héritier.

Si dans cette ligne les héritiers mâles viennent à manquer, la transmission de l'hérédité se fait dans la ligne la plus proche de la même race, et dans cette ligne le même ordre de succession sera conservé.

Le roi a donc non seulement son fils pour héritier, mais encore son plus proche agnat ; or le plus proche agnat se détermine d'abord par la ligne et ensuite par le degré dans cette ligne ; c'est ce qu'Hotman appelle le *Jus suitatis regialis*, ou le droit de « succession, de descendance royale ». *Ce Jus suitatis regialis n'est rien autre chose que la vue, la perspective de l'hérédité assignée, promise, désignée, stipulée par la loi du royaume, du vivant même du roi, au fils aîné de celui-ci ou à son premier agnat.*

Il ne peut y avoir qu'un seul héritier du royaume qui, au moment du décès de son prédécesseur, est immédiatement constitué roi, et nul ne peut être roi que celui qui est à la tête de la famille royale et qui est désigné par la loi comme étant l'héritier du trône.

Ses droits sur le royaume sont d'ailleurs identiquement les mêmes que ceux du roi défunt.

Le frère aîné exclut son frère moins âgé, et le petit-fils, héritant du rang de son père, élimine, par conséquent, son oncle : la ligne du fils aîné devant être préférée à la ligne du fils plus jeune, c'est-à-dire de l'oncle. Car, sans cela, le petit-fils, né du fils aîné, serait dans une condition pire que celle de son père, et le petit-fils, né du fils puîné, serait, au contraire, dans une condition meilleure que celle de son père, ce qui serait absurde. Tous les deux doivent donc succéder au rang, à la condition, au droit de chacun de leurs auteurs.

Les honneurs attachés au rang reviennent de droit à celui qui obtient le rang.

La succession féodale transmise est toujours rapportée au premier investi : ainsi le successeur du successeur du premier investi est le successeur de ce premier investi ; d'après tous les feudistes, l'héritier, successeur d'un fief, tient son droit, non pas de ce qu'il est le plus proche agnat du défunt, mais bien parce qu'il est considéré comme étant, sans interposition, le fils du premier investi. Il en est de même pour le trône de France.

L'hérédité acquise à une ligne, continue indéfiniment et sans interruption.

La succession royale a une grande ressemblance avec ce que l'on appelle « *substitution par fideicommissaire* », et comme s'il avait été stipulé qu'elle serait toujours attribuée au fils aîné.

Hotman donne ici la différence qui existe entre la transmission et la représentation : par la transmission on n'obtient la succession d'un bien que par l'intermédiaire de la personne qui a possédé ce bien

en dernier lieu ; par la représentation, le droit de succession est transporté directement du premier possesseur au dernier survivant, comme s'il n'y avait jamais eu aucune personne interposée entre le premier et le dernier.

Hotman va encore plus loin et il admet que le petit-fils tient son droit, non de son père, mais de lui-même, *sed suitatis suæ jure*, de la place qu'il occupe à la mort de son père.

Nous ne le suivrons pas dans ces subtilités.

Il termine en disant : « Par tout ce qui précède, je pense avoir montré d'une manière assez complète, pour qu'il n'y ait plus doute pour personne, que la cause du petit-fils l'emporte sur celle de l'oncle, non seulement d'après le droit civil et le droit féodal, mais encore d'après l'équité et le droit naturel. »

Seul, donc, le petit-fils doit être admis à la succession du royaume, à l'exclusion de son oncle ; c'est-à-dire Henri, fils d'Antoine, considéré comme fils aîné de la race et de la lignée, doit être admis à la succession du royaume, à l'exclusion de son oncle, Charles, frère du fils aîné.

LE

MATAGONIS DE MATAGONIBUS

Nous avons déjà dit que l'on essaya de répondre à la *Franco-Gallia* d'Hotman. Parmi ses contradicteurs, se trouvèrent un certain Matharel qui se disait procureur de la reine-mère, un jésuite, nommé Papire Masson, et un avocat au Parlement de Paris, nommé Pierre Turreau. Ce dernier fit paraître son écrit avec ce titre : *Petri Turelli Campani et in supremo Galliarum senatu advocati, contra Othomani Franco-Galliam, libellus, Parisiis, 1576*. Hotman ne le connut pas ou, plutôt, dédaigna d'y répondre.

Au livre de Matharel : *ad Francisci Hotomani Franco-Galliam Antonii Matharelli responsio*, il opposa son *Matagonis de Matagonibus*, avec cette épigraphe : *Respondo stulto secundum suam stultitiam* (1). Il y répond aux objections principales qui lui sont faites, ce qui suffit pour faire connaître un ouvrage réellement de peu de valeur.

Nous ne pouvons donner du *Matagonis de Matagonibus* d'aussi larges extraits que nous l'aurions désiré, nous espérons, néanmoins, que l'analyse que nous allons en faire, aussi incomplète qu'elle soit, suffira pour que l'on puisse connaître la verve

(1) *Proverbes*, xxvi, 5.

inlassable et intarissable avec laquelle Hotman fustige et bafoue son contradicteur.

Il commence donc ainsi :

Il est sorti dernièrement, non du paradis, mais du palais parisien, qui est le paradis des avocats, un livre qui a paru sous le nom d'Antoine Matharel, se disant procureur général de la reine-mère ; il a été composé en faveur et pour le service des Franco-Italiens et en haine, dédain et mépris, des Franco-Gaulois.

Puisque Matharel m'accuse devant tous les savants de France, je ne les récusé pas, mais je ne veux pas qu'ils soient baillants, comme il les appelle, mais attentifs et vigilants. Il me reste cependant un scrupule : Matharel peut-il être admis à porter une accusation, les fous, les ineptes et les furieux ne l'étant pas ? Il y a pourtant un précepte de Jehan-André de Tiraqueau (1) d'après lequel l'acte fait par un fou est valable s'il a été accompli dans un moment où il avait sa raison ; et l'on dira, alors, que quoique Matharel soit fou, ce qui apparaîtra bien dans les choses qui suivront, il a, néanmoins, des intervalles lucides et, bien que l'on ne puisse savoir si son livre a été écrit pendant ses moments de fureur, on peut admettre qu'il l'a été dans un moment lucide.

Matharel dit, dans sa dédicace, qu'il a voulu vaincre « l'aboiement de l'exilé ». Jamais semblable expression n'a été employée, les paroles lient les

(1) Tiraqueau, jurisconsulte français, né vers 1480 à Fontenay-le-Comte, mort en 1558. Son érudition était très étendue ; ses œuvres furent publiées par son fils. (5 vol. in-folio, Lyon, 1574.)

hommes, et les cordes les cornes des taureaux, mais on n'a jamais entendu dire « vaincre l'abolement d'un exilé ». Mais il faudrait chercher par quel jugement, quand et par qui rendu, l'auteur a été condamné, relégué ou déporté, et voir s'il ne fut pas plus honnête à lui de s'éloigner d'une patrie où trente mille bons Français ont été tués en deux jours par la trahison de ces Italo-Gaulois ; et, enfin, s'il lui manqua honteusement à cette patrie, ce jurisconsulte, vers lequel sont attirés journellement les jeunes gens les plus nobles et les plus illustres.

Mais les savants de la France ne pourront pas mordre sur la *Franco-Gallia*, parce que celui qui l'a écrite s'est borné à rapporter les paroles des historiens, et qu'il n'a rien avancé dans ce livre qu'il ne l'ait, aussitôt, appuyé par leur témoignage et celui des chroniqueurs ; et, d'autre part, on ne peut en vouloir à celui qui n'est que le simple narrateur d'un fait.

Mais, afin qu'on ne puisse douter de la folie de Matharel, nous citerons l'exemple suivant :

« *Hotman, dit-il, soutient qu'autrefois le royaume était attribué à l'élection ; c'est comme s'il disait que l'on pouvait s'emparer du royaume par des suffrages achetés, car c'est à cela que tendent tous les exemples mensongers qu'il cite, tous les discours qu'il tient : c'est le but de son livre.* »

O Matharel ! bardocucullé ! cucurbitable ! Si un âne d'Auvergne, ta patrie, pouvait parler, parlerait-il différemment ? Crois-moi, si je deviens roi, tu seras inscrit le premier sur le registre de mes salariés ;

non pas que je te fasse procureur général, car tu ne comprends rien au droit, mais tu seras mon archifou, comme Triboulet le fut de Louis, et lorsque tu recevras l'investiture de tes fonctions, je te donnerai un beau bâton blanc auquel sera attaché une vessie pleine de pois retentissants.

De son côté, Masson dit que, depuis plus de six cents ans, les rois de France montent sur le trône par droit de succession. La *Franco-Gallia* ne parle pas autrement. Mais c'est un véritable sophisme de sa part lorsqu'il ajoute que Cedrenus (1), qui est un auteur relativement récent, rapporte que, de son temps, les rois de France montaient sur le trône par droit héréditaire ; car ce qui était la coutume au temps de Cedrenus, ne l'était pas au temps de Charlemagne et de la race des Mérovingiens.

Mais pourquoi Masson et Matharel sont-ils si fort irrités contre l'auteur de la *Franco-Gallia* qui n'est que le simple narrateur des faits qui y sont relatés, de telle sorte que si on enlevait de son livre ce qu'il a rapporté, d'après les historiens et les chroniqueurs, toutes les pages en resteraient blanches ?

Lors donc que Masson dit que l'auteur de la *Franco-Gallia* a composé son livre lorsqu'il était rempli de fureur et de folie, après s'être enivré dans quelque cabaret, c'est une impudence digne du fouet et de la prison. Il ferait mieux de reprocher à son Cujas recatholiqué, la fureur et la folie avec

(1) Georges Cedrenus, chroniqueur byzantin qui vivait au onzième siècle. Il est l'auteur d'un tableau historique embrassant l'histoire du monde depuis la création jusqu'à l'année 1057.

lesquelles il critique les écrits des autres pour se taire ensuite lorsqu'il a été réfuté.

Tout ce qui précède se rapporte à l'écrit de Masson et à la lettre adressée par Matharel au lecteur. Hotman aborde ensuite la discussion du livre de son contradicteur.

Matharel lui reproche d'abord d'avoir omis sur l'ancienne Gaule beaucoup de choses qui se trouvent dans Bérose, Manéthon, Philon, Justin. Hotman ne les a pas reproduites d'abord parce que, la plupart du temps, ce ne sont que des fables, « *flûtes de pâtres ne servant qu'à faire danser les chèvres* » ; ensuite parce qu'elles ont été soigneusement et exactement exposées par Picard Trotterianus dans le livre qu'il a écrit sur l'*ancienne Celtopédie*.

C'est à tort également qu'il lui est reproché d'avoir dit qu'avant l'arrivée de César, les cités des Gaules étaient libres ; il est connu, en effet, que les plus importantes ne dépendaient que d'elles-mêmes.

Matharel prétend ensuite que l'ancienne langue des Gaulois ne différait pas beaucoup de la langue vulgaire actuelle, et il s'appuie pour le prouver sur ce fait que les Gaulois se servaient des mots *leuca* et *beco* dont nous avons fait lieue et bec. « Le raisonnement de Matharel, dit Hotman, est celui-ci : On peut montrer dans le français d'aujourd'hui cinq ou six mots tirés de l'ancien gaulois, donc l'ancien gaulois fut semblable au français actuel. »

Mais l'argument suivant de l'auteur est bien supérieur « puisqu'il y a peu de mots provenant de l'ancien gaulois, il faut qu'il ait été très différent et

très dissemblable de la langue dont nous nous servons actuellement ».

Matharel assure ensuite que l'anglais actuel n'est pas la vieille langue gauloise : « Où l'auteur de la *Franco-Gallia* a-t-il dit quelque chose de semblable ? Et qui ignore que les anciens Bretons sont tout autres que les Anglais ? Et lorsqu'il dit que la langue des anciens Gaulois fut semblable à celle des anciens Bretons, en quoi cela a-t-il rapport à la langue anglaise moderne. »

Matharel soutient ensuite que notre langue moderne n'a rien tiré de la langue germanique. Hotman cite alors une quarantaine de mots français qui, d'après lui, viendraient de l'ancien germanique, et il fait remarquer qu'il n'a jamais dit que les Gaulois du temps de César se servissent de la langue germanique, comme l'affirme son contradicteur qui ajoute : « Il nous ferait tous Germains s'il le pouvait. »

Beaucoup te répondront, dit Hotman, qu'il serait préférable pour le royaume de France d'être germano-gaulois que d'être, comme il l'est actuellement, italo-gaulois.

« O malheureux ancêtres des nobles Français, s'écrie-t-il, si dans une autre vie vous vous occupez de ce qui se passe sur cette terre, que diriez-vous de vos fils et de vos petits-fils dégénérés ! Un fils de banqueroutier administre les affaires militaires ; un vieux renard ignorant gouverne la justice. Tous les impôts publics sont entre les mains des publicains italiens, les fermes, les revenus des bénéfices, des évêchés, des abbayes sont aux Italiens ; ils sucent le sang et la moelle du malheureux peuple français.

Qui furent les inventeurs et les exécuteurs des massacres et des supplices ? les Italo-Gaulois (1) ; qui furent les inventeurs de tant d'impositions par lesquelles le pauvre peuple est écrasé ? les Italo-Gaulois ; qui furent les conseillers de la guerre et les auteurs de tant d'infamies ? les Italo-Gaulois ; qui sont ceux qui, encore aujourd'hui, empêchent la paix par leurs mensonges et leurs fourberies ? les Italo-Gaulois. Que la France soit donc nommée *Italo-Gallia*, si Matharel et ses compagnons le préfèrent, car à une chose nouvelle il faut un nom nouveau, et les noms doivent s'accorder aux choses. »

Matharel critique Hotman de ce qu'il attribue aux Francs une origine germanique et il affirme que, d'après Tite-Live et César, ils ont la même origine que les Gaulois. Il l'accuse de plagiat, de tronquer les textes d'Aimoin, d'Agathias, etc., etc. ; de ne rapporter que ceux qui lui sont favorables ; de ne pas prouver ce qu'il avance ; de vouloir remettre en vigueur la coutume de conduire les rois aux assemblées dans un char traîné par des bœufs et portant une longue chevelure. Il conteste le droit qu'avaient les anciens Francs, réunis en assemblée, d'élire leur roi, de le déposer et d'en choisir un autre dans une race différente ; il affirme, enfin, qu'il cherche par tous les moyens possibles à renverser la monarchie.

Hotman répond à tous les arguments qui lui sont opposés, aux accusations portées contre lui par son adversaire ; il l'écrase sous les éclats d'une puissante

(1) Birague, le duc de Nevers, le maréchal de Retz, tous les trois Italiens.

raillerie ; il lui applique des épithètes d'une particulière saveur et qui surprennent souvent par leur étrangeté. Il lui reproche, à son tour, de reproduire les accusations portées par les étrangers contre la nation, et puisque les docteurs appellent fou celui qui jette des pierres, Matharel l'est certainement pour avoir lancé un si stupide libelle. Il ne sait d'ailleurs pas la plupart du temps ce qu'il dit, et il semble plutôt braire comme un âne d'Auvergne que parler comme un homme, lorsqu'il s'occupe des connétables dont il ne donne pas même l'étymologie du nom, ou des pairs de France dont il fait remonter l'origine aux douze commissaires chargés de terminer la discussion soulevée entre le roi Clotaire II et son fils Dagobert, et dont parle Aimoin.

Il fait un odieux mensonge lorsqu'il accuse l'auteur de critiquer l'organisation actuelle du royaume, et il ne pourrait citer le plus petit passage de la *Franco-Gallia* se rapportant à ce sujet.

C'est avec une véritable impudence qu'il lui reproche de désirer qu'une quatrième race de rois s'établisse en France : « Ce que dit cet âne implique contradiction, puisqu'il affirme antérieurement que son adversaire s'efforce de changer la monarchie en démocratie, et que maintenant il le présente comme désirant une quatrième race royale. Et laquelle ? Scarabée ! Et si tu donnes la religion pour motif, il te sera répondu qu'il y a d'assez nombreux princes dans cette famille des Capétiens, qui l'aiment et qui l'honorent.

» Il est faux, dis-tu, que ce fut Hugues Capet qui rendit les grandes charges du royaume perpétuelles

et héréditaires. Et qui l'a dit, si ce n'est François Connan, Etienne Pasquier, Bernard Gérard, dont l'auteur n'a fait que reproduire l'opinion ? Pourquoi ne t'en prends-tu pas à eux ?

» Tu prétends que la question du droit des femmes dans la succession du royaume ne fut pas agitée dans l'assemblée des Etats généraux, mais à la cour du Parlement. Mais c'est Michel de L'Hospital qui l'affirme, et il ajoute que jamais plus illustre cause et plus importante ne fut introduite dans une assemblée. C'est Claude Seyssel, dans son *Traité sur la loi salique*. Et ne sais-tu pas que ce fut en 1328 que les Etats du royaume décidèrent cette question de l'hérédité des femmes et eurent la grande puissance et suprême pouvoir, venant immédiatement de Dieu, de décerner la couronne ?

» D'après Guillaume Postel (1), tu affirmes, d'ailleurs, que l'on ne doit pas dire la loi salique, mais la loi gallique, et tu es d'avis, avec lui, que c'est d'après une loi conforme à la nature que doit régner l'homme qui est le chef de la femme ; et immédiatement après tu t'efforces de montrer que l'administration du royaume doit être confiée aux femmes. Te frappant et t'adressant à ton adversaire, tu t'écries : O malheureuse la mère qui a engendré ce fouet du sexe féminin ! Et moi, je dirai à mon tour : O bienheureuses les entrailles qui te portèrent, ô Matharel ! patron, défenseur et avocat du sexe féminin ! Com-

(1) Guillaume Postel, érudit, né à Dolerie, près de Barenton (Manche), en 1505 ou 1506 ; il mourut en 1581. De ses nombreux écrits on ne cite guère que le *De orbis terræ concordia* et les *Très merveilleuses victoires des femmes*.

bien de grâces doivent te rendre, pour les bons offices, toutes les dames de la cour. Mais je crois que tu l'as fait par prudence, parce que, comme le dit Salomon, il n'y a pas de tête au-dessus de la tête du serpent, ni de colère plus grande que celle de la femme ; et tu t'es rappelé ce qui arriva à maître Jehan de Meung, qui composa le roman de la *Rose* contre l'honneur des femmes, et s'en excusa plus tard, disant que c'était œuvre de jeunesse.

» Il est, d'ailleurs, bien étonnant que Matharel soit si fort irrité contre un livre imprimé par delà les Alpes, lorsqu'il tolère celui que Denis Lambin (1) a publié à Paris, avec privilège du roi, bien plus, dédié au roi lui-même, et qui en dit tout autant que l'auteur sur le pouvoir remis entre les mains des femmes. »

Dans son dernier chapitre, Matharel reproche, enfin, à Hotman de condamner l'art de la jurisprudence qu'il enseigne lui-même. Mais, répond Hotman, l'art qu'il enseigne est tout autre que l'art de l'avocasserie exercé par son adversaire, et il y a autant de différence entre les deux qu'entre la vraie philosophie et la sophistique. « O Matharel, grand prévaricateur ! s'écrie-t-il, ne sais-tu pas que ceux qui aiment les procès sont réputés chercheurs de chicanes et contempteurs de la loi ; tu te mets en colère pour quelques mots qui ont été prononcés contre les mauvais avocats et contre les juges mer-

(1) Denis Lambin, philologue français, né en 1516 à Montreuil-sur-Mer, mort en 1572. On prétend que le mot *lambiner* vient de la lenteur de ses commentaires.

cenaires, et tu les défends en disant que sur dix mille qui sont dans les affaires, il ne s'en trouverait pas quatre qui n'aient acheté leur charge ! Ne sais-tu pas que le trafic des fonctions publiques est le commencement et la fin de toute improbité ?

» Aussi n'est-il pas de prince, d'abbé, d'évêque ou de marchand qui ne soient ruinés par les procès ; et les officiers du roi qui sont établis pour défendre le peuple, nuisent plus à un malheureux pauvre, par les frais d'un seul procès de *six blancs d'œufs*, que toutes les tailles, gabelles, impositions et charges militaires qui peuvent tomber sur lui pendant une année.

» Matharel a donc publié son écrit trop hâtivement et sans mûres réflexions, mais puisqu'il a été si inconsidéré, qu'il avale ce qu'il a broyé. Il aurait mieux valu pour lui passer son temps avec les fous de la Basoche, plutôt que de le perdre à composer d'aussi mauvais livres. »

R É S U M É

En résumé, dans sa *Franco-Gallia*, Hotman tient pour démontrées et certaines les propositions suivantes :

La Gaule supporta toujours avec impatience la domination romaine ;

Le Bas-Breton est un débris de l'ancienne langue gauloise ;

Les Francs sont un peuple d'origine germanique dont l'habitat premier s'étendait, sur les bords de la mer, depuis l'Elbe jusqu'au Rhin ; ils s'identifient avec les Canninéfates ;

Le nom de Franc veut dire libre, les Francs étaient les guerriers, le peuple libérateur ;

La Gaule ne fut pas conquise par les Francs, mais, après deux siècles de luttes continuelles, elle fut délivrée par eux du joug des Romains. Alors les tribus franques et les Gaulois affranchis, formant une seule nation, constituèrent le royaume franco-gaulois dont le premier roi Childéric, fils de Mérovée, fut élu par les suffrages du peuple assemblé ;

De tout temps, il y eut en France de grandes assemblées en qui résidait le souverain pouvoir ;

Ces assemblées élisait les rois et les déposaient ; elles déclaraient la guerre et faisaient la paix ; votaient les impôts, nommaient aux grandes charges du royaume, déterminaient les apanages à attribuer aux fils puînés des rois, désignaient le conseil de régence, se transformaient, dans certaines circonstances, en cours de justice ; s'occupaient, en un mot, et décidaient en dernier ressort, de toutes les grandes affaires de l'Etat ;

Le roi, comme nous venons de le dire, était choisi par le peuple dans ces assemblées, mais toujours dans la même famille ; la coutume de choisir le fils aîné finit par s'établir, de sorte que le royaume se transmettait de mâle en mâle par ordre de primogéniture ;

La loi salique, dans l'origine, ne s'appliquait qu'aux biens privés, elle ne s'occupait pas de la succession du royaume ;

Les femmes ne succèdent pas au trône de France. Lorsque les mâles viennent à manquer dans la ligne ou souche régnante, le trône passe à l'aîné de la ligne la plus proche ;

Rien dans la loi du royaume ne s'oppose à ce que une femme soit régente ;

Hugues Capet rendit perpétuelles et héréditaires les dignités et les grandes charges du royaume ;

Les successeurs de Hugues Capet transportèrent à une cour de justice le nom de Parlement et le droit de ratifier les lois du royaume. Cependant les Etats généraux conservèrent leur suprématie jusqu'après le règne de Louis XI qui lui-même fut contraint de la reconnaître.

TROISIÈME PARTIE

SYSTÈME POLITIQUE DE LA FRANCO-GALLIA

On a pu se rendre compte, par l'analyse développée que nous avons donnée de la *Franco-Gallia*, que ce qui frappe tout d'abord l'esprit dans ce livre, c'est la partie historique. Hotman, en effet, a reproduit avec un grand luxe de citations ce que les anciens historiens et les chroniqueurs lui ont donné se rapportant à nos origines et à nos anciennes institutions, et l'on pourrait, par suite, penser qu'en l'écrivant il n'avait pas d'autre intention que de produire un livre d'histoire qui, certes, aurait eu son originalité propre. Mais éclairé par sa préface en forme de lettre adressée à Frédéric, comte palatin du Rhin, et, comme le recommande Rabelais, brisant l'os médullaire pour en retirer la moelle, nous nous rendrons bien compte qu'il a voulu remettre en la mémoire

des Français de son temps, en les fixant et en les précisant, les principes de ce qu'il croyait être la vieille constitution de la nation et les rapports qui avaient existé, dans les temps anciens de la monarchie, entre les rois et le peuple.

L'histoire n'était donc, en somme, pour lui que le soutien d'une théorie (les droits du peuple) qui, plus tard, dégagée de tous liens historiques, sera présentée comme la conséquence des droits naturels de l'individu. Du reste, les contemporains d'Hotman ne s'y sont pas trompés, et négligeant les développements historiques que notre auteur, par prudence et aussi par plaisir d'érudit, avait introduits dans son œuvre, ils n'en retinrent que la partie politique, cause unique alors du succès de la *Franco-Gallia*.

Il le dit, d'ailleurs, lui-même, dans la préface dont nous venons de parler : « C'est en pensant ainsi aux grandes calamités dont souffre mon pays que je me suis mis, il y a quelques mois, à lire tous les historiens français et allemands qui ont écrit sur notre France, et que je fis ce résumé de la constitution qu'ils nous montrent y avoir été en vigueur pendant plus de mille ans, et par laquelle il nous est donné de voir combien grande a été la sagesse de nos ancêtres dans l'établissement de leur gouvernement.

» On pense ordinairement que les malheurs de la France sont nés de nos discordes intestines, mais ce n'est pas cette cause prochaine qui est à blâmer, mais le principe de cette cause lui-même, et le principe ici diffère beaucoup de la cause.

» Pour moi, donc, je suis entièrement persuadé

que cette véritable cause de tous nos maux est la blessure qui a été faite, il y a cent ans environ, aux excellentes institutions de nos ancêtres (1). »

Laissant donc de côté, pour l'instant, la base historique sur laquelle s'appuient les théories d'Hotman, nous nous efforcerons de mettre en lumière la partie de droit public que son œuvre contient. La tâche n'est pas sans présenter certaines difficultés car, il faut bien le reconnaître, nous n'avons pas affaire à un théoricien qui pose nettement et discute un principe pour en tirer des conséquences, par exemple, comme Hubert Languet qui, après avoir étudié et discuté l'origine de la souveraineté, en déduit des conséquences précises qu'il formule pour les étudier ensuite les unes après les autres.

Rien de semblable chez Hotman ; nous avons devant nous non un philosophe mais un historien qui apporte des faits qu'il laisse parler eux-mêmes, et dont il tire parfois de brèves conclusions. Aussi serait-il plus exact de dire qu'il constate, sa partie

(1) La *Franco-Gallia*, préface, p. 8, 9 et 10, édition de 1576. — « Superioribus quidem mensibus in tantarum calamitatum cogitatione defixus, veteres Franco-Galliæ nostræ historicos omnes et Gallos et Germanos evolui ; summamque ex eorum scriptis confeci ejus status, quem annos amplius mille in republica nostra viguisse testantur ; ex qua incredibile dictu est quantam majorum nostrorum constituenda republica nostra sapientiam cognoscere liceat.

» Nostræ autem reipublicæ incommoda etsi vulgo ex intestinis dissidiis nata existimantur, tamen hanc non causam, sed principium malorum esse animadverti ; quod principium a causa plurimum discrepare.

» Causam autem confirmo esse plagam quam annis abhinc circiter centum ab illo accepit, quem constat primum omnium præclara majorum nostrorum instituta labefactasse. »

critique étant en général insignifiante : il donne de nombreux exemples sans beaucoup d'ordre et les fait suivre fréquemment de cette phrase : « Ceci montre la sagesse de nos ancêtres », ou encore de celle-ci : « *Majorum nostrorum in constituenda republica sapientiam admiremur* » ; et bien souvent c'est tout.

C'est donc le lecteur lui-même qui, la plupart du temps, doit tirer les conséquences des faits allégués et cités ; la pensée de l'auteur est suffisamment transparente, mais la synthèse en est difficile ; ses réflexions, souvent fugitives, sont présentées au gré des événements historiques, et la théorie qui en découle est nécessairement disséminée dans l'ouvrage tout entier et se reproduit sans former un tout serré et condensé.

Le lien donc qui unit tous les aperçus politiques de l'auteur, c'est l'histoire ; lien un peu lâche, il faut le reconnaître, mais procédé habile, car ce n'est plus l'écrivain, qui disparaît, qu'il faut prendre à parti, mais l'histoire elle-même, ce qui est beaucoup moins facile. Hotman dit, en effet, en écrivant à son ami Dutilloy : « *Liber est historicus, historia facti est* », et dans sa réponse à Matharel, il dit encore : « Enlevez les récits de nos anciens chroniqueurs et il ne reste que des pages blanches. *Franco-Gallia enim tantum narrationi et relationi simplici vacat, quod si aliena dicta deleantur, charta remaneret alba* (1). »

(1) *Matagonis de Matagonibus.*

§ 1. — Origine de la souveraineté.

De l'origine ou de la source de la souveraineté en elle-même, Hotman ne parle pas. Naît-elle d'un contrat passé entre Dieu et les hommes, suivant la théorie de Languet, ou de l'accord, formel ou tacite, de tous les hommes voulant former une nation et mettant fin à l'état de nature en créant une autorité supérieure aux volontés individuelles, comme le pensait Rousseau ? Ce sont là questions philosophiques, discussions inutiles qui n'arrêtent pas notre auteur. Pour lui il n'y a pas d'hésitation possible, la souveraineté, c'est-à-dire le pouvoir de commander, existe non pas dans un être isolé, dans un roi, mais dans la nation tout entière, dans le peuple (1).

« Mais de la même façon que le pupille n'a pas été institué pour le tuteur, le navire pour le pilote, le troupeau pour le pasteur, ni l'armée pour le général, mais ceux-ci pour ceux-là ; de même la raison du peuple ne doit pas être recherchée ni trouvée dans le roi, mais bien celle du roi dans le

(1) *Franco-Gallia*, chap. xv, p. 188, édition de 1576. — « Ut, igitur, non pupillus tutoris, non navis gubernatoris, non exercitus imperatoris ; sed contra hi caussa illorum instituti sunt ; ita non populus regis, sed rex populi caussa, quæsitus ac repertus est. Potest enim populus sine rege esse, at sine populo ne fingi quidem cogitando rex potest. »

On peut rapprocher de ce texte un passage presque identique de saint Thomas : « Regnum non est propter regem, sed rex propter regnum. » Tiré du *de Regimine principum*, de saint Thomas, cité par Esmein : *Éléments de droit constitutionnel*, p. 159.

peuple, car le peuple peut exister sans roi, tandis que sans peuple le roi ne peut être ni pensé ni imaginé. »

Si le roi ne peut se concevoir sans peuple, le peuple est donc supérieur au roi, et c'est en lui que réside la souveraineté.

Le pouvoir qui n'est en somme que la mise en œuvre de la souveraineté, ne se comprend que s'il est exercé dans l'intérêt de tous, puisqu'il est donné par tous. Voilà bien, nous semble-t-il, la base la plus solide sur laquelle peut s'appuyer l'idée de souveraineté nationale : le droit du peuple est inhérent au peuple lui-même par cela seul qu'il existe. Telle nous paraît être l'idée d'Hotman : le pouvoir est aussi naturel que la société et ne saurait se concevoir sans elle.

Une conséquence découlant directement de cette conception de la souveraineté est celle-ci : ce qui est établi dans l'intérêt de tous doit être consenti par tous ; c'est la volonté générale qui fait la loi. « *Libertatis pars est, quorum periculo res geritur, ut illa eorum consilio atque auctoritate administretur ; et quemadmodum vulgo dici solet, quod omnes tangit, ab omnibus approbetur* (1). » Nous reviendrons d'ailleurs sur ce point en étudiant les limitations apportées au pouvoir royal.

Voici donc dégagé ce principe primordial que la souveraineté réside dans le peuple ; mais cette souveraineté le peuple ne peut la mettre en pratique, en l'exerçant directement lui-même, bien que, pour

(1) *Franco-Gallia*, chap. x, p. 116, édition de 1576.

certain auteurs, ce soit l'idéal vers lequel doit tendre toute véritable démocratie. Cette souveraineté disséminée, et comme à l'état de particules infinitésimales dans chacun des individus dont l'ensemble forme le corps de la nation, doit se concentrer, se concréter, s'objectiver, en quelque sorte, en une personnalité plus restreinte que celle d'un peuple, dans laquelle se trouveront alors réunis tous les droits et tous les pouvoirs constituant la souveraineté de la nation.

Mais qui donc, alors, sera dépositaire de cette souveraineté ?

La réponse, au temps d'Hotman, ne pouvait être douteuse. C'est le prince choisi par le peuple qui possède également le droit de le déposer : c'est en lui que réside non pas, à proprement parler, la souveraineté, puisque souveraineté veut dire puissance absolue, perpétuelle, et, par suite, ne se délègue pas, mais le pouvoir politique, le droit de commander.

La souveraineté est donc, pour le peuple, le droit non de commander, il n'en a pas la capacité, mais le droit de n'être commandé que par qui lui convient et suivant la justice et l'intérêt national.

Ainsi le peuple qui ne s'est jamais lié par un contrat, garde toujours par devers lui la souveraineté et le droit d'intervenir si ses gouvernants viennent à méconnaître l'intérêt national. Cette idée de la persistance indéfinie des droits du peuple peut se déduire de la théorie d'Hotman dans le *de Jure successionis regiae* : par une fiction juridique, en effet, le fils est censé succéder non pas en tant que fils de

son père, mais en tant que fils de l'ancêtre, auteur primitif de la race, auquel le peuple a confié le pouvoir, tous les rois intermédiaires étant supprimés; par suite le roi régnant ne peut avoir d'autres droits, ni un pouvoir plus étendu que ceux qui ont été donnés tout d'abord à l'ancêtre.

Ainsi, légitimes à l'origine parce qu'ils ont eu l'adhésion plus ou moins explicite de la nation, les gouvernants peuvent, par leur faute, perdre cette légitimité et être déposés par le peuple qui n'a jamais aliéné son droit de déposition.

Telle est, croyons-nous, la pensée d'Hotman touchant la souveraineté. La délégation de celle-ci par l'élection du roi faite par le peuple, s'impose donc, et c'est, en effet, le système admis par notre auteur, en principe, tout au moins.

Après avoir rapporté un passage de Tacite d'après lequel les Germains choisissaient leurs chefs à cause de leur valeur, il ajoute : « Je ne sais si l'on pourrait trouver quelque chose de plus sage et de plus salulaire pour l'Etat que cette règle; car (comme Plutarque nous l'enseigne fort bien dans sa *Vie de Sylla*), de la même façon que les chasseurs et les cavaliers ne choisissent pas un chien ou un cheval parce qu'ils sont de bonnes races, mais bien parce que ce chien ou ce cheval sont excellents, de la même façon ceux qui organisent un état sont dans une grande erreur s'ils prennent le prince qui leur naîtra, plutôt que de chercher celui qu'ils doivent prendre (1). »

(1) *Franco-Gallia*, chap. vi, p. 67, édition de 1576. — « Quo instituto, haud scio, an quicquam sapientius aut reipublicæ salutaris excogitari potuerit. Nam (ut Plutarchus in Sylla luculenter mo-

Malgré cette affirmation assez claire de la supériorité de l'élection des rois, il est permis de douter que ce fut au fond la réelle pensée de l'auteur, et ce qui le prouve c'est que, même dans la *Franco-Gallia* et surtout dans ses œuvres postérieures, il parlera des droits héréditaires des princes.

N'oublions pas, d'ailleurs, les circonstances dans lesquelles la *Franco-Gallia* a été écrite; malgré la modération de la forme et la prudence de l'attaque, Hotman vise surtout le pouvoir absolu des derniers Valois. Il poursuit un but, ce qu'il cherche c'est un contre-poids à l'absolutisme royal et il le trouve, nous le verrons, dans la toute puissance des assemblées, émanation directe du peuple qui vient contre-balancer et, en quelque sorte, dominer le pouvoir du roi.

Hotman attaque bien plus l'absolutisme que la royauté elle-même. Il est loin d'être un démocrate et lorsqu'il affirme la puissance populaire, il veut surtout faire ressortir que le pouvoir royal, issu du peuple, peut être modéré par lui ou par ses représentants. Il dira donc, dans ses lois du royaume, sans parler alors d'élection : « La succession du roi n'est pas attribuée à son successeur par testament et ne peut lui être attribuée de cette façon, celui-ci ne succède pas davantage en vertu d'une volonté non exprimée du roi son prédécesseur, et en l'ab-

net), quemadmodum venatores non quod ex generoso cane natum est, sed canem ipsum generosum quærunt; equites non quod ex equo generosissimo natum, sed equum ipsum expetunt; **eodem modo qui rempublicam constituunt, magno errore ducuntur, si quis princeps sibi agnaturus sit, potius quam qualem habituri sint, exquirant.** »

sence de toute disposition testamentaire; mais la coutume seule lui attribue le trône (1). »

La coutume, en fait, n'est qu'une adhésion tacite et prolongée du peuple. Il dit encore : « Lors donc que la couronne de France fut devenue héréditaire (coutume qui s'est établie insensiblement), elle fut attribuée au fils aîné du roi ou à son parent le plus proche du côté paternel (2). »

Le peuple a élu la souche ou race royale en se réservant le droit de choisir dans cette race et même d'en changer si elle méconnaît les véritables intérêts du royaume. La royauté héréditaire n'a donc en elle rien qui soit contraire au système de notre auteur, les droits de la nation restant imprescriptibles et celle-ci pouvant toujours, si l'intérêt national l'exige, les appliquer dans toute leur plénitude.

Il est juste, cependant, de faire remarquer que l'hérédité admise par Hotman n'est qu'une hérédité relative, puisque ce n'est pas un droit intangible. C'est cette manière de la concevoir qui fait qu'on ne pourra jamais voir en lui un partisan de l'hérédité pure, puisque toute succession, pour

(1) *Franco-Gallia*, chap. XXIII, p. 80, édition de 1600. — « Item, adeo ex vi consuetudinis in regno Franciæ succeditur, quod sicut nec ex voluntate dispositiva et testamentaria regis successio deferatur ejus successoribus, nec deferri potest; sic nec ex tacita voluntate ejus ab intestato dispositiva ei succedi potest; **sed solum consuetudo succedenti defert regnum.** »

(2) *Franco-Gallia*, chap. IX, p. 30, édition de 1600. — « Itaque, postquam, *recepta sensim consuetudine, Franco-Galliæ corona hereditaria esse cœpit, et vel filio, vel proximo agnato deferri, quamvis plures ejusdem gradus vel filii vel agnati essent; tamen uni tantum, seniori scilicet, ac natu maximo domanium illud attributum fuit.* »

être acquise, aura toujours besoin de l'assentiment des Etats.

Dans le *de Jure successionis regiae*, Hotman fait siennes les paroles suivantes de Terrirubius : « Pour le royaume de France, la succession héréditaire ou patrimoniale n'existe pas, mais simplement la succession ou subrogation du premier-né, ou de l'agnat le plus proche, à qui le royaume est dû de la loi ou coutume du royaume, de laquelle seule il reçoit le droit, et non de son père ou d'un autre prédécesseur. Et ainsi le droit de primogéniture, en ce qui touche un tel royaume, n'est pas reçu du père, mais de la loi du royaume elle-même; d'où il suit que ce royaume n'est ni héréditaire ni patrimonial, mais qu'il s'acquiert par le seul droit de la filiation ou du sang.

» Ainsi, le roi ne peut de son royaume faire l'objet d'un testament, même en instituant son fils premier-né, ou son plus proche parent, auquel le royaume revient naturellement, parce que l'institué ne peut recevoir le royaume par l'effet d'un testament ou d'une autre disposition paternelle qui ne vaudrait rien, mais il le doit recevoir par l'immuable loi du royaume d'après laquelle il est appelé (1). »

Voici donc un point établi : la souveraineté réside

(1) *De Jure successionis regiae*, édition de 1600, *lex prima*, p. 102. — « In regno Franciæ non habetur successio hereditaria sive patrimonialis, sed simplex successio, sive subrogatio primogeniti, vel proximioris agnati; cui regnum debetur ex sola lege vel consuetudine regni, a qua sola jus accipit, et non a patre, vel alio prædecessore et sic jus primogenituræ, quantum ad tale regnum, non habetur a patre, sed a lege regni; unde nec est hereditarium nec

dans la nation qui délègue ses pouvoirs à un roi. « Ce que nous venons de dire aboutit à ceci, comme nous l'enseignons, qu'anciennement le royaume franco-gaulois était déféré, non d'après un droit héréditaire, et comme un patrimoine privé, mais était conféré par la décision et les suffrages des ordres et du peuple. *Quæ omnia eo pertinet, ut doceamus, regnum Franco-Galliæ antiquitus non hereditatis jure, ut privata patrimonia, sed ordinum ac populi judicio et suffragio deferri solitum fuisse* (1). »

Mais le pouvoir ainsi conféré au roi est loin d'être absolu, sa conception même s'y oppose ; le roi est élu dans l'intérêt de ceux qu'il gouverne ; la royauté n'est qu'une fonction. « Le rapport qui existe entre le roi et le royaume est le même que celui qui existe entre le père et la famille ; aussi de la même façon que le pasteur doit prendre garde que ses brebis ne prennent aucun mal, de même l'office du roi est d'assurer le bonheur et le bien-être de ses concitoyens (2). »

Pour Hubert Languet, la royauté est une servitude

patrimoniale, sed mero jure filiationis vel sanguinis competit. Ita quod non posset rex de regno testari, etiam primogenitum vel proximiorum, cui regnum debetur, instituendo ; quia nullo modo posset institutus capere regnum vi testamenti, vel alterius dispositionis paternæ, quæ non valuit ; sed solum virtute legis immutabilis regni, a qua vocatur. »

(1) *Franco-Gallia*, chap. VII, p. 85, édition de 1576.

(2) *Franco-Gallia*, chap. XV, p. 188, édition de 1576. — « Rex eandem cum regno rationem habet, quam pater cum familia.

» An non ideo, quia sicuti pastor curare debet, ut oves suæ sint incolumes, neque iis quicquam desit ; ita Regis officium est, curare ut sui cives beati ac fortunati sint. » (*Franco-Gallia*, chap. XIX, p. 69, édition de 1600.)

publique. Le pouvoir ainsi déferé au roi n'est pas plus perpétuel qu'il n'est absolu ; ce n'est qu'une simple délégation et non une aliénation. Cette idée avait été déjà nettement affirmée dans la *Franco-Gallia*. Nous y lisons en effet :

« Tous ces témoignages montrent clairement que non seulement le peuple eut tout entier dans la main le droit de choisir ses rois, mais qu'il eut encore celui d'écarter et de rejeter les fils du roi défunt et de porter son choix sur des personnes étrangères à la race royale (1). »

Mais ce droit du peuple dans le choix des rois, comment est-il exercé, et que désigne ce mot si large de « peuple » ? Hotman nous parle bien des grandes assemblées ou Etats généraux qui comprennent le roi, les grands, le peuple ; mais si nous nous reportons aux exemples qu'il donne dans la *Franco-Gallia*, nous n'apercevons que le rôle des grands dans l'élection des rois : « Louis étant mort, et son fils Charles, qui plus tard fut appelé le Simple, étant encore au berceau, les grands de France pensèrent qu'à cause de son âge, il n'était pas en état d'exercer le pouvoir ; alors les grands Francs, Burgondes et Aquitains, réunis en Assemblée générale, après avoir réglé les affaires les plus importantes, élurent Odon (Eudes) tuteur de Charles et administrateur du royaume (2). » Et de même dans quantité d'autres passages.

(1) *Franco-Gallia*, chap. vi, p. 72, édition de 1576. — « Quæ testimonia eo magis notanda atque observanda sunt, quod populi jus demonstrant summum fuisse, non modo in regibus diligendis, verum etiam in regum filiis repudiandis, et alienis asciesendis. »

(2) *Franco-Gallia*, chap. xv, p. 182, 183, édition de 1576. — « Ludovico diem suum obeunte, Carolus filius ejus, qui Simplex

Quant au peuple, son nom n'est là qu'en parade et, bien que très souvent nommé, il n'avait qu'une part des plus minimes, ou plutôt aucune, dans l'élection des rois et la direction du royaume; et cela est facilement compréhensible, puisque le peuple, en tant que force consciente et agissante, n'existait pas. Le peuple, en principe, avait tous les droits, mais, dans la réalité, ils devaient être exercés par ses représentants naturels, les grands.

C'est bien là, croyons-nous, l'idée exacte d'Hotman, idée partagée par tous les théoriciens de la réforme; idées en harmonie, du reste, avec la doctrine de Luther; la prédestination pouvant s'appliquer aussi bien au monde politique qu'au monde moral: un petit nombre d'élus ou de prédestinés devant diriger la foule.

Mais que ce droit du peuple à se nommer des rois soit exercé par lui ou par ses représentants, le sentiment de la persistance de ce droit, constaté par Hotman, n'en subsiste pas moins, et nous le retrouverons en étudiant la question de la limitation du pouvoir royal.

Nous devons, d'ailleurs, reconnaître combien exacte était chez notre auteur l'idée de la souveraineté et combien logiques sont les conséquences qu'il en tire: la souveraineté ne s'aliène pas plus que les droits du peuple ne peuvent se prescrire.

pōstea dictus est, in cunis ævum agens patre orbatus remansit. Cujus ætatem Franciæ primores incongruam (ut erat) exercendæ dominationi arbitrati, consilium de summis ineunt rebus. Ibi Odonem Franci, Burgundi Aquitaniensesque *procere* congregati in unum, tutorem Caroli pueri, regnique elegere gubernatorem.

Cette dernière conséquence, qui découle nécessairement de la souveraineté, autrement celle-ci ne serait qu'une illusion, avait été déjà proclamée par Philippe Pot aux Etats de 1484 : « Quelle est la puissance, en France, qui a le droit de régler la marche des affaires quand le roi est incapable de gouverner ? Evidemment, cette charge ne retourne ni à un prince, ni au conseil des princes, mais au peuple de qui vient le pouvoir. »

Dans le système soutenu par Hotman, l'imprescriptibilité de la souveraineté est indispensable, car, sans elle, le pouvoir du roi devient absolu et tyrannique, et les assemblées des Etats n'ont plus de raison d'être.

La souveraineté ne se morcelant pas, ou le roi la possède intégralement, ou c'est l'assemblée et, alors, la sanction de son droit c'est de retirer au prince le mandat qui lui a été donné.

Hubert Languet développera l'idée sous-entendue chez Hotman . « De même que le cours continuuel de l'eau donne au fleuve une durée perpétuelle, de même la naissance succédant à la mort, rend le peuple immortel. Le temps ne retranche rien des droits du peuple, mais il ajoute aux torts des rois (1). »

Bodin place bien, lui aussi, la souveraineté dans l'ensemble des individus composant une nation, mais la conséquence que nous en tirons et qu'en tiraient, surtout alors, les adversaires de la royauté, l'embarrassait. Aussi déclare-t-il que cette souveraineté peut se céder et se transmettre comme un

(1) *Vindiciæ contra tyrannos*, p. 104, 105.

héritage, de telle sorte qu'une fois cet abandon effectué, la nation qui l'a consenti, n'aura plus le droit de la reprendre : « Le peuple ou les seigneurs d'une république peuvent donner, purement et simplement, la puissance souveraine et perpétuelle à quelqu'un, pour disposer des biens des personnes et de tout l'état à son plaisir, et puis le laisser à qui il voudra (1). »

La déduction n'était pas juste; du reste Bodin donne des armes contre lui lorsqu'il dit : « Le souverain ne peut se lier lui-même; le souverain ne peut engager ses successeurs. » Or le peuple dépositaire primitif de la souveraineté n'a pu s'engager pour l'avenir, ce qu'il veut aujourd'hui, il n'est pas sûr de le vouloir demain. Il n'a donc pu se lier.

Ces idées reprises et développées par Rousseau ont été consacrées en France par la Constitution de 1791, titre III, art. 1^{er} : « La souveraineté est une, indivisible, inaliénable et imprescriptible; elle appartient à la nation. »

§ 2. — Limitation du Pouvoir royal.

Le peuple détenteur de la souveraineté a donc délégué celle-ci au roi qui, comme nous l'avons vu, n'a de raison d'être que par le peuple. Mais ce pouvoir, quelle en est la nature, l'étendue; est-il absolu dans son exercice, ou limité par des règles fixes et contrôlé par le peuple qui se serait réservé certains

(1) Bodin cité par Baudrillart. *Bodin et son temps*, p. 270.

droits? La solution de la question posée est importante. On touche, en effet, ici, à une question de pratique journalière, et de la réponse donnée résultera pour le peuple la possibilité d'avoir ou de n'avoir pas un gouvernement libéral. La seule possibilité de déposer un roi qui ne plaît plus, n'est qu'une ressource extrême, peu efficace, du reste, à garantir les libertés d'une nation, la liberté ne naissant jamais d'une révolution. Aussi Hotman s'explique ici un peu plus longuement et plus clairement : « Certains empires, dit-il, comme la Turquie encore actuellement, ont été gouvernés par la volonté d'un roi, mais, dit fort bien Aristote, un gouvernement semblable n'est pas celui d'hommes libres et faisant usage des lumières de l'esprit et de la raison, mais bien plutôt celui d'hommes stupides et de brutes sans raison (1). »

Hotman n'était pas éloigné de croire que sur ce point la France ne différait guère de la Turquie, car dans un autre passage il s'exprime ainsi : « Je pense qu'il n'y a jamais eu aucun royaume, si ce n'est en Turquie, ou en un Etat semblable, dans lequel les citoyens n'aient pas conservé une certaine image de la liberté (2). » Mais s'il ne le dit pas

(1) *Franco-Gallia*, chap. x, p. 116, édition de 1576. — « Nam quod regna quædam unius regis arbitrio ac nutu gubernantur, quale hodie Turcicum, esse constat, rectissime Aristoteles animadvertit, non hominum liberorum et lumine mentis et rationis utentium, sed pecudum potius et brutorum consilii expertium eam gubernationem esse. »

(2) *Franco-Gallia*, chap. xii, p. 42, édition de 1600. — « Neque unquam regnum ullum fuisse arbitror, præter Turcicum, aut Turcici simile, in quo cives non aliquam libertatis imaginem retinerent. »

d'une façon explicite, d'autres, après lui, ne se gêneront pas pour le dire.

La comparaison allait de soi, et l'attaque, pour voilée qu'elle fût, n'en était pas moins directe.

Donc les Turcs subiront sans résistance un gouvernement despotique, mais les Français ont trop en eux l'idée de ce que doit être un peuple libre, pour le tolérer ; du reste, la sagesse des ancêtres y a pourvu, et l'exercice du pouvoir, en France, est entouré de tant de garanties, que le roi, le voulût-il, ne pourrait jamais porter atteinte à la liberté sans violer les lois les plus saintes et mettre sa conduite en contradiction avec celle de ses prédécesseurs.

Quelles sont alors, d'après la *Franco-Gallia*, les limites apportées à l'exercice de la souveraineté, limites que le respect de tous les rois qui se sont succédé sur le trône depuis six cents ans ont transformées en une véritable constitution du royaume ?

Nous allons prendre les affirmations de notre auteur, telles qu'il les donne, pour en déduire son système politique, sans discuter ici leur fondement historique, nous réservant de montrer, dans une autre partie de notre travail, ce qu'elles ont d'erroné : les erreurs d'Hotman ne portent pas atteinte, en effet, au système en lui-même, qui conserve sa valeur propre et son originalité.

Une première limitation du pouvoir royal est contenue dans la conception même de ce pouvoir ; le peuple, créateur du roi, n'a pas voulu, évidemment, se donner un maître, mais simplement un protecteur qui doit respecter sa liberté : « Car obéir à un roi n'est pas être dans la condition d'esclave,

et il ne s'ensuit nullement que l'on soit esclave parce que l'on obéit à un roi; mais ce sont ceux qui se soumettent à ses caprices, à ses mercenaires et à ses bourreaux, comme les troupeaux se livrent au boucher; ceux-là, assurément, doivent recevoir le nom méprisé d'esclaves (1). »

Le roi doit toujours avoir présente à l'esprit cette loi suprême : *Salus populi suprema lex esto*.

Mais cette limitation morale ne relevant que de la conscience du prince, paraît fragile à notre auteur, et lui est suspecte comme pouvant prêter à une interprétation trop large; il en connaissait par expérience les résultats.

Cette limitation toute relative de l'autorité royale était admise sans peine par les partisans de l'absolutisme, et Bodin, pour qui la loi ne dépendait que de la pure et franche volonté du prince, s'exprime ainsi : « Mais quant aux lois divines et naturelles, tous les princes de la terre y sont sujets, et n'est en leur puissance d'y contrevenir s'ils ne veulent être coupables de lèse-majesté divine, faisant la guerre à Dieu, sous la grandeur duquel tous les monarques du monde doivent faire joug et baisser la tête en toute crainte et révérence. Et par ainsi la puissance absolue des princes et seigneuries souveraines ne s'étend aucunement aux lois de Dieu et de nature. »

De pareils liens, que le roi pouvait briser à son

(1) *Franco-Gallia*, chap. v, p. 54, édition de 1576. — « Non enim regi parere servitus est; neque qui regi parent, continuo servi habendi sunt; sed qui tyranni libidini, aut latroni, aut carnifici, tanquam pecudes lanioni sese subjiciunt, ii demum vilissimo servorum nomine appellandi sunt. »

gré, ne rassurent pas Hotman sur le sort de la liberté. De plus le roi, comme nous l'avons vu au chapitre XIX de la *Franco-Gallia*, peut être fou, prisonnier ou corrompu par ceux qui l'entourent ; il fallait donc se prémunir contre sa folie, son absence ou sa faiblesse. La sagesse de nos ancêtres a su prévoir toutes ces circonstances et apporter des entraves aux excès du despotisme royal : « Nous avons déjà dit que le peuple, dans ses comices, avait tout pouvoir pour la création et la déposition du roi, et si déjà, chez les Germains, le pouvoir des rois n'était pas illimité ni sans frein, il est certain qu'en France cette forme de gouvernement a toujours été la plus éloignée de la domination tyrannique, et c'est précisément à cause de cela qu'elle a duré aussi longtemps ; car, comme le dit Aristote : Moins le roi a de pouvoir, plus il paraît devoir durer longtemps. *« Nam, ut ait Aristoteles, quanto pauciorum » rerum penes regem potestas est, tanto diutius » regnum maneat necesse est* (1). »

Pour Hotman, d'après les anciens philosophes, la tyrannie se reconnaît à trois signes :

1° Le pouvoir est forcé, c'est-à-dire que le roi règne contre le gré des citoyens ;

2° Le roi s'entoure d'une garde du corps étrangère ;

3° Toutes choses sont réglées à l'avantage et au gré du prince et non de la nation et des sujets.

Or le pouvoir de nos rois n'était pas tyrannique, puisque la haute administration du royaume franco-

(1) *Franco-Gallia*, chap. XII, p. 38, édition de 1600.

gaulois a toujours résidé dans l'assemblée publique de la nation, ce que l'on a appelé plus tard l'assemblée des trois ordres ou des Etats ; puisque, loin d'avoir des mercenaires étrangers pour la garde de leur personne, la plupart ne se servaient pas même de citoyens ou d'hommes du pays, et qu'ils plaçaient l'assurance de leur sécurité dans la fidélité et l'affection de leurs clients ; enfin, qu'en aucun temps, on n'a pu reprocher à leur gouvernement de faire régler tout à son avantage (1).

Nous voici donc, maintenant, en présence de la partie essentielle, capitale, et comme la clef de voûte du système exposé par Hotman dans sa *Franco-Gallia* : le pouvoir des grandes assemblées. Rien d'important, d'après lui, comme nous le verrons, ne peut se faire dans le royaume sans cette consultation nationale,

(1) *Franco-Gallia*, chap. x, p. 108, 112, édition de 1576. — « Quin etiam e tribus tyrannidis notis, quas philosophi veteres indicarunt, nullam in regni nostri forma constituenda licet animadvertere. Primum enim quantum ad coactum imperium attinet, hoc est, ut rex invitis dominetur, docuimus jam antea, summam ordinum publicique concilii tum in deligendis, tum in abdicandis regibus potestatem fuisse. Quantum ad peregrinam corporis custodiam, quam secundam tyrannidis notam numerant, tantum abest, ut Franco-Galliæ reges peregrinis et alienigenis mercenariis ad præsidariam cohortem uterentur, ut plerumque nè cives quidem et indigenas ad corporis custodiam adhiberent ; quippe, cum omnem in clientum suorum fide et benevolentia præsidii sui fiduciam collocarent. Nam quæ tertia tyrannidis nota numeratur, ut non ad civitatis et subjectorum, sed ad ipsius dominantis commodum atque arbitrium omnia referantur, ejus nullam in nostra republica maculam multas per ætates hæsisse, ex eo intelligitur quod paulo posterius docebimus, **summam regni franco-gallici administrationem penes publicum et solemne gentis concilium fuisse ; quod posterior ætas conventum trium statuum appellavit.** »

et toute la *Franco-Gallia* n'est, en somme, que le développement de cette idée. Hotman s'efforce de démontrer la réalité historique de ce pouvoir des assemblées, et il prétend en retrouver l'origine¹ jusque dans les racines les plus profondes de la nation. Ce qu'il propose à l'admiration de ses contemporains c'est, d'après lui, ce qui a été; nous dirons, avec plus de raison, c'est ce qui aurait pu être, c'est ce qui sera.

Quelle est donc la nature de cette assemblée, comment est-elle composée? Hotman nous donne l'opinion de Claude Seyssel, pour qui l'assemblée est composée de la manière suivante : au sommet la noblesse, puis les juges et les marchands, en troisième lieu les artisans et les agriculteurs. Notre auteur simplifie, et, d'après lui, il serait mieux de dire que l'assemblée est constituée par le roi, les grands, le peuple : « *Concilium referatur ecquid commodius, ad illa tria genera referri possit, quibus id concilium constat; hoc est, ad regalem, optimatum et popularem* (1). »

Remarquons qu'Hotman ne fait pas figurer le clergé dans ces assemblées et que le peuple, si vaguement déterminé, risque fort, en face des grands, de n'avoir qu'un simple rôle de témoin. Il n'y aura donc en présence que le roi et la noblesse, et l'on voit reparaître ici l'ancienne opposition féodale.

Cette constitution de l'assemblée est, du reste, celle que les anciens philosophes jugèrent la meil-

(1) *Franco-Gallia*, chap. x, p. 114, édition de 1576.

leure, et Hotman rappelle avec une satisfaction évidente l'opinion de Cicéron sur ce point : « Le même Cicéron, dit-il, en son livre *de la République*, indique cette division en trois ordres : le roi, les grands, le peuple, mêlés et tempérés, comme étant de toutes les formes de gouvernement la meilleure et la plus sûre ; car, puisque le pouvoir du roi et celui du peuple ne peuvent s'entendre entre eux, il est bon d'en ajouter un troisième intermédiaire, celui des grands ou des nobles qui, par l'illustration et l'antiquité de leur race, se rapprochent de la dignité royale, et, d'un autre côté, à cause de leur clientèle et de leur état de sujets, sont moins éloignés du peuple (1). »

Hotman montre que ce principe était admis dans le royaume de France, et il cite les paroles que Louis le Pieux adressait, d'après Ansegise (2), en son livre des *Capitulaires*, à tous les ordres du royaume : « Quoique le plus haut degré de ce ministère royal paraisse résider en notre personne, cependant par l'autorité divine et par l'arrangement des

(1) *Franco-Gallia*, chap. x, p. 114, édition de 1576. — « Quippe, cum hujus regni status is fuerit quem philosophi veteres optimum ac præstantissimum judicarunt ; nimirum qui e tribus generibus regali, optimatum et populari, mixtus ac temperatus esset ; quam reipublicæ formam idem Tullius in suis *de republica* libris, unam ex omnibus potissimam esse duxit. Nam cum regius et popularis dominatus natura inter se dissideant, adhiberi tertium aliquem oportet intermedium et utriusque communem, qui est principum, sive optimatum, qui propter splendorem et antiquitatem generis, ad regiam dignitatem accedit ; propter clientelam et subjectionem, a plebeio genere minus abhorret. »

(2) Ansegise, abbé de Fontenelle, mort en 833, a réuni, en 827, la première collection des *Capitulaires*.

hommes, il est certain qu'il est divisé de telle sorte que chacun d'entre vous, en son lieu et place, doit être reconnu comme ayant une part de notre ministère (1). »

Après ces aperçus philosophiques et historiques, Hotman en tire la conclusion naturelle et expose ce que, d'après lui, a été le gouvernement royal en France. Le passage qui suit est intéressant par sa netteté : « Nos ancêtres établirent donc très sagement cette organisation mixte de notre république par le moyen des trois ordres, de telle sorte que chaque année, aux calendes de mai, se réunissait l'assemblée publique de tout le royaume. Dans cette assemblée, et par la délibération commune de tous les ordres, étaient traitées les plus hautes affaires de l'Etat, de telle sorte que prévalait toujours cette vieille et excellente règle : le salut du peuple est la loi suprême.

» *Hanc igitur mixtam e tribus generibus reipublicæ temperationem majores nostri secuti, sapientissime constituerunt, ut quotannis publicum totius regni concilium kalendis maii haberetur; quo in concilio de summis quibusque reipublicæ negotiis communi ordinum omnium consilio ageretur; sic, ut vetus illa aurea lex valeret : salus populi suprema lex esto* (2).

(1) *Franco-Gallia*, chap. XII, p. 40, 41, édition de 1600. — « Sed quemquam summa hujus ministerii regii in nostra persona consistere videatur, tamen et divina auctoritate et humana ordinatione ita per partes divisum esse cognoscitur, ut unusquisque vestrum, in suo loco et ordine, partem nostri ministerii habere cognoscatur. »

(2) *Franco-Gallia*, chap. x, p. 115, édition de 1576.

» La sagesse et l'utilité de cette constitution se montre surtout par trois choses : d'abord qu'une décision a d'autant plus de valeur, qu'elle a été prise par un plus grand nombre de personnes sages ; ensuite que l'intérêt de la liberté est que les affaires soient administrées d'après la décision et sous l'autorité de ceux qui doivent en supporter les conséquences, car comme on a coutume de dire ordinairement : ce qui touche tout le monde doit être approuvé par tous. En dernier lieu, ceux qui ont une grande puissance auprès du roi, et auxquels de grands pouvoirs ont été confiés, sont maintenus dans le devoir par la crainte de cette assemblée, où les réclamations des citoyens sont librement entendues.

» Certains empires ont été gouvernés par le pouvoir et la volonté d'un roi seul, comme cela existe encore aujourd'hui en Turquie ; mais Aristote fait fort bien observer qu'un gouvernement semblable n'est pas celui d'hommes libres et faisant usage des lumières de l'esprit et de la raison, mais bien celui de troupeaux et de brutes sans raison.

» Et il en est véritablement ainsi, car de même que les troupeaux ne sont pas conduits par quelqu'un de leur sorte, et que les enfants et les adolescents ne le sont pas par un des leurs, mais par quelqu'un qui leur est supérieur, de même les hommes ne doivent pas être régis et gouvernés par l'un d'entre eux qui, peut-être, se trouverait moins apte que beaucoup d'autres à de pareilles fonctions, mais par la saine raison d'un grand nombre,

c'est-à-dire par les avis réunis d'hommes éprouvés (1). »

Dans ces pages, la pensée d'Hotman se condense en des formules heureuses et que l'on croirait contemporaines (ce qui touche tout le monde, doit être approuvé par tous). Nous voyons apparaître aussi l'idée de responsabilité envers l'assemblée, idée qui se précise par les exemples donnés par lui, et d'où il ressort que l'assemblée pouvait déposer les conseillers du roi et nommer des administrateurs de son choix : responsabilité bien limitée, malgré tout, puisque aucune sanction bien définie ne vient la consacrer.

Remarquons, d'ailleurs, que l'assemblée envisagée par Hotman n'est qu'une assemblée temporaire ; ce qu'il veut, ce n'est pas un corps permanent, mais une

(1) *Franco-Gallia*, chap. x, p. 116 et 117, édition de 1576. — « Cujus instituti sapientia et utilitas tribus maxime rebus cernitur. Primum quod in magno prudentium numero magnitudo consilii versatur, quia deinde libertatis pars est, quorum periculo res geritur, ut illa eorum consilio atque auctoritate administretur ; et quemadmodum vulgo dici solet, quod omnes tangit, ab omnibus approbetur. Postremo ut qui apud regem in magna potentia sunt, et magnis imperiis præsunt, ejus concilii metu, in quo civitatum postulata libere audiuntur, in officio contineantur. Nam quod regna quædam unius regis arbitrio ac nutu gubernantur, quale hodie Turcicum esse constat, rectissime Aristoteles (lib. *Polit.* 3) animadvertit, non hominum liberorum et lumine mentis et rationis utentium, sed pecudum potius et brutorum consilii expertium eam gubernationem esse. Sic enim se res habet, ut pecudes, non ab uno e suo genere ; ut pueri aut adolescentes, non ab uno e suis æqualibus, sed a præstantiore aliquo reguntur ; sic hominum multitudo non ab uno e suo numero, qui minus fortasse, quam alii complures, videret ; sed a mente ex multis constata, hoc est, conjunctis probatorum virorum consiliis, regenda et gubernanda est. »

consultation nationale. Le système parlementaire en vigueur actuellement chez nous, ne répondrait pas du tout à la conception de l'auteur de la *Franco-Gallia* touchant les assemblées : celles-ci doivent être non seulement une émanation directe de la nation, mais une émanation immédiate, actuelle, une représentation aussi exacte que possible des sentiments de la nation à un moment donné.

Nous nous rapprochons ainsi du gouvernement conçu par Rousseau pour qui « la souveraineté ne peut être représentée, par la même raison qu'elle ne peut être aliénée... Les députés du peuple ne sont donc pas et ne peuvent être ses représentants ; ils ne sont que ses commissaires, ils ne peuvent rien conclure définitivement (1) ». Du moins, avec notre auteur, la représentation est courte et ne s'étend pas plus loin que la durée des Etats. En 1560, l'assemblée déclarait, en effet, qu'elle n'avait pas reçu mandat pour tel point, et s'ajournait à une date ultérieure, afin de consulter ses mandants

Sans vouloir étudier ici la question de la représentation, nous citerons une phrase de Montesquieu qui nous paraît formuler la meilleure critique que l'on puisse adresser au gouvernement non représentatif : « Le grand avantage des représentants, c'est qu'ils sont capables de discuter les affaires ; le peuple n'y est point du tout propre, ce qui forme un des grands inconvénients de la démocratie (2). »

Après avoir affirmé d'une manière aussi énergique

(1) *Contrat social*, livre III, chap. xv.

(2) *Esprit des lois*, livre XI, chap. vi.

et aussi précise, le droit pour les nations de ne pas être gouvernées par un seul, Hotman prévoit l'objection que l'on peut lui faire ; la consultation d'une assemblée n'est pas indispensable, car jamais les rois n'ont prétendu gouverner seuls ; ils se sont toujours entourés de conseillers qui les aidaient dans l'œuvre du pouvoir. Mais la différence est grande entre les conseillers du roi et les conseillers du royaume.

« La plupart des rois, dit-il, ont un sénat toujours présent et spécial, des conseils duquel ils prétendent se servir pour le gouvernement de la république ; mais c'est tout autre chose d'être le conseiller du roi ou celui du royaume. Les conseillers du royaume délibèrent en commun et sur tout ce qui regarde la république ; les autres ne s'occupent que de l'avantage d'un seul et de ce qui lui est utile. D'un autre côté, les conseillers permanents du roi demeurent toujours en un seul et même endroit, à la cour du prince, ils ne peuvent donc connaître les cités éloignées, ni voir facilement l'ensemble de l'Etat. D'ailleurs, séduits par la vie des cours et l'éclat de la royauté, ils sont facilement gagnés et corrompus par l'amour de la domination, l'ambition et le désir d'augmenter leurs richesses, jusqu'à ce qu'enfin ils ne se montrent plus les conseillers du royaume et de l'Etat, mais simplement les flatteurs du roi et les ministres des cupidités royales et des leurs propres (1). »

(1) *Franco-Gallia*, chap. x, p. 117, édition de 1576. — « Nam quod senatum assiduum et ordinarium plerique habent reges, cujus

Réflexions justes, mais fort peu tendres pour la royauté envers laquelle Hotman, qui a toujours présent à l'esprit le pouvoir existant alors, ne témoigne pas une grande confiance. Aussi, craignant d'en avoir trop dit, il se hâte de se mettre à couvert derrière l'opinion des anciens : « Tout cela est très bien démontré par Flavius Vopiscus dans son éloge de l'empereur Aurélien. *Qua de re extat insigne imperatoris Aureliani elogium apud Flavium Vopiscum, quod subscribemus* (1). » Puis, c'est l'exemple des anciens Romains et l'opinion de Cicéron.

Ayant ainsi suffisamment justifié sa manière de voir, Hotman revient à la charge : « Et je pense qu'il n'y a jamais eu aucun royaume, si ce n'est chez les Turcs, *ou un Etat qui lui soit semblable*, dans lequel les citoyens n'aient conservé une certaine image de la liberté, qui consiste dans le droit unique d'avoir des assemblées. C'est pourquoi nos ancêtres, avec la plus haute sagesse, décrétèrent cette loi : que les affaires de l'Etat seraient réglées par une assemblée commune à tous les ordres et que, dans ce but, à une certaine époque de l'année, le roi, les principaux

consilio in administranda republica sese uti dicunt; primum aliud est regni, aliud regis conciliarum esse. Ille reipublicæ universæ et in commune consulit; hic unius hominis commodis atque utilitatibus servit. Deinde cum illi senatores assidui vel uno in loco, vel certe in aula principis perpetuo maneant, longinquarum civitatum nosse ac videre statum commode non possunt. Præterea regalis et aulicæ vitæ illecebris inducti, facile ad libidinem dominandi ad ambitionem et opes amplificandas depravantur; ut ad extremum non regni et reipublicæ consilarii, sed regis unius assentatores et ministri cupiditatum et regiarum et suarum quoque appareant. »

(1) *Franco-Gallia*, chap. x, p. 117, édition de 1576.

du royaume et les délégués des diverses provinces se réuniraient en assemblée (1).

Hotman cite ensuite de nombreux pays où une semblable institution aurait existé : dans l'ancienne Gaule, en Grèce, d'après Hérodote, Platon et Aristote, dans l'empire germanique, en Angleterre, où, d'après un vieil écrivain, « le roi ne peut, ni ses ministres, établir tailles, subsides ou autres charges quelconques, ni changer les lois, ni en édicter de nouvelles sans l'autorisation et l'assentiment de tout le royaume, exprimés en son parlement. *Neque rex per se aut ministros suos tallagia, subsidia, aut quævis alia onera imponit legiis suis, aut leges eorum mutat, vel novas condit, sine concessione vel assensu totius regni sui, in parlamento suo expresso* (2). »

Mais c'est surtout sur la constitution aragonaise qu'Hotman insiste longuement, et il cite, en espagnol, les paroles qui étaient dites au roi lorsque l'on procédait à son élection, paroles dignes de mémoire, dit-il, « à cause de la rare et singulière énergie qu'elles montrent dans cette nation pour contenir le roi. *Quæ propter eximiam ac plane singularem gentis illius in frenando rege fortitudinem*

(1) *Franco-Gallia*, chap. XII, p. 42, édition de 1600. — « Neque unquam regnum ullum fuisse arbitror, præter Turcicum, aut Turci simile, in quo cives non aliquam libertatis imaginem retinerent, quæ in unico comitiorum habendorum jure posita est. Itaque legem illam majores nostri summa sapientia secuti decreverunt : rempublicam communi omnium ordinum consilio gerendam esse ; ejus consilii habendi caussa certo anni tempore rex et principes et delecti ex singulis provinciis conventum agerent. »

(2) *Franco-Gallia*, chap. XII, p. 44, édition de 1600.

proferemus (1). Nous qui valons autant que vous et qui pouvons plus que vous, nous vous élisons roi avec cette condition, qu'entre vous et nous, il y en ait un qui commande plus que vous. »

Cette longue énumération de preuves se termine par une nouvelle affirmation du pouvoir des assemblées : « Puisqu'il en est ainsi, et que toutes les nations ont toujours eu cette commune règle de conduite, que le salut du peuple fût la loi suprême, toutes les nations, du moins celles qui obéissent à un pouvoir royal et non à un pouvoir tyrannique ; il est facile de voir que, non seulement, cette liberté magnifique d'avoir des assemblées générales faisait partie du droit des nations, mais que les rois qui, par leurs artifices, opprimèrent cette sacro-sainte liberté, furent considérés comme les violateurs du droit des peuples, mis hors des sociétés humaines et regardés comme des tyrans et non comme des rois (2). »

On ne saurait être plus énergique, et l'on sent bien que l'on se trouve là en présence de l'idée maîtresse de tout le système, de toute la doctrine d'Hotman ; idée qui ne se modifiera pas, mais qui

(1) *Franco-Gallia*, chap. xii, p. 44, édition de 1600.

(2) *Franco-Gallia*, chap. x, p. 124, édition de 1576. — « Quæ cum ita se habeant, cum inquam gentium ac nationum omnium commune hoc institutum semper fuerit, quæ quidem regio ac non tyrannico imperio uterentur, ut salus populi suprema lex esset ; perspicuum est, non modo præclaram illam communis concilii habendi libertatem partem esse juris gentium, verum etiam *reges qui malis artibus illam sacrosanctam libertatem opprimunt, quasi juris gentium violatores, et humanæ societatis expertes jam non pro regibus, sed pro tyrannis habendos esse.* »

peut fort bien s'allier avec la royauté héréditaire, fortement constituée, qu'il défendra plus tard.

§ 3. — Du pouvoir des Assemblées.

Une fois l'existence des assemblées admise, il fallait en déterminer le mécanisme, en fixer les pouvoirs et en préciser le mode d'action. Quels sont donc, d'après la *Franco-Gallia*, les pouvoirs de l'assemblée générale et leur champ d'application? Questions difficiles à résoudre et qu'Hotman n'a fait qu'effleurer. C'est que, s'il était relativement facile de montrer que, de tout temps, il y avait eu en France des assemblées, il était assez ardu de déterminer leur véritable rôle et, comme la constitution n'est qu'une coutume séculaire, qu'elle n'est pas contenue dans une charte écrite, chacun pourra l'interpréter au gré de ses désirs ou de ses intérêts.

Cependant, en se basant sur l'histoire, Hotman nous donnera ce qu'il croit être l'interprétation juste de l'ancienne constitution, ou plutôt, ce sera nous qui, des exemples qu'il rapporte, dégagerons les idées de l'auteur.

Et, d'abord, l'époque de la réunion des assemblées et leur nombre n'ont rien de précis, tout dépend des circonstances. Il y a pourtant une règle fixe, les Etats devront être réunis au moins une fois par an : « Notre république, suivant la règle de nos ancêtres, fut gouvernée par les trois ordres, et il fut établi que chaque année, ou même un plus grand nombre de fois, si cela était nécessaire, une solennelle et publique

assemblée serait tenue. Et c'est pour cela qu'elle fut appelée le parlement des trois ordres (1).

Quant à la composition, nous la connaissons déjà : « Jadis,* le roi présidait cette assemblée assis sur un trône d'or; derrière lui, se tenaient les grands et les magistrats du royaume, ensuite venaient les délégués de chaque province, que l'on appelle députés dans la langue populaire (2). »

Ainsi le roi, les grands, qui, point à retenir, en faisaient partie de droit, comme les grands magistrats du royaume, et nous verrons un peu plus tard quels ils sont, d'après Hotman; les délégués des provinces : telle est la composition de l'assemblée. Pour la désignation de ces derniers, Hotman, qui a conservé, et pour cause, les assemblées provinciales, premier degré de la consultation populaire, s'en rapporte probablement au mode d'élection employé par celles-ci dans chaque province. Il dit, en effet : « Lorsque l'utilité le demande, dans chaque province se réunissent des assemblées où l'on discute et décide les affaires intéressant la province tout entière. Lorsque une assemblée de la nation a été décidée, ces assemblées provinciales délèguent un certain nombre

(1) *Franco-Gallia*, chap. x, p. 129, édition de 1576. — « *Respublica nostra majorum instituto temperata e tribus generibus fuisset, constitutum est ut quotannis, atque adeo quoties major aliqua res incideret, solenne et publicum concilium indiceretur; quod propterea trium statuum parlamentum appellatum est.* »

(2) *Franco-Gallia*, chap. x, p. 129, édition de 1576. — « *Huic porro concilio rex in aureo tribunali sedens, præerat; cui primum principes regnique magistratus, tum inferiore loco legati ex singulis civitatibus subsidebant; quos populari lingua deputatos appellamus.* »

de leurs membres qui sont chargés d'exposer les sentiments et les revendications de leurs provinces (1). »

Nous ne devons, d'ailleurs, pas nous étonner de la prédilection d'Hotman pour les assemblées provinciales, les idées d'autonomie communale et de liberté des provinces sont, en effet, en vogue parmi les réformés et bien en harmonie avec les tendances de la noblesse qui aspire à l'indépendance. Nous verrons la Ligue parler à son tour de remettre les provinces dans les mêmes droits, franchises et libertés qu'elles avaient au temps de Clovis.

Mais sur l'invitation de qui se réunira l'assemblée ? Une solution très simple était d'en confier le soin au roi qui pouvait le mieux juger du moment le plus opportun. Ce fut, du reste, la coutume chez nous : « Mais qui avait autorité pour réunir l'assemblée des citoyens ? Le témoignage existe chez Aimoin, livre IV, chapitre IV, où il parle de Clovis II : « Cependant, citoyens de race franque, dit le roi, » l'administration de l'empire m'a porté à vous » convoquer, vous, mes conseillers, dans les affaires » publiques (2). »

(1) *Franco-Gallia*, chap. XXI, p. 73, édition de 1600. — « Cujus rei insigne illud argumentum est, quod unaquæque regio, cum usus et publicæ utilitatis ratio postulat, sua comitia indicit, quæ ad universæ provinciæ commodum pertinent ut ei publico consilio provideat... Itaque cum generale universi regni ac patriæ totius concilium indictum est, tum ex illo conventu unus aut alter deligitur, qui cum provinciæ suæ mandatis eo ad dicendam sententiam proficiscatur. »

(2) *Franco-Gallia*, chap. X, p. 132, édition de 1576. — « Jam vero de popularium, qui ad concilium convenerant, auctoritate, testimonium hoc exstat apud Aimoinum, lib. IV, cap. IV, ubi

Nous comprenons mieux, maintenant, l'obligation faite au roi de réunir le Parlement une fois par an, au moins. Sans cette prescription, il aurait été facile pour lui d'éluder tout contrôle en ne réunissant jamais les Etats, ou en les réunissant alors qu'il serait trop tard pour revenir sur un fait accompli : dans ces conditions, le pouvoir des assemblées n'aurait été qu'un leurre. Remarquons que, dans la réalité, il en a été presque toujours ainsi, et que les Etats n'étaient convoqués qu'à pour réparer le mal accompli.

Toute loi établie appelle généralement une sanction, nous serons donc en droit d'attendre d'Hotman qu'il nous indique les moyens existants d'assurer le respect et l'exécution d'une obligation aussi indispensable, puisque, sans son accomplissement, toute garantie de liberté disparaissait. Mais il n'aborde pas la question d'une façon directe ; c'est un théoricien qui expose la constitution du royaume, il n'a pas à prévoir la violation de cette constitution, chose anormale et qui serait le fait d'un tyran. Or il nous a dit, et cela suffit pour lui, que les rois qui, par leurs artifices, opprimèrent cette sacro-sainte liberté des assemblées, furent toujours considérés comme les violateurs du droit des nations, mis hors des sociétés humaines et regardés comme des tyrans et non comme des rois ; qu'un peuple qui se soumet à un tyran n'est pas un peuple d'hommes libres, mais plutôt un troupeau de brutes manquant de raison.

de Clodoveo secundo loquitur: *Quaquam (inquit rex) Francigenæ cives, terreni nos cura principatus admoneat publicis vos consultores rebus advocare.* »

De ce qui précède, nous pouvons conclure logiquement que la révolte s'impose au peuple qui veut conserver la liberté qu'un tyran lui enlève.

Qui en prendra l'initiative et comment se produira-t-elle. Notre auteur ne s'explique pas davantage sur ce point, il se contente de citer les paroles suivantes de Marc Antoine : « De ce qui précède, ressort la très grande vérité de ces anciennes paroles de Marc Antoine : bien que toutes les séditions soient fâcheuses, cependant quelques-unes sont justes et presque nécessaires ; mais elles paraissent le plus justes et nécessaires, lorsque le peuple, opprimé par la cruauté d'un tyran, cherche un secours dans l'assemblée légitime des citoyens. Quoi donc ! la condition des citoyens sera-t-elle plus mauvaise que n'était autrefois celle des esclaves qui, écrasés par la cruauté de leurs maîtres, se réfugiaient auprès du préfet de la ville et réclamaient justement contre eux, comme le dit Ulpien ? (1) »

Ainsi le premier acte de la sédition doit être de provoquer la convocation de l'assemblée légitime.

Quant au tyran contre lequel le peuple doit se soulever, c'est le roi qui a à sa solde des mercenaires étrangers pour garder sa personne, qui gouverne

(1) *Franco-Gallia*, chap. XIX, p. 210, édition de 1576. — « Ex quibus verissimum istud Marci Antonii vetus verbum esse apparet ; etsi omnes molestæ semper seditiones sunt, justas tamen esse nonnullas, et prope necessarias ; eas vero justissimas, maximeque necessarias videri, cum populus tyranni sævitia oppressus, auxilium a legitimo civium conventu implorat. Quid ? deteriore civium conditio esse debet, quam olim servorum fuerit ? qui sævitia dominorum pressi ad Urbis præfectum confugiebant, et de suis dominis verecunde (ut ait Ulpianus) expostulabant. »

sans assemblée, qui fait tout régler dans son intérêt personnel et sans s'occuper de celui des citoyens et des sujets.

Si le droit à la résistance n'est qu'indiqué dans la *Franco-Gallia*, ce droit, poussé à l'excès, sera développé, dans le *Vindiciæ contra tyrannos*, avec une précision et une abondance de détails extrêmes. Le temps de la modération est passé. Le livre de Languet est, en effet, un livre de résistance autant qu'un livre de doctrine. Le peuple, d'après cet auteur, a non seulement le droit, mais le devoir de résister au roi qui viole la loi ; et cela par tous les moyens : « S'il est attaqué par la parole, il résistera par la parole ; s'il est attaqué par les armes, il prendra les armes ; il usera des embûches, si l'on en tend contre lui ; il combattra à couvert aussi bien qu'à découvert (1). » Languet a d'ailleurs le soin de définir le tyran ; il distingue entre le tyran d'exercice et le tyran sans titre, et il expose longuement la théorie du tyrannicide.

Nous sommes bien loin de la prudente pondération d'Hotman.

Revenons maintenant à une conception plus normale des faits. Le roi digne de ce nom, et se conformant en cela à la tradition du royaume, doit réunir une fois l'an l'assemblée des Etats. Il y vient, en quelque sorte, rendre compte à la nation de la manière dont il a administré le royaume, demander et recevoir des conseils. Quant à la compétence de l'assemblée, elle est universelle. Voici, en effet, en

(1) *Vindiciæ contra tyrannos*, p. 46.

quels termes Hotman expose ses pouvoirs : « Nous devons, maintenant, nous occuper des questions qui étaient traitées dans ces solennelles assemblées, et il convient, ici, d'admirer la sagesse de nos ancêtres dans la constitution de la république. D'une façon sommaire, nous avons relevé les choses suivantes : on y délibérait du choix des rois et de leur déposition, de la paix et de la guerre, des lois publiques, des grands honneurs, de l'attribution des gouvernements et des charges de l'Etat, de la part du patrimoine à donner aux fils du roi défunt, de la constitution de la dot des filles, des questions de finances, du rapport des monnaies ; enfin de toutes les questions que, maintenant, on appelle d'un mot populaire les affaires d'Etat (1). »

Si la responsabilité du roi ou de son conseil était précisée davantage, nous serions en plein gouvernement parlementaire, car aucune question importante n'échappe à la connaissance de l'assemblée, et c'est en elle que réside véritablement la puissance souveraine. Elle se transformait même en cour de justice, et les grands devaient y venir plaider leurs causes, cela conformément au principe de la sou-

(1) *Franco-Gallia*, chap. xiv, p. 51, édition de 1600; chap. xi, p. 136, édition de 1576. — « Deinceps locus postulat, ut quibus de rebus in illo solenni concilio ageretur, consideremus; majorumque nostrorum in constituenda republica sapientiam admiremur. Summatim autem has fere observavimus. Primum de creando vel abdicando rege; tum de pace et bello; de legibus publicis; de summis honoribus, præfecturis et procurationibus reipublicæ; de assignanda patrimonii parte liberis defuncti regis, vel dote filiabus constituenda; de re nummaria et monetæ rationibus; denique de iis rebus omnibus, quæ vulgus etiam nunc negotia statuum populari verbo appellat. »

veraineté nationale : « De telle sorte que le pouvoir souverain sur toutes choses et celui de rendre la justice ne réside pas dans Pépin, Charles ou Louis, mais dans le principe de l'autorité royale. Or, d'après l'assentiment de tous les âges, le vrai siège de cette autorité réside dans l'assemblée. *Ut non penes Pipinum aut Carolum, aut Ludovicum, sed penes regiam majestatem summum rerum omnium judicium arbitriumque esset ; cujus majestatis veram propriamque sedem in solenni concilio fuisse, summo multarum ætatum consensu* (1). »

Hotman rapporte ensuite de nombreux exemples, qu'il pense sans doute absolument probants, pour appuyer la thèse qu'il soutient des grands pouvoirs et des prérogatives des assemblées générales. Nous les avons donnés pour la plupart dans l'analyse de la *Franco-Gallia*, nous n'y reviendrons pas ici.

Nous avons parlé plus haut du pouvoir qu'Hotman attribue aux grandes assemblées de choisir et de déposer les rois ; nous montrerons plus tard que c'est une erreur profonde de sa part, et c'est une erreur également qu'il commet lorsqu'il leur attribue le droit de désigner les apanages, ou, du moins, ce droit elles ne l'ont jamais exercé. Les Etats généraux de 1468 qu'il cite ne sont nullement démonstratifs sur ce point ; ils décidèrent, il est vrai, que la Normandie ne pouvait être distraite du domaine royal, mais il ne s'agissait pour eux, dans cette circonstance, que de répondre simplement à une question posée par Louis XI qui ne doutait pas

(1) *Franco-Gallia*, chap. XVIII, p. 66, édition de 1600.

de la réponse : « Les Etats veulent-ils que la Normandie cesse de faire partie du domaine de la couronne ? »

Le tort fréquent d'Hotman est de vouloir appuyer des principes exacts sur des faits qui ne le sont pas ou, du moins, dont l'exactitude n'est que relative. Nous allons voir qu'au sujet de cette question des apanages, il est tombé dans ce défaut.

Du principe de la souveraineté de la nation que notre auteur a pris pour base de sa théorie, souveraineté qui, en fait, se trouve concentrée dans l'assemblée générale, découlent naturellement toutes les prérogatives qui appartiennent au propriétaire ; par conséquent, c'est l'assemblée seule qui peut autoriser l'aliénation de telle ou telle partie du royaume ou en donner la jouissance, et non le roi auquel il n'appartient pas.

Mais il est indispensable de faire ici une légère digression pour mieux nous faire comprendre, et de considérer, comme le fait Hotman, le roi en tant que roi par rapport au royaume et en tant qu'homme privé par rapport à son patrimoine propre.

En tant que roi, il n'est pas le propriétaire du royaume, il n'en est que le gardien, le défenseur ; comme homme privé, il est, comme les autres hommes, propriétaire des biens qui lui appartiennent en propre, de ses biens patrimoniaux, et il peut en disposer comme il l'entend.

Comme roi, la nation lui a donné la jouissance des biens fiscaux, dans lesquels Hotman fait rentrer le domaine royal ou domaine de la couronne. Les biens fiscaux proprement dits, qui peuvent consister

en argent, en immeubles, en certains droits et redevances déterminés, sont spécialement destinés à pourvoir à la garde, à la conservation, à la prospérité et à la défense de l'Etat ; et si par suite de guerre ou de nécessité du même genre, leurs revenus ne sont pas suffisants, des impôts peuvent être levés sur toute la nation d'après la décision des assemblées.

Quant aux revenus du domaine de la couronne, ils sont, au contraire, affectés à tout ce que comporte la majesté royale. Sur ce domaine de la couronne, le roi n'a, néanmoins, qu'une sorte d'usufruit ; il ne peut l'engager, mais il n'est pas tenu de donner caution de restituer, ni de jouir comme un homme de bien. Donc s'il ne peut engager le domaine ni l'aliéner, il ne doit pas pouvoir en distraire une partie pour en attribuer la jouissance à quelqu'un, ou du moins il ne peut le faire sans l'autorisation de la nation qui en a la véritable propriété, c'est-à-dire sans l'autorisation, sans l'assentiment de l'assemblée.

« Le domaine royal est donc comme la dot du roi, dans le sens que les anciens disaient dot pour bien, ou, pour parler plus clairement, « comme l'usufruit » de certaines propriétés était attribué au roi afin qu'il pût entourer l'autorité royale de l'éclat et de la splendeur nécessaires.

» J'ai dit « comme un usufruit », parce que la propriété de ces biens demeurait tout entière au peuple, de telle sorte que le roi ne pouvait en aliéner aucune partie sans l'autorisation du peuple, c'est-à-dire sans l'accord de l'assemblée publique et des ordres, comme d'ailleurs nous l'enseignerons

plus tard. Le droit de s'en servir et d'en jouir était donc simplement concédé au roi.

» J'ai dit « comme un usufruit », parce que, sur beaucoup de points, ce droit de jouissance s'éloigne de l'usufruit, le roi n'étant pas tenu de donner caution de restituer ni de jouir comme un homme de bien; et autres choses du même genre (1). »

Mais dans la réalité les choses ne se passaient pas ainsi, et les rois attribuaient les apanages d'après leur seule volonté, tantôt immenses et tantôt presque insignifiants.

Ce principe de l'inaliénabilité du domaine de la couronne était, d'ailleurs, une des lois de la monarchie, et Hotman se plaît à rappeler que lorsque François I^{er} voulut aliéner une partie du domaine de la couronne, toutes les aliénations antérieures faites par les rois ses prédécesseurs, de leur seule autorité, furent annulées par le Parlement, parce qu'elles avaient été concédées sans l'approbation de l'assemblée des Etats. « *Nostra memoria in parlamento Parisiensi commemoratum, neque vero præter-*

(1) *Franco-Gallia*, chap. ix, p. 29, édition de 1600. — « Est enim domanium regnum quasi dos regni; quomodo veteres dicebant dotem prædii; sive, ut planius loquamur, quasi quidem usufructus certarum possessionum, regi ad tuendum dignitatis suæ splendorem adtributus. Dixi quasi usufructus, propterea quod earum possessionum proprietas penes populum manet; neque ulla ejus pars alienari a rege potest, sine populo auctore : hoc est sine ordinum et publici consilii consensu, quemadmodum posterius commodiore loco docebimus. Jus tantum utendi fruendi ei conceditur. Addidi, autem particulam quasi, quia permultis in rebus jus illud ab usufructu discrepat : veluti ut cautio de restituendo, cautio de fruendo boni viri arbitrio præstetur, etc., et quæ sunt in eodem genere. »

mittendum est quod Paponius testatur; cum rex Franciscus primus dominii sui partem alienare vellet, omnes ejus modi alienationes a superioribus regibus factas eo solo nomine irritas fuisse, quod sine concilii et trium statuum auctoritate factæ fuissent (1). »

Ce qui ressort de tout ceci, c'est toujours l'idée primordiale, et fort juste au fond, que l'office du roi est d'assurer le bonheur et le bien-être de ses concitoyens.

Bodin a une autre conception du roi et, par suite, de l'Etat. Pour lui, le bonheur seul n'est pas la principale fin d'une république bien ordonnée : le but de la société est la recherche des biens intellectuels et moraux, en assurant d'abord les biens naturels.

Mais pour lui, comme pour Hotman, le souverain doit respecter la propriété individuelle : « *Ad reges potestas omnium pertinet, ad singulos proprietas* ». Sur ce point, Bodin et Hotman sont donc deux libéraux, et Bodin, bien que partisan d'une royauté forte, se rapproche plus de l'auteur de la *Franco-Gallia* que des théoriciens absolutistes du dix-septième siècle. Ceux-ci, appliquant la doctrine féodale, enseigneront que le roi est le seigneur et le propriétaire de toutes les terres du royaume ; la propriété particulière n'étant qu'une concession toujours révoicable. Au dix-huitième siècle, les physiocrates reprendront la théorie de la propriété individuelle qui, d'après Locke, est de droit naturel ; — la propriété n'étant que le prolongement de la personnalité

(1) *Franco-Gallia*, chap. xvii, p. 203, édition de 1576.

humaine, principe d'où découlera la liberté économique.

Nous venons de voir que le roi et le royaume, d'après Hotman, ne se confondent pas ; il fait une nouvelle application de ce principe quand il traite des grandes charges de l'Etat, des officiers du royaume, dont la désignation devait être réservée à l'assemblée des trois ordres. Ces officiers faisaient de droit partie des assemblées et représentaient le peuple. Le roi, de son côté, nommait les dignitaires attachés à sa personne, tels que le maître d'hôtel du roi, le grand chambellan, le grand veneur et autres officiers de la couronne. Ces charges prenaient fin avec le roi lui-même, comme si elles eussent été concédées à titre de précaire.

Quant aux charges du royaume, anciennement le maire du palais, alors le connétable, les maréchaux, l'amiral, le chancelier, elles ne dépendaient que du peuple.

Nous citons le passage qui se rapporte à cette distinction importante, il est suffisamment clair par lui-même :

« Mais les charges qui étaient du royaume et de l'Etat entier, nos ancêtres les désignaient en y ajoutant le très noble nom de France : ainsi le connétable de France, l'amiral de France, le chancelier de France ; et comme anciennement ces grands officiers recevaient ces dignités non du roi, mais du peuple, elles ne prenaient fin ni par la mort du roi ni par son changement, elles ne pouvaient pas davantage être enlevées par un acte de sa volonté.

» Les grandes charges, dites offices de la couronne,

prenaient fin à la mort du roi.... C'est une preuve des grands pouvoirs conservés par le peuple et qui ne doit pas être omise, que la plus haute puissance de l'Etat résidant dans ces trois choses : l'armée, la justice, le trésor public, ceux qui y sont préposés avec les plus grands pouvoirs ne sont pas dits du roi, mais du royaume et de France (1). »

En somme, toutes les affaires concernant l'universalité du royaume devaient être soumises aux délibérations et au contrôle des trois ordres. Cette manière d'opérer, dit Hotman, est d'ailleurs conforme à cette définition de la loi que le jurisconsulte Marcianus a tirée de Démosthène : « La loi est l'accord unanime de la cité; la loi est le pacte et l'accord des citoyens prenant telle ou telle mesure pour le bien public et celui de la république — νόμος ἐστὶ πόλεως συνθήκη κοινή — *lex est pactio et conventio civium, reipublicæ bonoque publico consulentium* (2). »

Telle est la vraie et saine doctrine de nos ancêtres. Malheureusement, le Parlement judiciaire est venu,

(1) *Franco-Gallia*, chap. xv, p. 491, 492, édition de 1576. — « At qui regni et reipublicæ universæ magistratus erant, eos majores nostri amplissimo Franciæ nomine designarunt; quem morem etiam nunc retinemus; ut cum dicimus comestabulum Franciæ, amirallium Franciæ, cancellarium Franciæ. Et cum antiquitus non a rege, sed a populo eas dignitates acciperent, neque ipsius morte aut mutatione desinebant; neque ipsius arbitrio abdicabantur. Itaque ne nunc quidem ii quos vulgo coronæ officiales appellat, rege mortuo, magistratus esse desinunt... Quin ne illud quidem summæ populi potestatis argumentum prætermittendum est, quod quibus tribus in rebus reipublicæ summa consistit, re militari, jurisdictione et ærario, iis rebus qui cum summo imperio præfecti sunt, non a rege, sed a regno et Francia denominantur. »

(2) *Franco-Gallia*, chap. xiv, p. 55, édition de 1600.

dans une certaine mesure, usurper le pouvoir du Parlement des trois ordres ou des Etats : « Mais, dit Hotman, lorsque dans notre France les Capétiens travaillèrent à diminuer la grande autorité des assemblées publiques, ils mirent à leur place un certain nombre de magistrats sûrs et transportèrent à cette assemblée de jurisconsultes et de juges, ce nom auguste de Parlement, et lui attribuèrent les pouvoirs suivants : que nulle loi ou décret royal ne serait exécutoire, à moins que ces conseillers n'en eussent été les auteurs ou les approbateurs ; qu'aucun magistrat, soit civil, soit militaire, ne pourrait exercer en France, à moins d'avoir été installé par cette assemblée et avoir prêté serment devant elle d'observer les lois. Enfin que l'on ne pourrait en appeler de leurs jugements qui seraient exécutoires tels qu'ils auraient été rendus. En définitive, toute la puissance, le pouvoir et l'autorité qui avaient appartenu à l'assemblée publique et au Parlement des Etats, pendant tant d'années, tout cela fut usurpé par cette assemblée soumise, dans le sein de laquelle les rois avaient soin d'appeler ceux qu'ils jugeaient les plus aptes à concourir à leurs desseins (1). »

(1) *Franco-Gallia*, chap. XXI, p. 237 et 238, édition de 1576. — « Cum autem in Gallia nostra summam illam publici concilii auctoritatem imminuere Capevingii molirentur et certorum senatorum numerum in ejus concilii locum substituere, augustum illud parlamenti nomen in illum pragmaticorum et judicium concessum transulerunt ; eique hanc auctoritatem tribuerunt ; primum ut nulla regia lex, nulla constitutio rata esset, nisi ejus illi consilarii auctores comprobatoresque fuissent ; deinde ut nullus in tota Gallia magistratus, non modo urbanus verum etiam militaris esset, quem non ab illo concessu inaugurari, et apud eundem in leges jurare oport-

Hotman ne voit donc, dans le Parlement, qu'un usurpateur des droits des assemblées générales, à l'encontre de Languet, pour qui les magistrats sont les représentants naturels du peuple.

Il a une haine profonde contre les parlementaires qui s'étaient, en général, montrés fort hostiles à la religion réformée, et son ressentiment l'aveugle : « De même, dit-il, que les bouchers vendent au détail, au marché, les bœufs gras qu'ils ont achetés, de même le magistrat qui a acheté sa charge à prix d'argent vend la justice en détail à chaque plaideur. — *Quam quod, sicuti lanii bovem opimum uno pretio emptum, post in macello per partes venditant; ita magistratus uno pretio comparatur, cujus administratio singulis postea jus postulantibus divendatur* (2). »

Le Parlement avait, en effet, refusé d'enregistrer les édits de tolérance, mais, en agissant ainsi, il affirmait en quelque sorte son indépendance devant le roi : cette indépendance et cette dignité du Parlement étaient grandes à cette époque et l'on n'a pas encore oublié les admirables paroles que le premier président Achille de Harlay adressa au duc de Guise, non plus que les termes dont le Parlement se servit lorsqu'il refusa d'enregistrer la bulle du Pape excom-

teret; tum ut ab eorum judiciis appellandi jus non esset, sed ut eorum decreta rata et fixa essent.

» Postremo quicquid potestatis imperii, auctoritatis penes publicum concilium et statuum parlamentum per tot annos fuisse docuimus, id totum senatus ille subdititius sibi usurpavit; in quem reges cooptandos curabant, quos ad suas rationes accomodatos fore judicabant. »

(2) *Franco-Gallia*, chap. XXI, p. 250, édition de 1576.

muniant Henri de Navarre : « Nous ne trouvons point par nos registres ni par toute l'antiquité, que les princes de France aient jamais été sujets à la justice du pape, ni que les sujets aient pris connaissance de la religion de leurs princes. »

Hotman revint, d'ailleurs, à des sentiments plus justes envers les parlements et retira des dernières éditions de la *Franco-Gallia* les attaques trop vives qu'il avait lancées contre eux.

Il n'en continua pas moins à ressentir toujours très vivement le déplacement dans les pouvoirs fait à leur profit et au détriment des anciens parlements ; et rappelant l'autorité et l'influence dont les grandes assemblées jouissaient encore sous Louis XI, il s'exprime de la manière suivante : « Il est visible que cent années ne se sont pas encore écoulées, depuis le temps où l'autorité des Etats avaient du crédit auprès d'un roi qui n'était faible ni par l'âge ni par l'esprit, majeur depuis onze ans déjà, et doué d'une sagacité si profonde que jamais on n'en a constaté une semblable chez aucun de nos rois. On comprend donc maintenant pourquoi notre république, fondée et affermie par la liberté, a pu se conserver pendant onze cents ans et plus dans son état primitif et se maintenir, même par la force des armes, contre la puissance des tyrans (1). »

Telles sont les idées d'Hotman et la conception

(1) *Franco-Gallia*, chap. xix, p. 243 et 244, édition de 1576. — « Utcumque sit, perspicuum est, nondum centesimum annum abiisse, ex quo Franco-Galliae libertas, solennisque concilii auctoritas vigeat; et vigeat adversus regem, neque ætate neque animo imbecillum; sed et jam annorum XI majorem, et tanta

qu'il se faisait de l'ancienne constitution de la France et de son organisation politique, idées répandues dans tout son livre de la *Franco-Gallia* et que nous nous sommes efforcé de mettre en lumière. Pourtant dans un passage du chapitre XV, édition de 1576, notre auteur semble avoir donné comme une sorte de synthèse de son système. Nous y retrouvons, en effet, ses principales pensées : nature du roi et de la royauté ; rapports existant entre le roi et le royaume ; l'assemblée des grands et des principaux de la nation ressaisissant le pouvoir en cas d'incapacité du roi, etc.

Bien que nous ayons déjà cité quelques fragments de ce passage, nous le reproduirons ici en entier : « Le roi est le premier, seul et unique, et comme la tête de l'Etat ; le royaume, au contraire, c'est l'ensemble des citoyens et des sujets formant comme le corps de la république.

» Le rapport qui existe entre le roi et le royaume est semblable à celui qui existe entre le père et la famille, le tuteur et le pupille, le curateur et celui dont il administre les biens, le pilote et le navire (naviguant) chargé de passagers, le berger et son troupeau, le général et son armée.

» Mais de même que le pupille n'a pas été institué pour le tuteur, le navire pour le pilote, le troupeau pour le pasteur, ni l'armée pour le général, mais

ingenii magnitudine præditum, quantam nunquam in ullo rege nostro fuisse constat. **Ut facile intelligatur, rempublicam nostram libertate fundatam et stabilitam, annos amplius centum et mille statum illum suum liberum et sacrosanctum, etiam vi et armis adversus tyrannorum potentiam retinuisse.**

ceux-ci pour ceux-là, de même la raison du peuple ne doit pas être recherchée ni trouvée dans le roi, mais bien celle du roi dans le peuple, car le peuple peut exister sans roi, comme celui qui est soumis à l'autorité des grands ou à la sienne propre, ou encore lorsqu'il y a interrègne ; tandis que sans peuple le roi ne peut être ni pensé ni imaginé, non plus que le pasteur sans troupeau.

» Aussi de la même façon que le pasteur doit prendre garde que ses brebis n'éprouvent aucun mal et qu'elles ne manquent de rien, de même l'office du roi est d'assurer le bonheur et le bien-être de ses concitoyens.

» Comme tout homme le roi est mortel ; un état, au contraire, dure toujours, et, à moins d'événements qui ne sont pas à prévoir, ne périt pas. Il peut, d'ailleurs, arriver que le roi soit atteint de faiblesse d'esprit ou de folie, comme notre Charles VI qui, sans réflexion, donna son royaume aux Anglais ; mais le royaume trouve dans les grands, les nobles et ses hommes expérimentés, comme dans la tête de la nation, une propre et certaine sagesse.

» Le roi, dans un combat ou dans une circonstance quelconque, peut être vaincu et fait prisonnier, et, étant ainsi tombé au pouvoir de l'ennemi, être conduit à l'étranger, chargé de chaînes, ce qui arriva, personne ne l'ignore, à saint Louis et aux rois Jean et François.

» Le roi étant ainsi éloigné, le royaume n'en demeure pas moins debout, et, lorsqu'un si grand malheur arrive, aussitôt une assemblée générale est fixée, les principaux de la nation s'y rendent et, dans

une délibération commune, recherchent un remède aux malheurs présents, ce que comporte le péril dans lequel on se trouve.

» A cause de l'infirmité de son âge ou de la faiblesse de son caractère, le roi peut non seulement être trompé et corrompu par l'un ou par l'autre de ses conseillers de mœurs licencieuses, avare, rapace; être séduit et dépravé par quelques jeunes gens dissolus de son âge; mais encore il peut être rendu, par une femme, à ce point insensé qu'il lui confie l'administration entière du royaume.

» Les exemples de ces malheurs sont fréquents et peu de personnes les ignorent. Mais le royaume trouve toujours sa sauvegarde dans la sagesse et la prudence de ses grands (1). »

(1) *Franco-Gallia*, chap. xv, p. 187, 188 et 189, édition de 1576; chap. xix, p. 69, édition de 1600. — « Rex, princeps est unicus ac singularis, ac tanquam caput reipublicæ; regnum vero ipsa civium ac subjectorum universitas et quasi corpus reipublicæ.

» Rursus rex eandem cum regno rationem habet, quam pater cum familia; tutor cum pupillo; curator cum adolescente; gubernator cum navigante nave; imperator cum exercitu. Ut igitur non pupillus tutoris, non navis gubernatoris, non exercitus imperatoris; sed contra hi caussa illorum instituti sunt; ita non populus regis, sed rex populi caussa, quæsitus et repertus est. Potest enim populus sine rege esse, veluti qui optimatum aut suo ipsius consilio paret, itemque in interregno. At sine populo ne fingi quidem cogitando rex potest; non magis quam pastor sine grege.

» An non ideo, quia sicuti pastor curare debet, ut oves suæ sint incolumes, neque iis quicquam desit; ita regis officium est, curare ut sui cives beati ac fortunati sint.

» Rex, æque ut quivis privatus, mortalis est; regnum perpetuum, et certe, vel omissis caussa, immortale; eo accedit quod rex mentis errore insaniaque affici potest, ut noster Carolus VI, qui temere regnum suum Anglis donavit. At suam habet in suis senioribus et optimatibus et usu rerum peritis, propriam certamque, tanquam

Si nous voulions, à notre tour, résumer rapidement le système d'Hotman en nous inspirant, non pas tant des textes eux-mêmes, mais bien plutôt de l'esprit qui s'en dégage, nous le ferions ainsi : la souveraineté réside dans la nation ; la royauté, élective à l'origine, est, par la suite, devenue héréditaire ; la couronne est attribuée au fils aîné ou, à son défaut, au plus proche parent du côté paternel ; bien que la couronne soit héréditaire, l'assemblée de la nation, formée des grands, des nobles et des hommes expérimentés désignés par le peuple, n'en conserve pas moins son droit de contrôle sur toutes les affaires du royaume ; elle élit le roi et peut le déposer s'il devient incapable ; elle vote les impôts et contrôle les dépenses effectuées par le roi ou faites d'après son ordre ; le domaine de la couronne est inaliénable, il appartient à la nation qui en attribue seulement la jouissance au roi.

Dans quelques-unes de ses parties, un gouverne-

in capite civitatis, sapientiam. Item, rex uno prælio, uno, inquam, die, vinci, capi etiam, atque in hostium potestatem cadere, et vinctus in eorum fines abduci potest ; quod in Ludovico sancto et Johanne et Francisco primo, usuvenisse nemo ignorat. Regnum autem, amisso rege, incolume tamen manet ; tantoque accepto incommodo repente publicum concilium indicitur, primores conveniunt, et communi consilio præsentibus incommotis remedium et subsidium quærunt quod etiam illis casibus factum constat.

» Rex vel ob ætatis infirmitatem, vel ob ingenii levitatem, non modo ab uno et altero consiliario avaro, rapaci, libidinoso ; non modo a lascivis aliquot adolescentibus æqualibus induci ac depravari potest ; verum etiam a muliercula infatuari, sic ut omnem prope administrandi regni potestatem ei committat. Cujus mali exempla quam sæpe acciderint, pauci, ut opinor, ignorant. At regnum seniorum suorum consilio et sapientia perpetuo fretum est. »

ment de cette sorte semblerait se rapprocher de celui encore en vigueur en Angleterre.

Probablement dans l'avant-dernière édition de la *Franco-Gallia*, imprimée de son vivant, Hotman sentit le besoin de formuler en lois l'antique constitution du royaume, sorte de charte non écrite, consacrée par une coutume séculaire et qui était, disait-il, gravée dans le cœur du peuple. Dans la querelle de l'oncle et du neveu, il s'était déjà exprimé ainsi : « Il serait, certes, préférable de rappeler tout d'abord le texte des lois qui ont été observées depuis plus de cinq cents ans relativement à l'hérédité du royaume; mais je pense que, bien qu'elles n'aient jamais été rédigées, elles n'en ont pas moins obtenu, de l'aveu de tous, par une continuelle coutume de tant d'années, force de loi écrite (1). »

Voici donc, d'après notre auteur, les lois du royaume qui règlent et limitent la puissance du roi, lois auxquelles tous les écrivains de l'époque ont fait allusion, mais sans jamais les citer :

Première Loi. — *Prima igitur hæc esto : ut ne quid quod ad statum reipublicæ in univēsam pertineat, regi sine publici concilii auctoritate statuere liceat.*

(1) *De controversia successionis regiæ inter patrum et patris filium*, p. 153 et 154, édition de 1600. — « Quanquam commodius fore arbitror, verba earum legum quæ de illius regni hereditate, quingentis jam amplius annis observantur, initio proponere. Nam etsi scripto (ut opinor) non constant, tamen ex perpetuis tot annorum moribus, qui scriptæ legis vim obtinent, hanc habent omnium confessione sententiam. »

Deuxième Loi. — *Ut regi jus non sit neque filium adoptare, neque de suo regno, vel inter vivos, vel per testamentum disponere, sed in regni successione majorum instituta et antiqua consuetudo servetur.*

Troisième Loi. — *Ut, rege mortuo, regni hereditas filio ipsius natu maximo deferatur, neque regi vel natu minorem majori anteferre.*

Le fils premier-né, ajoute notre auteur, n'acquiert pas l'espoir de l'héritage par la faveur de son père, mais par l'effet de la loi commune, et cet héritage il ne le tient pas de son père, mais de la coutume des ancêtres.

Quatrième Loi. — *Ne virgo, neve mulier ad regni hereditatem admittatur, sed agnatus defuncto rege proximus, quamvis gradus fœmina posterior, ei tamen præferatur.*

Hotman cite l'exemple d'Isabelle, reine d'Angleterre, qui n'a pu transmettre à son fils, Edouard, un droit de succession qu'elle ne possédait pas elle-même : « De même que la fille du roi ne succède pas au trône de France, ainsi en est-il de celui qui est né d'elle. *Sicut filia regis non succedit in regno Francorum, ita nec natus ex ea.* »

Dans un chapitre spécial que nous avons analysé, Hotman traite du droit des femmes à la régence et conclut, à contre-cœur, que rien dans les lois du royaume ne leur enlève ce droit.

Cinquième Loi. — *Ne videlicet regi jus sit, ullam domanii sui partem sine publici concilii auctoritate alienare ; quippe quod ei ad tuendam tantum regiam dignitatem fruendum datum est ut parem in eo potes-*

tatem habeat; atque marito in uxoris dote conceditur.

Sixième Loi. — *Ut regi abolandi criminis et capitalis pœnæ, sine parlamenti auctoritate, remittendæ jus non sit.*

Septième Loi. — *Ut regi non liceat magistratum aliquem regni sive reipublicæ francicæ, nisi caussa in parium consilio cognita et probata exauctorare.*

Huitième Loi. — *De regi sine publici concilii auctoritate monetæ mutandæ jus sit* (1).

Avant de terminer cette partie de notre travail, nous voudrions nous arrêter quelques instants sur cette question controversée, à savoir, si il y a réellement contradiction entre les idées et les opinions émises par Hotman dans sa *Franco-Gallia*, et celles qu'il a soutenues soit dans le *de Jure successionis regicæ*, soit dans la *Querelle de l'oncle et du neveu*; ou, ce qui revient au même, s'il y a opposition entre les premières éditions de la *Franco-Gallia* et l'édition définitive de 1599-1600.

M. Baudrillart est pour l'affirmative, et il a écrit ce qui suit dans son ouvrage *Bodin et son temps* : « Quelques années après la *Franco-Gallia*, ce n'est plus Henri III qui est l'héritier du trône, c'est le Béarnais, Hotman fait volte-face; il criait : vive la noblesse et l'élection ! il crie : vive la monarchie et l'hérédité ! Il oublie la *Franco-Gallia* pour écrire le droit du neveu. »

(1) *Franco-Gallia*, chap. XXIII, p. 79, 80, 81, 82, 83 et 84, édition de 1600.

Pour nous, nous pensons qu'il y a là, de la part de M. Baudrillart, quelque peu d'exagération.

Dans le *de Jure successionis regiae*, et dans la *Querelle de l'oncle et du neveu*, Hotman se borne à exposer les règles de la succession au trône, telles qu'elles s'étaient établies par la coutume et la suite des temps. Puis il entend seulement prouver, ces règles étant admises, que la couronne doit revenir à Henri de Navarre et non à son oncle.

S'il avait réellement fait la volte-face dont on l'accuse, il aurait supprimé, dans l'édition de 1600, tous les passages dans lesquels il parle de l'élection des rois. Or, dans cette édition, comme dans les éditions antérieures au *de Jure successionis*, nous retrouvons constamment l'affirmation du pouvoir qu'avait le peuple d'élire ses rois; et il semble bien, d'ailleurs, que même dans les premières éditions de son livre, l'élection n'était pour notre auteur qu'un mode de conférer le pouvoir qui, bon en soi, avait depuis longtemps cessé d'être en vigueur. S'il n'en était pas ainsi, ses chapitres sur la régence des femmes et sur la loi salique n'auraient aucune raison d'être : « D'après cette loi salique, dit-il, seuls, des rois du sexe masculin, sortis de race royale, peuvent administrer le royaume, et à cette dignité les femmes ne peuvent être admises. *De lege salica et jure mulierum in regum parentum hereditatibus, — ea lege, soli virilis sexus reges a majoribus regibus orti regnum administrant; nec ad eam dignitatem fœminæ admittuntur* (1). »

(1) *Franco-Gallia*, chap. VIII, p. 95, 96, édition de 1576.

D'ailleurs l'hérédité, avec ses lois telles qu'Hotman les expose dans le *de Jure successionis*, ne porte pas atteinte au pouvoir des assemblées, point capital de tout le système. Or, dans la première de ces lois publiées après les livres où on l'accuse d'avoir crié « vive la monarchie et l'hérédité », il dit précisément que « rien de ce qui concerne l'Etat ne peut être décidé par le roi seul et sans l'autorisation de l'assemblée générale ».

L'autorité suprême des assemblées est donc toujours pour Hotman le dogme fondamental. Et alors, malgré l'hérédité, elles n'ont pas perdu le droit de déposer le roi, si celui-ci devient indigne de gouverner.

Donc, ce qu'il affirmait, il continue à l'affirmer.

Dirons-nous, cependant, que sa pensée n'a subi aucune modification ? Nous n'irons pas jusque là. Il y a certainement chez Hotman changement ou, si l'on aime mieux, évolution partielle dans l'édition de 1600. Il parle bien toujours de l'élection, mais il s'appuie davantage sur la coutume établie par le temps, et c'est ainsi qu'il ajoute au chapitre IX la phrase suivante qui n'existe pas dans les éditions précédentes : « Après que la couronne de France fut devenue héréditaire, coutume qui s'est établie insensiblement, elle fut attribuée au fils du roi ou à son parent le plus rapproché du côté paternel ; et quand elle était attribuée au fils, alors c'était au plus âgé, tous les autres fils et les agnats étant exclus (1). »

(1) *Franco-Gallia*, chap. iv, p. 30, édition de 1600. — « Itaque postquam, recepta sensim consuetudine Franco-Galliæ corona here-

Dans cette même édition de 1600, il avait fait également disparaître les attaques un peu trop vives qu'il avait lancées contre le Parlement de Paris. L'éloignement du temps, l'âge plus avancé avaient amorti bien des ardeurs, atténué bien des ressentiments et donné plus de modération à sa pensée, sans y apporter, au fond, de réels changements.

Nous espérons donc avoir justifié notre auteur du reproche qu'on a voulu lui faire et, comme nous le disions plus haut, s'il y a eu modification partielle de sa pensée, il serait injuste de l'accuser d'avoir fait volte-face et renié ce qui fait précisément sa gloire et a conservé la mémoire de son nom, c'est-à-dire, les idées libérales dont son livre est rempli.

ditaria esse cœpit, et vel filio vel proximo agnato deferri, quamvis plures ejusdem gradus vel filii vel agnati essent; tamen uni tantum, seniori scilicet; reliquis omnibus ejusdem gradus vel filiis, vel agnatis exclusis. »

QUATRIÈME PARTIE

DES ROIS ET DE LA SUCCESSION AU TRONE

DES GRANDES ASSEMBLÉES

Après avoir étudié les conceptions politiques d'Hotman en elles-mêmes, d'une façon absolue et abstraite, et nous être rendu compte que son système tout historique repose sur ces deux idées : l'élection des rois et le pouvoir des assemblées ; il nous paraît indispensable d'aborder la question historique elle-même et de montrer que, à ce point de vue, tout au moins, la base de la théorie est fausse.

Laissant donc de côté toutes les questions qui se rapportent d'une façon plus ou moins directe à la limitation du pouvoir royal, telles que celles des maires du palais, des connétables, etc., qu'Hotman a développées dans sa *Franco-Gallia*, nous traiterons seulement des deux points importants suivants : l'élection des rois, les pouvoirs des grandes assemblées. Logiquement, ces deux matières s'enchaînent et se complètent, et demanderaient à être traitées simultanément, l'élection du roi supposant les droits

de l'assemblée qui le nomme. Mais, pour plus de clarté, nous avons divisé en deux parties notre étude. Nous parlerons donc, en premier lieu et très rapidement, des rois et de la succession au trône, puis, un peu plus longuement, des pouvoirs des grandes assemblées ou Etats généraux, cette dernière question étant un peu moins connue.

§ 1. — De l'élection des rois.

La question de l'élection des rois et de la succession au trône est une de celles qui furent le plus agitées par les publicistes, depuis le seizième siècle, et chacun d'eux a sa théorie renfermant une part plus ou moins grande de vérité.

Sans nous attarder à résumer ces différentes opinions, nous allons donner les résultats auxquels la science moderne est arrivée.

Sous la première race, le partage du royaume entre les fils du roi défunt, même les fils naturels, règne d'une façon absolue. Sous la seconde race, le principe d'hérédité, mitigé par ce que l'on a appelé l'élection éventuelle, se continue sous les cinq ou six premiers rois, puis un choix, qui n'est pas une élection au sens propre du mot, est fait par les grands seuls, guidés uniquement par leur intérêt personnel. Enfin, sous la troisième race, et pendant deux cents ans, l'on a l'association du fils aîné au trône, du vivant même de son père, avant d'en revenir définitivement au principe de l'hérédité pure qui reste la loi du royaume jusqu'à la Révolution.

On voit donc que la solution de la question qui nous occupe était plus complexe et plus délicate que ne le pensait Hotman, et, surtout, combien le principe de l'élection du roi par une assemblée nationale, qui, pour lui, ne fait aucun doute, est éloigné de la vérité.

§ 2. — Des grandes assemblées.

Il nous reste, maintenant, à rechercher si la conception qu'Hotman s'était faite de nos grandes assemblées, est réellement justifiée, par l'étude attentive des faits.

Si nous examinons donc la multiplicité et la grandeur des affaires sur lesquelles les Etats généraux furent appelés à délibérer, nous aurons, au premier abord, une haute idée de l'autorité et de l'importance de ces assemblées. Ainsi les Etats de 1468 semblent décider la question des apanages ; ceux de 1484, régler l'administration du royaume pendant la minorité de Charles VIII ; en 1506, ils sont assemblés pour dégager Louis XII de la promesse qu'il avait faite d'unir sa fille aînée à Charles de Luxembourg, et pour la donner à François d'Angoulême.

Les traités de Londres, sous le roi Jean, de Conflans et de Saint-Maur, sous Louis XI, de Madrid, sous François I^{er}, leur sont communiqués.

Mais il est visible que, dans toutes les circonstances que nous venons de rappeler, et d'autres semblables, les Etats étaient appelés à délibérer sur des résolutions arrêtées d'avance et dont le roi devait

tirer avantage. Il leur soumettait des traités qu'il était parfaitement décidé, à l'avance, à ne pas exécuter, et l'avis qui lui était donné servait simplement à dégager sa parole en ayant l'air de se rendre à la volonté de la nation.

Il est certain que les délibérations de ces assemblées n'auraient pas été suivies, si elles avaient conclu à l'exécution des traités qui leur étaient soumis ; et ils ne leur auraient pas même été apportés, si le roi avait eu le moindre doute sur le résultat de sa communication.

Il en est de même des décisions qui leur furent demandées relativement à la succession de la couronne, ou à la régence.

Pour Philippe Pot, c'est le peuple qui doit en décider. D'après L'Hospital, les Etats ont le droit de composer le conseil de régence et de régler la forme de l'administration pendant la minorité du roi ; mais dans la réalité il n'en a jamais été ainsi. C'est une assemblée de barons qui attribue à Philippe de Valois la régence, et par suite la royauté ; Blanche de Castille est désignée pour la régence par le roi son mari ; Isabeau de Bavière se déclare elle-même reine et régente ; Charles VIII était dans sa quatorzième année, et par conséquent majeur, lorsqu'il monta sur le trône, les Etats de 1484 n'avaient donc pas à désigner un régent.

Un seul droit ne fut presque jamais contesté aux Etats : celui de consentir les impôts qui leur étaient demandés par le roi, et il serait facile de relever de nombreuses déclarations semblables à celle de Louis le Hutin qui promet « qu'à l'avenir aucuns deniers ne

seront levés dans le royaume que du consentement des trois états qui en feront eux-mêmes le recouvrement et l'emploi ». Mais si ce droit était incontesté, il ne fut guère respecté, et les rois se passèrent le plus souvent de l'assentiment des Etats pour lever de nouvelles tailles, aides et subsides, ou pour maintenir les taxes déjà existantes.

Charles V ne réunit pas les Etats, et pourtant sous son règne les impôts ne s'en sont pas moins perçus. Il en fut de même sous Charles VI, où les Etats restèrent plus de trente ans sans être convoqués. Charles VII soumet aux Etats d'Orléans de 1439, son projet d'une armée permanente et il les fait consentir, par le fait même de l'adoption, à ce que l'on a appelé la taille perpétuelle.

Les Etats de 1468 s'occupent de tout autre chose que du vote des impôts.

Sous Charles VIII, les Etats de 1484 votent l'impôt seulement pour deux ans et disent que, dorénavant, aucune somme ne sera perçue sans qu'ils aient été appelés, et sans leur vouloir et consentement, mais ils ne sont plus convoqués à cet effet que sous Charles IX.

Donc, nul besoin des Etats pour lever les impôts et si, lorsqu'ils sont réunis, on leur demande de voter les tailles, aides, etc., c'est parce que le roi veut se prévaloir de leur vote auprès du peuple, pour que les taxes soient levées avec moins de résistance.

Il eut, d'ailleurs, été difficile aux Etats de refuser les subsides qu'on leur demandait, alors que le plus souvent ils étaient réunis à la dernière extrémité et sous la pression des circonstances, et se trouvaient

en présence de situations telles qu'ils étaient dans l'impossibilité de refuser ce que l'on désirait d'eux. Leur seule ressource était d'exiger des promesses pour l'avenir, promesses qu'on leur faisait facilement, mais qu'on ne tenait jamais.

Pour que le droit que l'on reconnaissait aux Etats fût suivi d'effets, il aurait fallu que ceux-ci fussent convoqués annuellement, ou qu'ils eussent une délégation permanente, ce qui n'exista jamais. De tout temps, ce sont les rois qui ont l'initiative de convoquer les Etats, et ils n'en usent généralement que dans les conditions que nous venons de dire ; ils ont vite fait de les oublier, quand l'existence de la nation est redevenue normale.

En résumé, les Etats généraux n'avaient qu'un seul droit, celui de présenter des remontrances, de faire des prières et des doléances auxquelles, d'ailleurs, le roi déférait suivant qu'il convenait à sa prudence et à sa justice.

Ces remontrances et doléances étaient faites à genoux, et cette humble posture ne montre pas que les Etats généraux aient jamais pensé avoir l'autorité, le pouvoir, la souveraineté qu'Hotman leur attribue.

Parlant de ces grandes assemblées, Pasquier donne sur leur compte l'appréciation suivante : « Le peuple pense qu'en découvrant ses doléances on rétablira toutes choses de mal en bien ; il ne désire rien tant que l'ouverture de ces assemblées, et cependant il n'y a rien qu'il ne dût autant craindre, car elles ne se font jamais que pour lui demander de l'argent, et jamais assemblée générale des trois états ne se fit en France, sans accroître les finances de nos rois et, partant, sans diminuer celles du peuple. »

Comment Hotman est-il donc arrivé à envisager les grandes assemblées comme il l'a fait et à leur attribuer tous les pouvoirs ?

Pour s'en rendre compte, il ne faut pas oublier, tout d'abord, que c'était l'opinion qu'en avaient de son temps, non seulement le peuple qui, dans ses malheurs, demandait la convocation des Etats généraux comme le remède à tous ses maux, mais encore la partie éclairée de la nation ; puis il faut se rappeler qu'Hotman n'était pas seulement un historien, un érudit, mais qu'il était aussi un politique actif, mêlé à toutes les affaires de son temps.

Il avait été frappé des inconvénients graves que présentait le gouvernement monarchique, tel qu'il était mis en pratique par des rois comme Henri II, François II, Charles IX. Etudiant alors l'histoire de l'ancienne France, il crut y trouver un système de gouvernement propre à remédier aux malheurs du pays.

Dans ce système, pour la conception duquel Hotman s'est inspiré autant de l'exemple de l'Angleterre que de l'étude de nos grandes assemblées, une monarchie se serait organisée qui, sous le contrôle permanent des Etats, aurait réalisé alors en France un gouvernement parlementaire et constitutionnel tel que nous l'avons connu beaucoup plus tard.

C'est sous l'empire de ces idées qu'Hotman s'efforça de grandir le rôle joué dans l'ancienne France par les assemblées générales ; de montrer qu'elles étaient toujours intervenues dans les affaires de la nation et que leur action y avait été prépondérante.

Cette conception de notre auteur, qui semblait

s'appuyer sur des textes hors de toute contestation et sur des données historiques, présentait, pour une époque où la critique appliquée à l'histoire n'existait pas encore, tous les caractères de la certitude ; elle devait faire et fit en effet une grande impression.

Revenir aux anciennes coutumes, gouverner avec les Etats généraux qui de tout temps, dans l'ancienne France, ont été réunis et écoutés, voilà donc la thèse d'Hotman, voilà ce qu'il voudrait voir appliquer.

Il s'efforce alors, remontant le cours de notre histoire, de retrouver sous tous nos rois la trace de ces assemblées nationales et de faire ressortir qu'elles n'étaient pas de simples conseils, mais une force agissante qui contrôle et ordonne. Et comme plus l'origine de cette coutume sera ancienne, plus elle aura chance de se faire accepter des esprits contemporains profondément attachés aux traditions, Hotman passant d'une race à une autre, fait remonter l'origine du pouvoir des assemblées jusqu'aux réunions tumultueuses des Francs.

C'est une institution vieille comme la race franco-gauloise qu'Hotman veut remettre en vigueur, il se présente donc, non en prôneur d'idées nouvelles, mais en apologiste du passé.

Nous avons montré combien le système d'Hotman répondait peu à la réalité des choses ; mais jusqu'à quel point celui-ci était-il convaincu de la solidité de ses théories, cela nous importe peu ; ce qui est certain, c'est que, persuadé de l'excellence de l'institution, telle qu'il la comprenait, il a voulu lui donner une base solide, une raison d'être susceptible

d'être comprise de tous, et il ne pouvait mieux trouver que la tradition.

Mais parce qu'il s'est trompé ou qu'il s'est illusionné sur les pouvoirs des grandes assemblées, faut-il l'accuser de mauvaise foi, dire qu'il a méconnu volontairement le caractère des grandes assemblées et qu'il s'est sciemment trompé sur le sens de la constitution du royaume ?

Nous ne le pensons pas : son erreur, comme nous l'avons dit, était celle de tous ceux de son temps, et elle était tellement enracinée dans la nation qu'on la retrouve encore exposée tout au long dans un livre publié, en 1795, sous le titre : *Développements des principes fondamentaux de la monarchie française*, dont Joseph de Maistre, dans ses *Considérations sur la France*, donne de nombreux passages.

Les auteurs de ce livre, après avoir énoncé les prérogatives de la royauté, s'expriment ainsi : « Le roi ne règne que par la loi et n'a puissance de faire toutes choses à son appétit.

» Il est des lois que les rois eux-mêmes se sont avoués dans l'heureuse impuissance de violer : ce sont les lois du royaume, à la différence des lois de circonstances ou non constitutionnelles, appelées aussi lois du roi.

» Les rois, comme législateurs, ont toujours parlé affirmativement en publiant leurs lois, mais il faut aussi le consentement du peuple, l'acceptation et la reconnaissance de la nation. Trois ordres, trois chambres, trois délibérations, c'est ainsi que la nation est représentée. Le résultat des délibérations, s'il est unanime, présente le vœu des Etats généraux.

» Les lois du royaume ne peuvent être faites qu'en générale assemblée de tout le royaume avec le commun accord des gens des trois états. Le roi ne peut déroger à ces lois ; s'il ose y toucher, tout ce qu'il a fait peut être cassé par son successeur.

» La nécessité du consentement de la nation à l'établissement des impôts est une vérité incontestable reconnue par les rois.

» Le vœu de deux ordres ne peut lier le troisième si ce n'est de son consentement.

» Le consentement des Etats généraux est nécessaire pour la validité de toute aliénation perpétuelle du domaine, la même surveillance leur est recommandée pour empêcher tout démembrement partiel du royaume. »

Il y a un écho curieux de cette croyance dans la déclaration de Louis XVIII aux Français (1), lorsqu'il leur dit « que leur antique et sage constitution était pour lui l'arche sainte, et qu'il lui était défendu d'y porter une main téméraire ; et il ajoute qu'il veut lui rendre toute sa pureté que le temps avait corrompue, et toute sa vigueur que le temps avait affaiblie ».

Et encore dans la Charte de 1830, où l'on peut lire la phrase suivante : « Nous avons remplacé par la Chambre des députés ces anciennes assemblées des champs de Mars et de Mai, et ces chambres du Tiers-Etat. »

Nous voyons combien étaient persistantes les

(1) Joseph de Maistre. *Considérations sur la France*, p. 133, édition de 1820.

idées soutenues par Holman touchant les assemblées, puisque nous en retrouvons un écho jusque dans le dix-neuvième siècle. C'est que si le système de la *Franco-Gallia* était faux historiquement, il se soutenait en droit, et l'influence de cet ouvrage devait se faire sentir, non seulement en réveillant et en donnant une forme à des idées libérales, mais encore, indirectement, en facilitant par la réunion de nombreux documents la tâche de la critique, et, par là même, celle de la science.

CONCLUSION

Nous voulions étudier Hotman et ses théories politiques, puissions-nous, suivant la faiblesse de nos moyens, y avoir réussi.

Peut-être nous reprochera-t-on de ne pas avoir, remontant dans le passé, montré que les idées démocratiques de l'auteur de la *Franco-Gallia*, comme toutes celles de même nature soutenues, à la même époque, par les protestants et les catholiques, n'étaient pas nouvelles, qu'Hotman et ses coreligionnaires n'avaient fait que reprendre les propositions déjà exprimées par saint Thomas d'Aquin, Marsile de Padoue, etc.

Si nous n'avons pas abordé cette question, non plus que celle de la réforme au point de vue politique, c'est qu'elles avaient déjà été traitées par de nombreux auteurs : Weill, dans ses *Théories du pouvoir royal en France pendant les guerres de religion* (1); Baudrillart, avec son livre *Bodin et son temps* (2); Labitte avec ses *Prédicateurs de la Ligue* (3);

(1) Weil. *Théorie du pouvoir royal en France*, Paris, Hachette, 1891.

(2) Baudrillart. *Bodin et son temps*, Paris, 1853.

(3) Labitte. *De la démocratie chez les prédicateurs de la Ligue*, Paris, 1865.

Henry Lureau, dans ses *Doctrines démocratiques chez les écrivains protestants français de la seconde moitié du seizième siècle* (1), etc., etc.

Nous avons aussi traité d'une façon moins complète que nous ne l'aurions voulu la critique de la thèse historique, soutenue par notre auteur, où se trouve, malgré tout, sa véritable originalité. En effet, parmi tant d'écrivains qui, de son temps, abordèrent l'étude du pouvoir royal et du gouvernement de notre pays, il est le seul peut-être qui ait traité la question au point de vue français, c'est-à-dire en tenant compte des traditions du pays et de ses aspirations.

C'est l'antique constitution française reposant sur la coutume qu'il voudrait voir appliquer : « C'est un acte de fierté, dit-il, de se complaire dans la sagesse des ancêtres » ; et constamment il rappelle la sagesse politique de nos aïeux.

Le seul, aussi, il laissa de côté les discussions philosophiques et ne demanda pas un principe directeur aux croyances religieuses. La Bible était alors, en effet, le grand fonds de l'inspiration calviniste où tous allaient puiser leurs arguments et leurs preuves, et, chose extraordinaire, à une époque où le droit de tuer le tyran était discuté sous toutes les formes, il n'aborda pas dans son livre et ne fit pas même allusion à la théorie du tyrannicide.

Par là, il se rapproche des temps modernes et l'emporte de beaucoup sur Hubert Languet, l'auteur

(1) Lureau. *Les doctrines démocratiques chez les écrivains protestants*, thèse, Bordeaux, 1900.

du *Vindiciæ contra tyrannos*, auquel on a voulu le comparer.

Languet parle au nom de l'humanité tout entière, tendance dangereuse, mais sentiment bien français : alors que les chartes des libertés anglaises, arrachées aux rois, allaient jusqu'à préciser le droit de pêche dans telle ou telle rivière ; oublieux de nos traditions et de nos propres intérêts, nous proclamons déjà les droits de l'homme.

Dans Languet, les peuples doivent se conformer au plan voulu par Dieu, plan que l'on découvre dans la Bible ; son système est donc essentiellement religieux, et la Bible constitue l'autorité suprême à laquelle tout doit être rapporté : « Nous nous aiderons de ces vraies et légitimes armes de l'Écriture sainte, dit-il, nous en viendrons hardiment aux mains ».

C'est donc à cause de son caractère national et réaliste, dirions-nous, que nous préférons la *Franco-Gallia* ; c'est une thèse historique qui nous touche directement, puisque ce sont nos origines qu'elle étudie. Nous y avons reconnu des idées justes et des erreurs et nous avons signalé les unes et réfuté les autres quand nous les avons rencontrées, nous n'y reviendrons pas ici.

Ce n'est pas, d'ailleurs, un livre de pure doctrine qu'Hotman a voulu écrire, mais un livre de faits, un livre d'actualité aussi. Cherchant dans les traditions de la nation et étudiant son histoire, il a voulu y trouver des enseignements pour le temps où il vivait ; et de faits historiques ou admis comme tels par lui, il déduit son système, employant, en somme, la méthode déductive, alors nouvelle dans les

sciences historiques, et dont l'apparente simplicité devait s'imposer à l'esprit de ses contemporains.

Toutes les idées répandues dans la masse de la nation : pouvoir du peuple, souveraineté des Etats, limitation de l'autorité royale, proclamées déjà avec éclat par Philippe Pot aux Etats de 1484, reproduites par L'Hospital en 1560 et que l'on trouvait éparses dans les différents pamphlets lancés au seizième siècle ; mais idées qui ne s'appuyaient sur rien, perdues au milieu des invectives et des injures de toute sorte, furent reprises par Hotman. Toutes ces notions répandues à l'état vague dans le pays, et paraissant plutôt les armes d'un parti que des données véritablement précises et scientifiques, furent par lui concentrées, coordonnées, filtrées en quelque sorte, et, débarrassées de tout appareil déclamatoire ou injurieux, devinrent un corps de doctrine s'appuyant sur des faits.

Alors le droit populaire, ou plutôt celui des Etats, se trouva justifié par des coutumes et une tradition qui, d'après notre auteur, semblaient remonter aux origines de la monarchie.

On a pu contester, plus tard, la valeur de ces traditions et des arguments historiques sur lesquels Hotman a appuyé ses théories, et nous l'avons fait nous-même ; mais dans un temps où la critique historique n'existait pas encore, faute d'éléments suffisants, ce livre de la *Franco-Gallia*, habilement écrit, modéré dans sa forme, laissant de côté toute polémique et même toute inspiration religieuse, livre d'érudit qui exposait un système semblant exclusivement fondé sur la tradition, devait avoir, et eut

en effet, un succès d'autant plus grand que les nouveaux arguments apportés en faveur de la liberté contre l'absolutisme royal, s'adaptaient aussi bien aux sentiments des catholiques qu'à ceux des protestants.

Mais en dehors des qualités qui firent son succès au moment où elle parut, la *Franco-Gallia* méritait encore notre étude pour sa valeur propre et absolue, pour les idées justes qu'elle a lancées dans le monde. Nous dirons plus, elle le méritait par les erreurs mêmes qu'elle renferme, puisque, par la contradiction et les discussions qu'elle a ainsi suscitées, elle a contribué dans une large mesure à la découverte et à l'affirmation de la vérité. Elle a été, en effet, le point de départ et, en quelque sorte, l'origine de toute une série de travaux et d'ouvrages ayant pour objet les premiers temps de notre histoire et notre constitution politique.

Si ceux qui sont venus après Hotman, mieux armés, ont été plus avant dans la découverte de la vérité, c'est à lui qu'ils le doivent; c'est lui qui leur a ouvert la voie, qui a été leur initiateur, et ce n'est pas le moindre de ses mérites.

Quels que soient donc les mobiles qui l'ont poussé : amour de la liberté ou désir d'affaiblir une royauté hostile à ses croyances, il n'en reste pas moins que son œuvre a été utile, qu'elle a eu sa part dans le progrès des idées et a servi à l'éducation politique et au développement de la France. Pour nous, d'ailleurs, elle reste « une œuvre de bonne foi » comme dit Montaigne, et nous ne saurions mieux faire que de reproduire ici la défense que Jean Hotman pré-

sente de son père dans l'avant-propos de l'édition de ses œuvres de 1599-1600 : « Tous les hommes sages, amis de la patrie et doués d'un esprit bien organisé, ont donné leur approbation à ce livre. Quelques historiens, habitués des cours, poussés sans doute par l'espoir d'une récompense, l'ont méprisé et combattu, mais en vain. Car trop grande est la force de la vérité, trop reconnue la bonne foi, trop prouvée la probité et l'érudition de l'auteur, qui a consacré ce livre à la postérité et à la patrie, à laquelle il s'est voué et dévoué lui-même.

» Mais les hommes intelligents jugent d'une manière plus équitable, et la postérité, je l'espère, tirera le plus grand bien d'un livre dans lequel elle verra toujours un exemple remarquable de l'amour de la patrie. »

On a rangé notre auteur, avec raison du reste, parmi les monarchomaques, c'est-à-dire parmi les adversaires de la royauté, dont la France, d'après Rudolf Treumann, « serait la terre maternelle ». Mais adversaire de la royauté ne veut pas dire partisan de la démocratie : de véritables démocrates, nous n'en rencontrons pas au seizième siècle, sauf parmi les exaltés de l'un ou de l'autre parti, et les excès de ceux-ci étaient peu faits pour propager leurs doctrines. Les publicistes de cette époque, en général, n'ont pas étudié le droit public pour lui-même, afin d'en dégager les droits individuels, mais ils mettaient les enseignements qu'ils retiraient de cette étude au service d'une cause politique ou religieuse ; aussi sont-ils tombés le plus souvent dans l'exagération et ont manqué de con-

victions et, par suite, de constance dans la défense de leurs théories. Les idées libérales ont, d'ailleurs, eu cette malheureuse fortune d'avoir été défendues, tour à tour, par les catholiques et les protestants ; rien donc d'étonnant à ce que la lutte pour limiter les prérogatives royales ait complètement échoué et que le pouvoir du roi en soit sorti plus fort et mieux armé.

Du reste, il faut bien reconnaître que la plupart des écrivains du seizième siècle sont restés profondément pénétrés de l'idée monarchique : « Une foi, une loi, un roi », disent-ils. Ce qu'Hotman attaque, c'est donc la monarchie absolue ; ce qu'il veut, c'est une royauté tempérée par le contrôle des Etats.

On serait, peut-être, tenté de croire que les protestants ont eu au seizième siècle le monopole des idées démocratiques, et de voir dans la réforme un mouvement d'émancipation populaire ; il n'en est rien, et les idées démocratiques et de souveraineté du peuple s'étaient depuis longtemps fait jour, sans que ceux qui les soutenaient alors aient pu être suspectés de combattre pour leurs croyances. La réforme serait plutôt d'essence aristocratique et, ce qui le prouve, c'est que là où elle a triomphé, elle n'a nullement établi un gouvernement populaire : ainsi, en Danemark, elle consolide le pouvoir royal ; en Prusse, elle affermit le pouvoir absolu ; en Hollande, il est vrai, elle fonde, tout d'abord, un pouvoir libéral, mais c'est parce qu'elle rejette l'oppresseur et la religion de l'oppresseur et plus tard, avec la famille des princes d'Orange, elle aboutira à la royauté.

Si donc la réforme avait pu s'accomplir sans vio-

lence, aucune manifestation politique ne s'y serait jointe. La révolte des paysans, en Allemagne, ne trouve pas de plus dur censeur que Luther ; Calvin se déclare nettement partisan de la monarchie absolue. Il a fallu trente ans de luttes et de troubles pour transformer en France un mouvement religieux en un mouvement politique.

Les publicistes protestants ne sont donc pas, réellement et sciemment, des démocrates, au véritable sens du mot. Ce qu'ils veulent primitivement, c'est la liberté de leurs consciences et de leurs personnes ; la royauté la leur refusant, ils vont plus loin et réclament alors les droits du peuple. Mais, malgré tout, la réforme reste aristocratique : c'est, en effet, de la noblesse mécontente que lui viennent les plus grands secours en hommes et en argent, et c'est à la classe élevée que les écrivains huguenots confient le soin de diriger les foules.

Les catholiques, au contraire, se rapprochèrent davantage de la démocratie. Il vint, en effet, un moment où Henri de Navarre étant le plus proche parent du roi, eut en perspective la succession du trône. D'adversaires du pouvoir royal, les protestants s'en firent les défenseurs, et ce fut au tour des catholiques d'attaquer le pouvoir absolu et l'hérédité.

Ce changement de manière de voir a été vivement reproché à Hotman, et on l'a accusé d'avoir défendu l'hérédité après avoir soutenu le principe de l'élection. Nous avons déjà répondu à ce reproche et ne voulons pas y revenir ici.

Ce que nous reprochons avec plus de raison aux protestants, en général, et à Hotman en particulier,

c'est que, aveuglés par leurs passions religieuses, ils aient fait passer la patrie au second plan et la preuve, pour Hotman, est facile à faire. N'écrivait-il pas, en effet, à l'électeur palatin Frédéric : « Le prince de Condé donnera aux Allemands la ville de Paris à piller, et il y a là de quoi en attirer un grand nombre. *Princeps Condensis promittet Germanis urbis Parisiensis direptionem in prædam, quod multos potest allicere.* »

Il nous est pénible de le constater, mais nous sommes obligé de dire qu'Hotman n'échappe pas au reproche adressé à juste titre aux protestants, reproche que l'on peut, d'ailleurs, faire également aux catholiques, d'avoir été chercher à l'étranger une aide et des secours ne pouvant servir qu'à prolonger la lutte intestine qui faisait le malheur et la ruine de la patrie. Et c'est à la malheureuse époque où vécut notre auteur, que se trouva justifiée et réalisée cette pensée de M. Gide : « La religion imprime sur les âmes une empreinte plus forte que la nationalité. »

Nous ne chercherons donc pas à justifier Hotman, bien que les malheurs qu'il avait supportés puissent être considérés comme atténuant sa faute dans une certaine mesure.

Après avoir montré ses côtés faibles, il ne serait pas juste, de notre part, de laisser dans l'ombre les grandes qualités dont notre auteur était doué, et de ne pas rappeler l'énergie, le désintéressement dont il fit preuve pendant tout le cours de sa vie aventureuse. Travailleur acharné, il déploya une activité qui le rendit précieux à son parti ; d'une grande

austérité, ardent protestant, il montra un courage admirable et une patience inaltérable au milieu des épreuves dont sa vie fut traversée ; et, malgré toutes ses misères, il conserva toujours la même confiance dans la bonté de la Providence : « Voici tantôt quarante ans, écrit-il, que je ne cesse d'être le jouet de la fortune, agité et ballotté sans repos ; mais je ne me souviens pas d'avoir jamais plus souffert que le jour où, arraché par miracle aux mains sanglantes de nos ennemis, après le pillage de mes meubles et de mes livres, chargé de sept enfants, manquant de tout, et comme naufragé, au moment même où je croyais avoir trouvé un asile dans une petite ville à peine fortifiée, j'appris que nous y serions bientôt assiégé (1). »

On a prétendu que, pour de l'argent, Hotman aurait défendu ce qu'il attaquait, ou attaqué ce qu'il défendait, et en même temps on lui reprochait sa pauvreté. Mais cette pauvreté même, après une vie de labeur acharné, n'était que plus honorable et venait protester contre l'accusation de vénalité dont il a été l'objet.

Hotman, donc, vécut et mourut pauvre, restant toujours ferme dans ses convictions, et, malgré les accusations que l'on a portées contre lui, donnant l'exemple de toutes les vertus domestiques en élevant courageusement et fermement ses neuf enfants.

Tel fut l'homme dont l'existence a été une lutte perpétuelle et qui, respectueux du passé, confiant dans l'avenir, eut la vision du gouvernement parle-

(1) Hotman. *In consolationem e sacris scripturis, præfatio.*

mentaire deux cents ans avant qu'il ne se réalisât. Mais, si au lieu d'avoir de ce gouvernement une idéale intuition, il l'avait vu réalisé et en action chez nous, l'aurait-il autant admiré et y aurait-il trouvé tout ce qu'il en espérait ? Nous laisserons la question sans réponse.

Devons-nous regretter maintenant que les efforts faits alors pour le développement des libertés, n'aient pas abouti ? Nous ne le pensons pas, et il est à présumer que si, avec ses tendances, la réforme avait réussi au gré de ses désirs, l'affaiblissement de la royauté n'eut amené que la désagrégation du pays et la ruine du travail de tant de siècles. La France aurait présenté à la fin du seizième siècle, le spectacle offert par l'Allemagne au dix-septième, au lieu de former le tout solide et compact qui devait lui assurer pendant si longtemps la prépondérance en Europe.

VU :

JEAN-ANDRÉ ROUX.

VU :

*Le Doyen de la Faculté de droit
de l'Université de Dijon,*

E. BAILLY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Dijon, le 18 mars 1902,

Le Recteur de l'Académie,

CH. ADAM.

Correspondant de l'Institut.

BIBLIOGRAPHIE

- AUBIGNÉ (Théodore-Agrippa d'). *La confession de Sancy*, édition de 1663. — *Histoire universelle*, édition de 1616-1620.
- BAILLET. *Jugements des savants sur les principaux ouvrages des auteurs*, édition de 1722, 7 volumes.
- BAUDRILLART. *Bodin et son temps*, Paris, 1853.
- BAYLE. *Dictionnaire historique*, article *Hotman*, 1720.
- BOULAINVILLERS. *Lettres sur les Parlements. — Histoire du gouvernement de la France et lettres historiques sur les Etats généraux*, 1727.
- BOULLÉE. *Histoire des Etats généraux*.
- CÉSAR. *Commentaires sur la guerre des Gaules*.
- DARESTE. *Essai sur Hotman*, Paris, 1850. — *Hotman, sa vie et sa correspondance*, revue historique, année 1876, t. II. — *Etude sur François Hotman*, revue de législation et de jurisprudence, mai-août 1851. — *Lettre de Sturmius*, bibliothèque de l'Ecole des chartes, année 1854.
- DORLÉANS. *Avertissement des catholiques anglais*, 1586.
- DURUY. *Histoire des Romains*, 1879-1885.
- ESMAIN. *Cours élémentaire de droit français. — Eléments de droit constitutionnel*, 1896.
- FUSTEL DE COULANGES. *Histoire des institutions politiques de l'ancienne France*, 1888.
- GASQUET. *Précis des institutions politiques et sociales de l'ancienne France*, 1885.

- GUÉRARD. *De la formation de l'état social, politique et administratif de la France*, bibliothèque de l'Ecole des chartes.
- HAVET. *Questions mérovingiennes*, 1885-1887.
- HOTMAN. *Œuvres complètes*, Genève, 1599-1600. — *La Franco-Gallia*, édition de 1574. — *La Franco-Gallia*, édition de 1576. — *Matagonis de Matagonibus*, 1575. — *L'Anti-Tribonien*, dans les écrits français des Hotman, publiés par Nevelet, sieur de Dorches, Paris, 1616.
- LABITTE (Ch.). *De la démocratie chez les prédicateurs de la Ligue*, thèse de doctorat ès lettres, 2^e édition, 1865.
- LANDINE (de). *Histoire des assemblées nationales en France*.
- LAVISSE (Ernest). *Histoire de France*, 1901, les volumes parus.
- LOYSEAU. *Œuvres. Des ordres, des seigneuries, des offices non vénéaux, des offices féodaux, des dignités*, 1701.
- LUCHAIRE. *Histoire des institutions monarchiques de la France sous les premiers Capétiens*, 2 volumes, 1884.
- LUPANUS (Vincent de la LOUPE). *Commentarii Vincentii Lupani, de magistratibus et præfecturis Francorum*, Paris, 1560, 3^e édition.
- LUREAU (Henry). *Les doctrines démocratiques chez les écrivains protestants français de la seconde moitié du seizième siècle*, thèse pour le doctorat, Bordeaux, 1900.
- MABLY. *Observations sur l'histoire de France*, 1765.
- MAISTRE (de). *Considérations sur la France*, édition de 1820.
- MARTIN (Henri). *Histoire de France*, 1884.
- MATHAREL. *Ad Francisci Hotomani Franco-Galliam responsio*, 1575.
- MÉZERAY. *Histoire de France*, t. II, 1646-1651.
- MICHELET. *La Ligue*, Paris, 1856.
- MONTESQUIEU. *Esprit des lois*.
- MONTLOSIER. *De la monarchie française depuis son établissement jusqu'à nos jours*, Paris, 1815.
- MORERI. *Dictionnaire historique*, 1759.
- NEVELET. *Eloge d'Hotman*, dans l'édition de 1599-1600.
- OZANAM. *Etudes germaniques pour servir à l'histoire des Francs*, Paris, 1847-1849.

PARDESSUS. *La loi salique*, 1843.

PASQUIER (Etienne). *Les recherches de la France*, 1723.

PEIGNOT (G.). *Essai analytique sur l'origine de la langue française*.

RATHERY. *Histoire des Etats généraux*.

SAINT-GIRONS. *Manuel du droit constitutionnel*, 2^e édition, 1885.

SEYSSSEL (Claude). *De la grande monarchie de France*. — *La loi salique*, 1557.

SIEYÈS. *Qu'est-ce que le Tiers-Etat ?* édition de 1888.

SIMON-GOULART. *Mémoires de l'état de la France sous Charles IX*, 2^e et 3^e volumes, 1578.

TACITE. *Histoires : la Germanie*.

THIERRY (Augustin). *Considérations sur l'histoire de France*, 1840. — *Essai sur l'histoire de la formation et des progrès du Tiers-Etat*.

TREUMANN (Rudolf). — *Die Monarchomachen*, Leipzig, 1895.

VIOLLET (Paul). *Histoire des institutions politiques et administratives de la France*, Paris, 1898.

WEILL (G.). *Les théories sur le pouvoir royal en France pendant les guerres de religion*, Paris, 1891, thèse pour le doctorat.

ERRATA

Page 46, 6^e ligne de la note, au lieu de : *Dutilly*, lisez : *Dutilloy*.

- 61, 7^e ligne, au lieu de : *an regibus jus fit*, lire : *an regibus jus sit*.
 - 68, 11^e ligne, au lieu de : *un moindre*, lire : *une moindre*.
 - 99, 30^e ligne, au lieu de : *Flavinius*, lire : *Flavianus*.
 - 101, 5^e ligne, au lieu de : *s'étaient déjà fondues et réunies dans un même sentiment ; elles avaient...*, lire : *s'étaient déjà fondues ; et réunies dans un même sentiment...*
 - 104, 7^e ligne, au lieu de : *Aégidius*, lire : *Ægidius*.
 - 117, 5^e ligne, au lieu de : *παναπωλιον*, lire : *πάναιτώλιον*.
 - 117, 22^e ligne, au lieu de : *mas que vos elegimos*, lire : *mas que vos, vos elegimos*.
 - 191, 3^e ligne de la note, au lieu de : *diligendis*, lire : *deligendis*.
 - 191, 4^e ligne de la note, au lieu de : *asciiscendis*, lire : *asciscendis*.
-

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
------------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

Vie d'Hotman	17
Ses œuvres	59

DEUXIÈME PARTIE

La Franco-Gallia. — Son analyse	79
--	----

LIVRE PREMIER

De auctoritate comitiarum.	87
CHAP. I ^{er} . De l'état de la Gaule avant sa réduction en province romaine	87
— II. Quelle était la langue des Gaulois ?	90
— III. De l'état de la Gaule après sa réduction en province romaine	92
— IV. De l'origine des Francs qui, après avoir occupé la Gaule, changèrent son nom en celui de France	95
— V. Du nom des Francs, de leurs différentes excursions et de l'époque où ils s'établirent en Gaule.	98

CHAP. VI.	Le royaume franco-gaulois était-il déferé par l'hérédité ou par les suffrages ? — De la manière dont le roi était choisi. . .	101
— VII.	De la grande sévérité montrée par l'ancien peuple franc dans la condamnation et la déposition des rois	104
— VIII et IX.	Le roi laissant plusieurs fils après sa mort, quelle règle est observée pour l'hérédité ?	105
— X.	De la loi salique et du droit des femmes dans la succession de leurs pères . . .	109
— XI.	Du droit de chevelure royale	112
— XII.	Quelle était la constitution du royaume franco-gaulois.	113
— XIII.	De la majesté royale, de l'assemblée annuelle de la nation franco-gauloise, du Plaid, de la Curie, du Parlement. . . .	119
— XIV.	De l'autorité sacro-sainte de l'assemblée générale et des affaires qui y étaient traitées	121
— XV.	Des préfets ou intendants royaux appelés maires du palais.	122
— XVI.	Pépin a-t-il été fait roi par l'autorité du pape ou par une décision de l'assemblée franco-gauloise ?	123
— XVII.	Des connétables et des pairs de France . .	125
— XVIII.	Où l'on continue à traiter de l'autorité des grandes assemblées sous les rois carolingiens.	129
— XIX.	De la différence qui existe entre le roi et le royaume	130
— XX.	De la famille des Capétiens et de son accession au trône de France.	132
— XXI.	De l'autorité des assemblées sous les Capétiens.	134

CHAP. XXII. De l'autorité des Etats généraux sous Louis XI.	137
— XXIII. Les pouvoirs du roi de France dans son royaume sont limités par des lois fixes et invariables	140
— XXIV. Les femmes sont-elles repoussées de la régence du royaume comme elles le sont de l'hérédité?	143
— XXV. Des parlements judiciaires	145

LIVRE II

De jure regni Galliæ (<i>Leges de successione regia continens</i>)	153
---	-----

LIVRE III

Disputatio de controversia inter patruum et patris filium , ou <i>de la querelle de l'oncle et du neveu</i>	161
Le Matagonis de Matagonibus	165
RÉSUMÉ	175

TROISIÈME PARTIE

Système politique de la Franco-Gallia	180
§ 1 ^{er} . — Origine de la souveraineté	183
§ 2. — Limitation du pouvoir royal	194
§ 3. — Du pouvoir des assemblées.	210

QUATRIÈME PARTIE

Des rois et de la succession au trône. — Des grandes assemblées.	237
§ 1 ^{er} . — De l'élection des rois.	238
§ 2. — Des grandes assemblées	239
 CONCLUSION	 249
BIBLIOGRAPHIE.	261
ERRATA	265



